

Manifeste Programme du (nouveau) Parti communiste italien



**Nous dédions ce Manifeste Programme
à tous les héros de la première vague de la
révolution prolétarienne mondiale**

Comité Central du (nouveau) Parti communiste italien

Mars 2008

(*) Cette marque signifie que le lecteur ne doit pas entendre le mot ou l'expression selon le sens commun. Selon la conception communiste du monde le mot ou l'expression a une signification qui sera expliquée le long du Manifeste Programme.

Les versions italienne et anglaise du Manifeste Programme sont sur le Site Web <http://www.nuovopci.it> section EiLE.

La version italienne peut être achetée aux Edizioni Rapporti Sociali rapportisociali@libero.it (www.carc.it) via Tanaro 7 - Milano (Italie) tel/fax 02.26.30.64.54.

**Traduction française faite par la rédaction du Site Web <http://servirlepeuple.over-blog.com>.
La rédaction du site a aussi rédigé les notes au pied de page marquées NdT, dont elle assume la responsabilité.**

Manifeste Programme du (nouveau) Parti communiste italien

Avant-propos

Le monde dans lequel nous vivons est secoué d'un bout à l'autre par de fortes convulsions.

Ce sont les convulsions de la mort de l'ancien et de la naissance du nouveau monde, de la scission du vieux monde en deux : une partie qui va mourir et l'autre qui donnera la vie à la société communiste, une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

La bourgeoisie a profité de la période de décadence que le mouvement communiste conscient et organisé (*) a traversé dans la seconde partie du siècle passé. En beaucoup de travailleurs, elle a réussi à tuer la confiance d'être capables de connaître la vérité et la confiance d'être capables de changer le monde, de construire un monde à la mesure de leurs besoins, de leurs meilleures aspirations et de leurs meilleurs sentiments. Mais elle n'a pas réussi à la tuer en tous.

Nous communistes, nous sommes vivants, des millions de travailleurs conservent cette confiance. Et les autres, ceux en lesquels cette confiance est morte, ont besoin que notre exemple la ranime, parce qu'elle est l'unique moyen par lequel ils peuvent sortir du marasme et du cauchemar dans lesquels la bourgeoisie les a poussés et les enfonce chaque jour un peu plus.

La nouvelle crise générale du capitalisme, (*) entamée dans les années 70 du siècle dernier, conduit la bourgeoisie à élargir et à rendre plus féroce la guerre d'extermination (*) non déclarée qu'elle mène contre les masses populaires partout, dans chaque coin du monde, même dans les pays impérialistes, même là où sa guerre ne s'est pas encore traduite en agressions militaires ni en guerres civiles ouvertes. La crise matérielle, morale, intellectuelle et environnementale qui frappe l'humanité entière et effraye tant de personnes, soit parmi les masses populaires soit dans la bourgeoisie impérialiste, confirme par sa gravité la profondeur

de la transformation que l'humanité doit accomplir.

Les conditions que la bourgeoisie impérialiste impose aux masses populaires sont tellement féroces et insupportables, que la lutte contre la bourgeoisie impérialiste explose en mille formes, surtout dans les pays opprimés. Là où les communistes ne sont pas encore en mesure d'en être la direction, ce sont des forces politiques d'autres classes qui la dirigent, avec les limites et dans les formes dictées par leur nature.

Mais dans la lutte pour faire face aux effets dévastateurs des contradictions du capitalisme, rendues maintenant déchirantes dans tous les pays par les effets de sa seconde crise générale, dans chaque coin du monde renaît le mouvement communiste. Il renaît sur la base du **marxisme-léninisme-maoïsme** (*) : la conception du monde et la méthode d'action et de connaissance élaborée à partir de l'expérience du mouvement communiste et en particulier de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale.

Le (nouveau) Parti communiste italien est une composante du nouveau mouvement communiste international.

Dans ce Manifeste Programme, nous, communistes, exposons la conception du monde qui nous guide, le bilan que nous tirons des 160 premières années du mouvement communiste, les méthodes par lesquelles nous agissons et les objectifs que nous poursuivons pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste, et contribuer ainsi à la seconde vague de la révolution prolétarienne qui avance dans le monde entier.

Ce Manifeste Programme est la base idéologique de l'unité du (nouveau) Parti communiste italien.

Mars 2008

Chapitre I

La lutte de classe pendant les 160 premières années du mouvement communiste et les conditions actuelles Introduction

Introduction

En 1848, il y a 160 ans, Marx et Engels ont été chargés par la Ligue des communistes, le premier parti communiste de l'histoire, de rédiger le *Manifeste du Parti communiste*. Il y ont exposé pour la première fois la conception du monde, la méthode d'action et de connaissance, les objectifs et la ligne générale des communistes (1).

Ils élaborèrent l'expérience des ouvriers qui luttèrent contre la bourgeoisie et, les premiers, ils atteignirent également une compréhension scientifique de l'histoire passée. Celle-ci est un processus d'histoire naturelle (2) : une succession de modes de production par laquelle l'espèce humaine a, au fur et à mesure, affronté et résolu les problèmes de sa survie et ce faisant, s'est transformé elle-même et a transformé le monde. C'est seulement à la lumière de l'histoire des modes de production (*) qu'il est possible de reconstruire scientifiquement l'histoire des autres aspects de la société et l'histoire de la nature humaine (3).

Ils montrèrent en particulier que les hommes et les femmes n'ont pas toujours été divisés en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs (4).

La division en classes est apparue seulement à un degré déterminé de développement des forces productives, dans des circonstances qui la rendaient avantageuse pour la survie et le développement de l'espèce humaine (5).

Les sociétés divisées en classes prévalurent sur les sociétés primitives parce que, à ce stade de développement de l'espèce humaine et de ses forces productives, elles constituaient un contexte plus favorable à la production, au développement ultérieur des forces productives et au progrès intellectuel et moral (6).

Le capitalisme, cependant, a créé les conditions qui rendent possible et nécessaire la disparition de la division des hommes et des femmes en classes et, avec elle, l'extinction de l'Etat (7). Celui-ci est en effet, fondamentalement, un moyen par lequel la classe exploiteuse impose et conserve son système social. En bref, le capitalisme a créé les conditions qui rendent possible et nécessaire un nouveau système social, le communisme.

Marx et Engels montrèrent que, par sa nature, la bourgeoisie doit développer la productivité du

travail (8). Pour réaliser ceci, elle rend toujours plus collectives les forces productives (9).

Ceci rend précisément toujours plus précaire la survie du mode de production capitaliste. Les rapports de production capitalistes et le reste des rapports sociaux, les conceptions, les sentiments et les comportements connexes, pendant toute une phase historique ont été des facteurs favorables à la solution des problèmes de l'existence de l'espèce humaine, au développement de ses forces productives matérielles, intellectuelles et morales et à son progrès général.

Ils sont maintenant devenus une entrave : ses actuelles forces productives peuvent être pour l'humanité un moyen d'ultérieur progrès, seulement grâce à une participation active, consciente et organisée de la masse des travailleurs. L'espèce humaine ne peut progresser que par un plein accès de la masse de la population aux activités spécifiquement humaines (*) (2). Une telle participation n'est pas compatible avec les antagonismes d'intérêts propres au mode de production capitaliste. Ces antagonismes, au contraire, font de ces mêmes forces productives un facteur de destruction de la civilisation humaine et de son environnement. Cette contradiction, leur instinct de survie et l'activité consciente et organisée du mouvement communiste, mèneront les hommes et les femmes à dépasser le mode de production capitaliste et à aller au-delà de la société bourgeoise. Cela est facilité par le fait que la création de forces productives collectives crée aussi par elle-même des conditions favorables à la croissance de la conscience et de l'organisation des travailleurs.

Les ouvriers luttèrent déjà spontanément contre la bourgeoisie pour améliorer leur condition. Marx et Engels montrèrent que, pour obtenir des résultats durables et sur large échelle, les ouvriers ne devaient pas se limiter à cela. Ils devaient surtout lutter pour leur émancipation de la bourgeoisie. La tâche spécifique des communistes est de transformer la lutte des ouvriers en une lutte consciente et organisée pour dépasser le mode de production capitaliste et tous les rapports sociaux, les conceptions, les sentiments et les comportements connexes. La lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie représente donc la lutte entre le caractère collectif des forces productives, que le mode de production capitaliste, par sa nature, sans arrêt développe, et les rapports de production capitalistes, **entre le niveau de civilisation générale que l'espèce**

humaine a atteint avec le capitalisme et le capitalisme même. Il est inévitable que dans cette lutte la classe ouvrière triomphe. Elle représente le chemin que toute l'humanité pour survivre et progresser a besoin d'accomplir. Elle substituera à la société capitaliste la société communiste : une société où il n'y aura plus de division en classes ni d'exploitation de l'homme par l'homme. Dans les sociétés qui ont jusqu'à présent existé, la contrainte subie par la majorité des hommes et des femmes et leur exclusion du patrimoine intellectuel et moral de la société et de sa richesse ont été la condition nécessaire du libre développement de quelques uns et de l'accumulation de ce patrimoine et de cette richesse. À ces sociétés la classe ouvrière substituera "une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous".

Les fondations du communisme, les conditions objectives et subjectives nécessaires pour son avènement, se forment donc dans la société capitaliste, malgré la direction de la bourgeoisie (10).

À un certain point, la classe ouvrière instaurera le socialisme : celle-ci sera la phase de transition de la société capitaliste à la société communiste sous la direction de la classe ouvrière, une phase spécifique de l'histoire de l'humanité.

Cette phase débutera avec la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. La forme politique de cette phase sera la dictature du prolétariat (*) (11). Les premiers pas dans le socialisme consisteront en l'emploi de la façon la plus raisonnable que l'on connaisse des forces productives déjà existantes, au service du bien-être individuel et social, et en l'organisation des activités laborieuses de la façon la plus respectueuse de l'intégrité et de la dignité de ceux qui les accomplissent.

Durant le socialisme se terminera la partie barbare de l'histoire de l'humanité. Par étapes s'éteindra la division de l'humanité en classes de dominés et de dominateurs, d'opprimés et d'opresseurs, d'exploités et d'exploiteurs.

Sera éliminée la division des hommes entre des dirigeants et des dirigés et entre des travailleurs intellectuels et des travailleurs manuels.

Seront éliminées les inégalités économiques et culturelles entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les jeunes, entre la ville et la campagne, entre les secteurs, régions et pays avancés et les secteurs,

régions et pays arriérés. Sera graduellement éliminée aussi la soumission plus ou moins aveugle des hommes à la nature et aux rapports sociaux par eux-mêmes inconsciemment créés (12).

Par cela l'humanité posera sur de nouvelles bases les relations entre son activité économique (la structure des vieilles sociétés) et ses autres activités (la superstructure des vieilles sociétés) et les relations entre elle-même et l'environnement dans lequel elle vit. Le socialisme sera le passage des hommes et des femmes du règne de la nécessité au règne de la liberté. Il sera le début d'une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

Les forces productives aujourd'hui déjà impliquent, concernent, lient et unissent des personnes de chaque endroit de la terre, de chaque région et de chaque pays.

Ces forces productives cesseront d'être gérées, créées et dirigées comme des affaires privées d'individus isolés (les capitalistes) ou de leurs associations. Elles seront gérées, créées et dirigées comme une affaire commune de tous les hommes et de toutes les femmes, comme des institutions sociales. De cette façon les rapports de production s'adapteront au caractère déjà collectif des forces productives.

Les entreprises cesseront d'être patrimoine, propriété, possession et créatures d'individus ou de groupes d'individus qui par les entreprises produisent des marchandises. Elles deviendront des collectifs de travailleurs chargés d'effectuer un service déterminé pour la société. Chaque collectif recevra de la société ce qui est nécessaire pour effectuer l'activité dont il est chargé. Chacun des membres du collectif disposera à son jugement d'une part du produit social destiné à son usage individuel. Le travail nécessaire sera distribué entre tous les membres de la société et deviendra pour chacun d'entre eux une fraction secondaire de son activité.

Le communisme était déjà le mouvement pratique en acte de transformation de la société capitaliste en société communiste, de dépassement du mode de production capitaliste. Grâce à l'œuvre de Marx et d'Engels il devient également l'objectif poursuivi consciemment par le Parti communiste. Il devient la conscience de la classe ouvrière en lutte pour le pouvoir. Il devient le moyen de sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires (13). Le marxisme devient la conception du monde du Parti communiste et sa méthode d'action et de connaissance.

1.1. Le mode de production capitaliste

1.1.1. La production mercantile

La production mercantile est le terrain sur lequel a fleuri et s'est développé le mode de production capitaliste. Celui-ci à son tour a rendu universel la production mercantile : il a transformé et transforme encore en production de marchandises une partie croissant des activités humaines.

La production mercantile est apparue dans l'histoire de l'humanité il y a très longtemps, dans le cadre de sociétés dans lesquelles prévalait l'un ou autre des modes de production précapitalistes (primitif, patriarcal, esclavagiste, asiatique, féodal, etc.), lorsque des travailleurs individuels ou des groupes ont commencé à produire des biens ou des services pour les échanger contre des biens et services produits par d'autres. Elle est apparue dans des sociétés dans lesquelles, par contre, normalement les travailleurs produisaient pour leur propre consommation ou celle de personnes auxquelles à n'importe quel titre ils pourvoient (progéniture, consanguins, etc.), ou bien produisaient pour l'usage et la consommation et sur ordre de leur maître, de leur seigneur ou de leurs prêtres : en somme pour l'usage des classes dominantes et exploiteuses.

Par sa nature la production mercantile comportait et engendrait des relations, des conceptions, des sentiments et des comportements radicalement différents de ceux liés aux autres modes de production. Ceux-ci étaient tous basés sur des liens naturels, c'est-à-dire semblables à ceux qui se rencontrent dans d'autres espèces animales (de troupeau, de génération, de genre, de membres de la famille, de clan, de voisinage, de sang, etc.) ou sur des rapports sociaux spécifiquement humains, de dépendance personnelle (de l'esclave au maître, du serf au seigneur, du travailleur au clergé, au notable ou au protecteur).

La production mercantile par contre, par sa nature, impliquait la liberté de tous ces liens. Elle impliquait l'égalité et la liberté des producteurs, leur égale dignité sociale. En même temps elle impliquait et promouvait cependant la division du travail entre des individus et des groupes et donc les rendait dépendant les uns des autres. Elle obligeait chaque producteur à connaître et à s'intéresser aux goûts et aux besoins de ses possibles clients, c'est-à-dire d'individus avec lesquels il n'avait aucun des liens indiqués ci-dessus. Elle créait entre les producteurs une réciproque dépendance économique qui potentiellement dépassait les limites des liens du sang, des relations personnelles, de race, de religion, de culture, de langue, de voisinage : c'est à dire qu'elle

créait une dépendance et un lien universels.

Le protagoniste typique de la production mercantile produit, vend et achète selon son propre avantage, mu par son intérêt. Il doit cependant, pour vivre, trouver des acheteurs et des vendeurs. Jusqu'alors chaque homme avait pu vivre seulement grâce à son appartenance à sa communauté. L'individu avait été un appendice de sa communauté naturelle, privé d'autonomie par rapport à elle : en principe il ne réussissait pas à survivre en dehors d'elle.

La production mercantile en revanche le libère du lien communautaire. Chaque homme peut survivre grâce au lien mercantile, que chaque individu peut établir avec n'importe qui fait également du commerce. Il dépend de tous les autres, mais de personne en particulier.

Naît ainsi l'individu dans le sens moderne du terme : ne dépendant pas de quelque autre individu mais dépendant de la société. La production mercantile faite d'individus travailleurs rend chaque individu personnellement indifférent à chaque autre, mais il le rend dépendant de la société dans son ensemble : non plus dépendant de tel ou tel individu, mais de l'ensemble des individus avec lesquels il est directement ou indirectement en rapport par l'échange (le marché). En pratiquant au fil du temps et dans des situations différentes la production mercantile, les hommes et les femmes développèrent graduellement un nouveau niveau de civilisation.

Ce rapport entre les hommes surgit sous la forme d'une commune dépendance vis-à-vis d'une qualité des biens et des services faisant l'objet d'échange, appelée valeur.

En effet, à égalité avec d'autres conditions, le rapport se réalisait et se concluait heureusement seulement si l'acheteur et le vendeur convergeaient dans l'évaluation de la quantité des objets qu'ils auraient échangés entre eux ; s'ils s'accordaient sur leur valeur d'échange ; si tous les deux la reconnaissaient et s'y soumettaient. Il y avait donc entre eux un rapport volontaire, mais pas arbitraire (14). Il s'agissait d'une qualité que les mêmes biens et services n'avaient pas au dehors de la société mercantile et du rapport mercantile.

Tout l'édifice et l'évolution de la production mercantile, et de la production capitaliste qui en elle a ses racines, sont devenus compréhensibles seulement grâce à la découverte

- que la valeur est la qualité d'une chose, mais

n'est rien d'autre qu'une qualité que lui attribuent les producteurs de marchandises, étant le rapport particulier qu'ils ont entre eux : donc la valeur est un rapport social par la force duquel les hommes confèrent aux choses produites par eux et aux services fournis par eux une particulière, spécifique qualité ;

- que la détermination quantitative de la valeur (la valeur d'échange) est donnée pour chaque marchandise par la quantité (c'est-à-dire le temps) de travail socialement nécessaire pour la produire (15) (16).

La production mercantile a été la cellule originelle d'une nouvelle et supérieure phase de la civilisation humaine. Elle a amené l'espèce humaine à se distinguer encore plus radicalement des autres espèces animales. Elle a marqué une ultérieure rupture de l'espèce humaine avec les racines qu'elle avait en commun avec les autres espèces animales.

Elle a été le point de départ d'une transformation qui à travers le capitalisme amènera au communisme.

Le communisme dépassera, par l'association volontaire mais non arbitraire des travailleurs, l'indifférence réciproque qui caractérise les producteurs de marchandises et rend chacun d'eux esclave de ses rapports sociaux. Si nous considérons le parcours des anciens modes de production, vers la production mercantile et enfin le communisme, ceci apparaît comme la **négation de la négation**.

C'est précisément grâce à la conscience et à l'organisation liées à ce dépassement, que la société communiste maintiendra non seulement les conquêtes de civilisations produites par la production mercantile, mais aussi la cohésion sociale qui jusqu'à présent est imposée de la classe dominante et porte donc son empreinte. Elle contiendra en elle les fondations du développement ultérieur des unes et de l'autre : elle sera une association d'individus qui se

reconnaîtront comme égaux et, enfin, libres de la soumission aveugle et involontaire que ce soit à la nature ou à leurs relations sociales, dirigeront consciemment eux-mêmes les relations entre eux et leur vie collective. Le besoin ne restreindra plus leur activité et les rapports sociaux ne s'imposeront plus à eux comme une puissance étrangère à eux, indépendante d'eux, comme leur dieu (12).

La production de marchandises comme production mercantile accomplie par des individus libres, les producteurs directs, est la production mercantile simple.

La production de marchandises, la circulation des marchandises, et l'argent jailli d'elles, sont apparues depuis des temps reculés et dans divers pays, comme aspect marginal et auxiliaire d'autres modes de production (primitif, patriarcal, esclavagiste, asiatique, féodal, etc.).

La production mercantile simple ne pouvait pas s'imposer sur une large échelle, devenir la forme principale et prédominante de production de tout un pays. En effet 1. elle n'était compatible avec les plus avancées parmi les conditions sociales de la production déjà existantes (les systèmes d'irrigation, les réseaux routiers, les grands travaux publics, etc.) et 2. elle n'était pas compatible avec la division en classes déjà enracinée dans les sociétés dans lesquelles elle est née.

La production mercantile s'affirma donc sur une large échelle uniquement comme production mercantile **capitaliste**. Celle-ci, en effet, combine la production de marchandises avec la division de la société en classes et avec les conditions collectives de production déjà élaborées par l'humanité dans l'histoire précédente. La circulation des marchandises a été, en effets, le point de départ de la formation, par la transformation de l'argent en capital, d'une nouvelle classe dominante : la **bourgeoisie**.

1.1.2. La naissance, la nature et le développement du mode de production capitaliste

Le capitalisme naît là où le possesseur de moyens de production et de biens de consommation, ou de l'argent avec lequel il peut les acquérir (donc la naissance du capitalisme implique, présuppose un certain degré de développement de la production mercantile), rencontre l'ouvrier "libre" vendeur de sa **force de travail** (capacité laborieuse) (17). Dans le capitalisme la force de travail assume la forme (le rôle, la fonction) d'une marchandise qui appartient à l'ouvrier : une marchandise qui est vendue (par l'ouvrier) et achetée (par le capitaliste) comme chaque autre marchandise.

Dans le capitalisme elle est donc une valeur et a une valeur d'échange : celle-ci s'appelle le **salaire**. L'activité de l'ouvrier, par conséquent, assume la forme de **travail salarié**. La valeur d'échange de la force de travail,

comme la valeur d'échange de chaque marchandise, est déterminé par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Par conséquent la valeur d'échange de la force de travail est la valeur d'échange des biens de consommation et des services nécessaires pour maintenir l'individu travailleur dans son état présent de vie et de travail, dans le pays donné et dans l'époque donnée, et de maintenir sa famille : c'est-à-dire d'assurer la reproduction de la marchandise - force de travail (18).

L'ouvrier vend pour un temps déterminé sa force de travail en échange du salaire. Le capitaliste devient propriétaire, pour ce temps, de cette marchandise et il la consomme dans son entreprise, dans sa fabrique. La durée du travail de l'ouvrier est supérieure à celle (dite *travail nécessaire*) nécessaire à l'ouvrier pour produire,

dans les marchandises finales, une valeur d'échange égale à celle (le salaire) qu'il reçoit en échange de la force de travail qu'il a vendu.

Le capitaliste fait donc produire à l'ouvrier des valeurs d'échange dont il ne paye pas l'équivalent. Il s'approprie une valeur d'échange additionnelle à celle qu'il a anticipée par le salaire. Cette valeur additionnelle est appelée **plus-value** : elle est le produit du **surtravail**, le travail que l'ouvrier accomplit en plus du travail nécessaire.

Le capitaliste exploite l'ouvrier et valorise (augmente) son capital. En découle que, par sa nature, le capitaliste est intéressé à rallonger la durée du temps global de travail de ses ouvriers. Mais par sa nature il est intéressé également à réduire la durée du temps de travail nécessaire : c'est-à-dire qu'il est intéressé à augmenter la productivité du travail.

Cet usage de la force de travail est le processus de production capitaliste de marchandises : un processus de production de biens et services qui est aussi un processus de création de valeur (parce que se déroulant dans le domaine de la production mercantile) et un processus de valorisation du capital ou d'extraction de la plus-value (parce que se déroulant dans le domaine du mode de production capitaliste).

Voilà l'essence du mode de production capitaliste, mise en lumière par K. Marx et F. Engels (19).

Ce processus d'exploitation est la cellule à partir de laquelle s'est développée, au cours de quelques siècles, toute la société actuelle. Il est la base sur laquelle s'élève tout l'édifice de l'actuelle société bourgeoise. Cette cellule renferme déjà en elle l'antagonisme qui est la source de l'inconciliable lutte de classe entre les ouvriers, privés de tout sauf de leur force de travail, et les capitalistes, propriétaires des moyens de production, des biens de consommation et des conditions générales, matérielles et intellectuelles de la production et, sur cette de base, classe dominante et dirigeante de l'entière société.

Le mode de production capitaliste est né en Europe à partir du XI^e siècle. Des développements de la production mercantile vers le capitalisme avaient eu lieu aussi à des époques précédentes et dans d'autres régions. Mais ils n'avaient pas eu de suite. Donc ils n'ont pas d'importance historique, comme n'en ont pas eu les voyages dans les Amériques avant ceux de 1492.

Par contre au XI^e siècle, dans quelques zones d'Europe a débuté un processus qui ne s'est plus arrêté. Il s'est au contraire étendu au monde entier, a mené à l'actuelle société mondiale et conditionne encore aujourd'hui l'évolution de toute l'humanité.

Par une combinaison de circonstances, dans ces zones de l'Europe et à cette époque la production mercantile avait atteint un développement assez vaste. Dans ce

cadre apparut le capitaliste, comme personnification du capital commercial. Il acquérait des marchandises non pour son usage personnel, mais pour les vendre. Il accomplissait cette activité non pas pour en tirer de quoi vivre, mais pour augmenter son argent.

Le pas suivant se produisit lorsque le capitaliste, encore commerçant, commença à commander régulièrement la production de marchandises. Par la suite, à partir du XVI^e siècle, le capitaliste devient industriel : il se mit à organiser lui-même la production. Il embauchait pour les faire travailler dans ses locaux (manufactures) et avec ses moyens de production et ses matières premières, des individus qui à leur tour étaient libres de liens de servitude, mais étaient en même temps privés de la possibilité de pourvoir à leur vie d'une autre façon qu'en vendant leur force de travail.

A partir de ce moment le sort du travailleur cessa d'être plus ou moins directement lié à son asservissement au travail, à sa force laborieuse ou aux conditions de l'environnement dans lequel il vit, et passa à dépendre principalement de la marche des affaires des capitalistes et de son rapport de force avec le capitaliste.

D'autre part il devint de l'intérêt du capitaliste non seulement de faire travailler le plus longtemps et le plus intensément possible chaque son travailleur, mais aussi d'élever au maximum possible la productivité de son travail.

L'histoire précédente avait déjà concentré le patrimoine culturel et scientifique de la société et sa richesse dans les mains des classes dominantes et avait creusé entre celles-ci et le reste de la population un sillon qui avait crû avec le développement du patrimoine culturel et scientifique et de la richesse. Mais, contrairement aux classes dominantes qui l'avaient précédé, la bourgeoisie, par sa nature, employa systématiquement soit le patrimoine culturel et scientifique soit la richesse pour élever la productivité du travail des ouvriers. Ici est la base de la supériorité de la société capitaliste sur les sociétés qui l'ont précédée, la raison pour laquelle il les a supplantées.

Poussée par son intérêt, à partir du XVIII^e siècle, la bourgeoisie est passée de la manufacture à la grande industrie d'abord mécanisée et ensuite informatisée. Elle a réalisé un processus de vaste socialisation et de division du travail et a toujours plus accentué la dépendance entre les différentes entreprises (unités productives). Elle a étendu la production mercantile à un nombre croissant des vieux secteurs de travail : mines, transports, forêts, agriculture, pêche, services. Elle a créé des nouveaux secteurs de production mercantile : recherche, communication, divertissement, jeu, culte, assistance sanitaire, soin des enfants et des âgés, éducation, relations humains, relations sexuelles, services de tout genre. Elle a rendu dépendants entre eux les plus divers secteurs produc-

tifs, en faisant de l'un le marché de l'autre. Elle a lié les unes aux autres des régions et des pays jusqu'alors étrangers. Elle a employé, assimilé, transformé ou détruit chaque matériel et institution que l'histoire lui fournissait.

Elle a créé les nations et les États nationaux comme superstructures de son marché et de son terrain d'investissement productif et d'affaires. Elle a soumis à elle les vieux États et en a créé de nouveaux, en les mettant tous au service de la valorisation du capital. Elle a envahi et, d'une manière ou d'une autre, rendu théâtre de ses affaires tous les pays, non seulement de l'Europe, mais aussi de tous les autres continents et les a divisés entre pays capitalistes et pays opprimés (colonies et semi-colonies). Le travail salarié est devenu de loin le rapport de travail le plus répandu et même les autres rapports de travail ont d'une certaine manière assumé sa forme.

Les rapports capitalistes de production ont été un stimulant puissant au développement de la production, des forces productives et de la civilisation.

La recherche du profit a poussé la bourgeoisie à élargir la production, à perfectionner les outillages et à améliorer la technologie dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les transports, dans les services : dans tous les domaines.

Elle l'a conduite à créer des grandes infrastructures, à développer la science et la recherche scientifique dans chaque domaine jusqu'à faire de la recherche et de l'application de ses résultats dans la production un secteur productif en tant que tel ; à transformer l'environnement ; à ne reculer face à aucune entreprise ; à modifier la conformation de toute la planète. Sa recherche illimitée et individuelle (unilatérale) de profit a poussé la bourgeoisie à renverser des habitudes et des coutumes vieilles de plusieurs siècles, à ne s'arrêter devant aucun crime, à éliminer des populations et des civilisations entières, à appauvrir, polluer et détruire les ressources naturelles et l'environnement.

Les précédentes classes dominantes avaient toutes exploité les travailleurs principalement pour satisfaire leurs besoins de consommation. Donc ils avaient dans leur propre consommation la limite de l'exploitation.

Par contre, la bourgeoisie a comme objectif non pas sa consommation, mais l'augmentation de son capital : un objectif par nature sans limites. Elle donc a poussé l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles bien au-delà de ce qui est nécessaire à la consommation individuelle et collective de la classe dominante et la pousse indéfiniment en avant. Malgré cet habit encore barbare, elle a toutefois ouvert des horizons illimités à l'activité pratique, intellectuelle et morale des hommes.

Dans le cadre du mode de production capitaliste l'espèce humaine a rejoint dans son développement un stade dans lequel la limite principale du développement

n'est plus ni l'environnement naturel, ni la productivité du travail, ni le niveau des connaissances, mais le système social.

De ce qui a été dit jusqu'ici ressortent les raisons de la supériorité économique et culturelle du capitalisme sur les anciens modes de production (esclavagiste, asiatique, féodal, etc.) au sein desquels il s'est développé et du rôle progressiste que, pour toute une période historique, la bourgeoisie a joué dans l'histoire de l'humanité.

Le mode de production capitaliste s'affirma définitivement en Europe au XVI^e siècle en luttant contre le mode de production féodal. Il ne comportait pas seulement de nouveaux rapports de production et la fin des corporations, des monopoles féodaux, des Cours, des particularismes féodaux, de la Papauté et de l'Église romaine, du dogmatisme théologique et de l'obscurantisme clérical (20). Il exigeait et faisait se lever aussi de nouveaux rapports politiques. Pour faire place à ses affaires, la bourgeoisie imposa aux Autorités du vieux monde sa représentation politique : les Parlements, les élections, la division des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire), la limitation des pouvoirs de l'exécutif, la subordination de celui-ci à des lois et des constitutions. Elle fit naître dans la masse de la population des comportements, des conceptions, des sentiments incompatibles avec le féodalisme. Elle définit ou redéfini, suivant ses intérêts, les poids, mesures, calendriers, codes et institutions de tout genre.

Le mode de production capitaliste prévalut sur large échelle d'abord en Grande-Bretagne où il put, par une série de circonstances, employer la force du vieil État pour balayer la résistance féodale jusqu'à s'emparer de l'agriculture qui était alors encore de loin l'activité économique la plus importante. Suivirent ensuite la France et au fur et à mesure les autres pays européens et les colonies anglo-saxonnes de peuplement (l'Amérique du Nord et l'Australie). La série presque ininterrompue de guerres qui constituent l'histoire de l'Europe aux XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles, la Révolution anglaise (1638-1688), la Guerre d'indépendance américaine (1776-1783), la Révolution française (1789-1815) et, enfin, la Révolution européenne de 1848, sont les étapes principales de la lutte par laquelle, en Europe Occidentale, la bourgeoisie élimina, dans la mesure dans laquelle cela lui était nécessaire, le monde féodal et affirma sa direction.

La suprématie mondiale de la Grande-Bretagne et des pays anglo-saxons durant l'époque contemporaine est étroitement liée à ce primat et à la profondeur avec laquelle le mode de production capitaliste a conformé à lui même dans ces pays, en particulier aux USA, les relations sociales.

Pendant que la bourgeoisie menait sa lutte contre le

féodalisme, contre le Saint Empire Romain Germanique et les monarchies féodales, contre l'absolutisme monarchique, contre l'obscurantisme de l'Église Catholique Romaine et de la Papauté, dans le cadre de son mode de production une nouvelle classe, la classe ouvrière, croissait numériquement et acquérait de la maturité culturelle et de la force politique. La bourgeoisie la forçait à des conditions de travail et de vie pires que tout ce qui s'était vu jusqu'alors. En même temps, cependant, elle proclamait et imposait la libération des servitudes féodales et cléricales. Contre celles-ci, la bourgeoisie brandissait les mots d'ordre de "liberté, égalité et fraternité" universelles. Contre la résistance des féodaux et du clergé, elle mobilisait la même classe ouvrière.

Au XVIIIe siècle dans le pays capitaliste le plus avancé, l'Angleterre, l'antagonisme entre la bourgeoisie et les ouvriers était déjà assez développée. L'ouvrier s'était assez diversifié tant du capitaliste que de l'artisan, de l'apprenti de boutique que du pauvre en général, au point de donner lieu à des rébellions de divers genres, individuelles et collectives et aux premières formes d'organisation de classe. Les ouvriers participèrent activement à la Révolution française, mais encore substantiellement à la suite de la bourgeoisie. Dans les premières décennies du XIXe siècle, dans les pays de l'Europe Occidentale les ouvriers s'opposaient toujours plus diffusément à la bourgeoisie. Ainsi ils acquéraient conscience de classe et capacité de lutte. Ils entraînaient dans la lutte, à leur suite, le reste des masses populaires. Ils devinrent un problème pour l'ordre public (21).

Lors de la Révolution européenne de 1848, bien que ce fût encore la bourgeoisie qui cueillit les fruits de leur lutte, ils participèrent déjà comme classe en tant que telle. En juin 1848, à Paris, ils subirent une répression féroce et de masse qui en France marqua la nette rupture entre les deux classes et même la fin de la nouvelle-née république bourgeoise. La contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière était devenue la contradiction principale de la société.

Jusqu'alors, en vain, les plus grands théoriciens de la bourgeoisie avaient cherché à comprendre les origines, la nature, les lois de développement et le rôle historique du mode de production capitaliste. L'élaboration des expériences de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie amena à une compréhension exhaustive de tout cela. Par là même furent comprises également les conditions matérielles dans lesquelles se déroulait et par lesquelles était conditionnée la lutte de la classe ouvrière (22).

Le capitalisme combine l'asservissement de classe des anciens temps avec la liberté individuelle du vendeur et l'acheteur de marchandises. Les hommes et les femmes prolétaires composent la masse de la population, et en diverses mesures ils et elles influencent et

modèlent à leur image aussi les autres travailleurs. Ils et elles devraient être asservi-e-s à une poignée d'hommes (les bourgeois) et en même temps, comme producteurs et vendeurs d'une marchandise (la force de travail) et acheteurs du monde scintillant et changeant des marchandises mises en vente par la bourgeoisie, développer chacun-e-s les attitudes, les comportements et les capacités intellectuelles et morales de protagonistes du marché mondial et vivre à son rythme. D'un côté, le capitalisme a besoin de travailleurs abrutis comme les travailleurs des vieilles sociétés ; de travailleurs dont l'aspiration principale est de servir des patrons que la civilisation bourgeoise même a maintenant déshabillés de l'auréole du droit divin ou naturel qui consacrait leurs prédécesseurs dépositaires du pouvoir. D'un autre côté, le capitalisme exige des prolétaires la capacité de s'adapter chacun aux faits dans une société en transformation continue : une société maintenant privée des contraintes routinières et consacrées par une longue tradition qui, dans les précédents modes de production, dictaient "pour l'éternité" la vie et le comportement de chaque individu selon la classe à laquelle il appartenait et le métier qu'il exerçait. Le capitalisme est la contradiction en acte. C'est par sa nature un régime de transition. Il ne peut pas, comme les anciens modes de production, durer des millénaires comme manière d'être de générations qui se succèdent indéfiniment, égales pour l'essentiel les unes aux autres, à la ressemblance, par beaucoup d'aspects, de ce qui se produit pour les autres espèces animales, à un rythme dans lequel les changements sont en règle générale lents, fortuits et limités en grande partie à la minorité qui constitue la classe dominante.

Dans l'évolution de l'espèce humaine le capitalisme a le rôle historique d'éduquer en masse les hommes et les femmes à une vie intellectuelle, morale, sentimentale et sociale d'individus libres et égaux ; mais une telle vie est incompatible avec la nature du capitalisme même, parce qu'il est le système d'une société encore intrinsèquement basée sur l'oppression de classe.

Le capitalisme a accéléré l'évolution de la civilisation et de l'espèce humaine. Il crée et supprime de façon continue les conditions d'une vie supérieure pour la masse de la population (2). Le capitalisme combine en lui-même la vieille barbarie et la nouvelle civilisation. Il maintient la vieille barbarie semi-animale du travailleur instrument de son patron et crée les conditions de la nouvelle civilisation communiste.

À travers le processus du capitalisme, les conditions de la nouvelle civilisation se multiplient et s'enracinent continuellement. Les deux âmes du capitalisme, donc, se différencient, se séparent et s'opposent jusqu'à s'exclure mutuellement. La bourgeoisie devient d'autant plus réactionnaire, qu'elle a achevé sa mission historique de créer les conditions

de la nouvelle civilisation communiste.

Les conséquences les plus barbares de la survie de sa domination - les génocides, les guerres, les famines, les épidémies, la marginalisation, l'aliénation, la précarité, etc. - ne sont pas pires que les événements récurrents dans les sociétés primitives. Mais elles sont aujourd'hui insupportables précisément parce que maintenant superflues et parce que par conséquent, nouveaux sont aujourd'hui les sentiments et la culture que l'humanité a développé. Dans sa décadence la bourgeoisie remet en service, perpétue et intensifie sur une échelle jamais atteinte auparavant tous les comportements propres à la phase barbare de l'humanité, mais qu'avec la conscience d'aujourd'hui les hommes répudient.

N'est pas nouvelle la barbarie que la bourgeoisie ravive, perpétue, impose et personifie. Nouveaux sont les sentiments et les idées qui la rendent intolérable et la situation pratique qui la rend superflue.

D'une part, des milliards d'hommes et des femmes s'approchent en masse des conditions matérielles, intellectuelles et morales connexes à "l'association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous". De l'autre, la classe dominante s'enferme toujours plus dans la conservation de la vieille oppression de classe et empoigne, pour son extrême défense, toute la puissance des armes d'oppression, d'abrutissement et de destruction à la production desquelles elle plie toutes les forces productives de la société.

Elle évoque à son secours toutes les vieilles forces du paradis et de l'enfer, du ciel et de la terre. Elle appelle à la rescousse les prêtres et les prophètes de toutes les religions et les sectateurs de tous les vices : elle leur

assure un champ illimité d'action et d'expansion et se sert soit de leur activité soit de la répression de celle-ci.

Dans les pays capitalistes les plus avancés la bourgeoisie a fait de chaque bien et service une marchandise et de l'argent l'intermédiaire indispensable de toute relation. Elle force donc chaque prolétaire à employer la plupart sinon toutes ses énergies physiques, intellectuelles et morales pour se procurer l'argent nécessaire à satisfaire les besoins d'une vie sociale élémentaire. Elle enferme chaque prolétarien dans un réseau d'obligations, de paiements, de prêts, de versements qui le force à dédier, en échange du salaire, le meilleur de ses capacités à accomplir la tâche qui lui est assigné dans le domaine de la division sociale et technique du travail, qui dans son ensemble fait fonctionner et reproduit le système social qui incarne la domination de la bourgeoisie.

De là, un état d'abrutissement intellectuel et moral universel que la bourgeoisie promeut de tout côté, qui est le principal obstacle à tout progrès civil et que le mouvement communiste doit ôter pour accomplir sa tâche historique.

La classe ouvrière est devenue la force dirigeante de l'ultérieur progrès de l'humanité : c'est-à-dire, de la transformation de la société capitaliste en société communiste. Le communisme est, au-delà du processus pratique de la transformation en cours, la conception du monde et la méthode d'action et de connaissance avec laquelle cette nouvelle classe mène sa lutte. La première vague de la révolution prolétarienne mondiale avec ses premiers pays socialistes (*) a été l'aurore, en même temps déjà lumineuse et encore ténébreuse, de l'affrontement décisif.

1.2. Les classes et la lutte de classe

1.2.1. La naissance de la division de l'humanité en classes

Depuis environ 150 ans, dans les pays plus avancés, c'est l'ordre social qui limite la production. La masse de la population, le prolétariat, obtient sa part dans la distribution du produit principalement en luttant contre la bourgeoisie et le système social qu'elle incarne. Ceci est la raison pour laquelle le dépassement du système social capitaliste ouvre une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

Avant que l'humanité rejoigne, avec la société bourgeoise, ce nouvel état, pendant des millénaires, dans toutes les sociétés qui ont jusqu'à présent existées, l'occupation de loin principale pour la grande majorité des hommes et des femmes, leur majeure hantise et leur damnation, a été la lutte contre la nature pour lui arracher ce qui est nécessaire pour vivre. Pour cette

raison, l'histoire passée de l'humanité a sa base dans l'histoire de ses modes de production (3).

Chaque mode de production est caractérisée par une combinaison spécifique de forces productives (5) et de rapports de production (20). Cette combinaison constitue la structure de la société : la base matérielle, économique, de son existence et de sa reproduction. Depuis des millénaires les forces productives et les rapports de production ont constitué une unité de contraintes, deux termes distincts constitutifs de la structure sociale, dans un rapport d'unité et de lutte entre eux.

Des forces productives données ont favorisé l'affirmation de rapports de production déterminés. Ceux-ci ont favorisé le développement de forces productives supérieures qui à leur tour ont favorisé de

nouveaux rapports de production.

Depuis des millénaires jusqu'à aujourd'hui, les rapports de production sont principalement des rapports entre des classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs. Dans toutes ces sociétés la lutte entre les classes dominantes et les classes opprimées s'est combinée avec la lutte pour arracher à la nature le nécessaire pour vivre.

Ces deux luttes, durant des millénaires, ont été les principales forces motrices de développement des sociétés divisées en classes. Seulement dans la société bourgeoise moderne, la recherche scientifique a commencé à acquérir le rôle de troisième force motrice. Ceci a rendu définitivement obsolète le vol du temps de travail d'autrui comme source de la richesse sociale, sur laquelle se sont basées et se basent toutes les sociétés divisées en classes (23).

Mais la division de la société en classes n'a pas toujours existé. La division des hommes et des femmes en classes est liée à une phase déterminée de développement de leurs forces productives. L'étude de la préhistoire et des sociétés primitives survivantes dans l'époque historique a montré que dans les sociétés les plus anciennes auxquelles arrive notre connaissance, il n'existait pas de classes. Elle a permis aussi de reconstruire, dans les grandes lignes, les passages à travers lesquels elles se sont graduellement formées (6).

Dans les sociétés primitives la division du travail était liée au sexe et à l'âge, grosso modo comme cela se produit encore aujourd'hui dans les espèces animales supérieures.

De là, spontanément (c'est-à-dire sans que les hommes aient conscience de ce qu'ils, poussés par les conditions pratiques de leur existence, faisaient en réalité) se développa la division du travail entre des individus et des groupes à l'intérieur de chaque communauté. Elle s'imposa parce qu'il rendait le travail plus productif. Un groupe d'hommes ou de femmes effectuait en permanence une activité spécifique et avait des rapports déterminés avec les autres groupes (24).

Avec la division sociale du travail et les rapports qui l'accompagnaient dans les conditions primitives dans lesquelles elle apparut, se développa la possession privée des moyens et des conditions de la production, en premier lieu l'usage privé de la terre et du bétail.

Celui-ci se substitua graduellement à l'usage en commun.

Les rapports sociaux se développèrent graduellement jusqu'au point auquel quelques individus ne participaient plus à la production des conditions matérielles de leur existence.

Ils effectuaient uniquement des activités dont restaient exclus les autres membres de la société et vivaient du produit du travail de ceux-ci. Ce développement intérieur à la communauté se combina avec les relations de pillage, de rapine et de soumission entre communautés. La combinaison des deux processus conduisit à la division en classes dans les communautés. Naquirent ainsi les sociétés divisées en classes.

La division des hommes et des femmes en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs créait un contexte favorable au développement des forces productives et à la naissance de niveaux supérieurs de civilisation. Seule la séparation en classes exploiteuses et dominantes et en classes exploitées et opprimées forçait les hommes et les femmes à produire systématiquement et en quantité croissante plus que ce qu'eux-mêmes consommaient (surproduit), et permettait que d'autres développent systématiquement des activités auxquelles dans les conditions d'alors les hommes et les femmes ne pouvaient pas se dédier en masse.

Elle s'imposa donc parce que la survie de la société était encore précaire. Les sociétés sans classes depuis lors ont survécu seulement comme des formes de civilisation inférieure, isolées du courant principal. Celui-ci les a graduellement renversées et éliminées.

La division de l'humanité en classes est donc liée à des conditions déterminées qui lui conféraient un rôle progressiste. La société bourgeoise a réduit ces conditions et a rendu au contraire l'extinction de la division de l'humanité en classes la condition nécessaire de tout progrès ultérieur.

1.2.2. La lutte de classe et l'État

La lutte de classe a fait apparaître depuis les temps reculés l'État comme moyen de la classe exploiteuse : association de ses membres pour tenir en respect les autres classes, pour régler leurs affaires et pour diriger l'entière société (7).

Comme il a bien expliqué Lénine, "l'État apparaît dans le lieu, dans le temps et dans la mesure dans lesquels les contradictions de classe ne peuvent pas objectivement se concilier spontanément".

L'État est un moyen de la classe exploiteuse pour réprimer les classes exploitées. Avec l'État la classe exploiteuse a, pour tenir soumises les classes exploitées, de nouveaux moyens qui se combinent avec l'hégémonie morale et culturelle de la classe dominante et avec la force et le rôle général qu'a chaque ordre social une fois constitué, vu que chaque société pour survivre a besoin d'un ordre social.

L'essence de l'État consiste dans le fait que la classe exploiteuse invoque pour elle, comme son monopole et droit exclusif, l'emploi de la violence et l'interdit aux autres classes (25). Dans une société divisée en classes d'exploités et d'exploiteurs dont la contradiction est inconciliable, le monopole de la violence exercé par une classe différente de celle des exploités est objectivement incompatible avec la constitution économique de la société (26). L'emploi persistant, à grande échelle, systématique de la violence de la part des exploités ne peut que donner lieu à la guerre civile (27).

Le monopole de la violence et le droit d'exploiter vont de pair. Mais chaque classe dominante a cherché à alimenter dans les classes opprimées la conviction que son monopole de la violence est dans l'ordre naturel

des choses, qu'il est la "volonté de Dieu". Que la classe dominante est dépositaire de ce monopole parce que ses membres sont par nature intellectuellement et moralement supérieurs : plus sages, plus cultivés, plus doués de sens de la justice et de maîtrise de soi, plus capables de diriger. Elle a utilisé l'état d'abrutissement dans lequel elle maintient les membres des classes opprimées pour montrer qu'ils feraient par leur nature un emploi irréflecti de la violence.

Les vrais révolutionnaires ont toujours visé à détruire ce bouclier idéologique du monopole de la violence dans les mains des exploités. Ils ont dénoncé l'emploi insensé de la violence fait publiquement et en privé par les membres de la classe dominante : dénonciation des guerres, de la répression et de la criminalité des riches. Ils ont dénoncé et ont combattu l'abrutissement dans lequel la classe dominante a relégué et cherche à maintenir les classes opprimées : les préjugés raciaux, l'oppression sur les femmes et sur les enfants, la haine entre les nations, la défense des privilégiés, l'ignorance, la dépravation morale, la misère, l'exclusion du patrimoine culturel de la société. Ils ont promu l'éducation des classes opprimées à l'emploi de la violence et des armes : « le pouvoir est au bout du fusil ».

Qui est contre l'emploi de la violence de la part des classes opprimées et contre leur éducation à l'emploi des armes, n'est pas un révolutionnaire : d'une manière ou d'une autre, consciemment ou non, il favorise la conservation du système social existant (28).

1.2.3. Les deux classes fondamentales de la société bourgeoise

Suite à l'affirmation du mode de production capitaliste, dans la société se sont formées deux grandes classes opposées : la bourgeoisie et la classe ouvrière (29).

Au départ la lutte entre ces deux classes assumait la forme de la lutte économique.

Un groupe d'ouvriers s'organisait et partait en lutte contre un seul capitaliste, un jour dans une usine un jour dans une autre, pour soulager ses conditions. Cette lutte concernait seulement la distribution du produit et les conditions de travail, elle ne concernait pas encore les bases du système d'exploitation (le mode de production) et la superstructure politique et culturelle qui le défend.

L'objectif de luttes ouvrières n'était pas d'éliminer l'exploitation, mais de l'atténuer, d'augmenter le salaire et d'améliorer les conditions de travail. Bien que

limitée dans ses objectifs, du point de vue de toutes les classes dominantes cette lutte collective remettait toutefois en question "l'ordre naturel des choses" : la soumission des exploités à leurs exploités. Contre elles partirent donc en guerre, non seulement les patrons intéressés, mais toutes les puissances du système social, en premier lieu l'État et le clergé.

De leur côté les capitalistes, en plus de recourir à des chantages et des licenciements, développèrent sur une échelle croissante des méthodes et des techniques de division entre les ouvriers, opposant des individus et des petits groupes à la masse des travailleurs, à leurs organisations de lutte et à leur solidarité de classe.

La lutte purement économique unit les exploités pour lutter avec succès contre les patrons. Mais elle peut aussi diviser les exploités, en conduisant certains à s'attirer la faveur des patrons ou à améliorer leurs

conditions sur le dos des autres exploités. La bourgeoisie cherche systématiquement à transformer chaque contradiction entre elle et les exploités en contradictions entre des groupes d'exploités.

Historiquement cette première forme de lutte joua toutefois un rôle important, parce qu'elle éduqua les ouvriers et les poussa à s'organiser. En même temps cette lutte mit aussi en lumière ses limites. L'intervention de l'État et du clergé en défense des capitalistes dans la lutte économique, aida et aide encore les ouvriers à comprendre que leur lutte doit assumer un caractère politique et renverser l'ordre tout entier de la société.

La bourgeoisie avait ouvert dans un certain sens la voie aux ouvriers : par ses organismes représentatifs elle avait imposé des limites à la libre activité de l'État et des lois favorables à ses propres activités. Les ouvriers aussi devaient imposer à l'État ennemi des lois et des règles en leur propre faveur (lutte politique pour les réformes) et résister à sa répression. D'autre part ils devaient forger leur propre conception du monde et, en définitive, imposer un nouveau système social.

Pour défendre son pouvoir, la classe exploiteuse cherche à présenter son État comme une institution au dessus des classes, comme l'expression de l'entière société et le dépositaire responsable des intérêts généraux de la société.

En effet l'État démocratique est au-dessus de chaque capitaliste individuel et est l'expression de l'entière bourgeoisie. Donc les exploités cherchent à obliger l'État de la bourgeoisie à limiter l'exploitation et la répression par des lois et les règles (lutte politique pour les réformes). Les exploités cherchent à leur tour à employer les réformes pour intensifier l'exploitation ou à les contourner.

Les réformes créent des conditions dont les classes exploitées, s'ils suivent une ligne révolutionnaire, profitent pour renforcer leur lutte.

La lutte politique pour les réformes est un terrain favorable pour l'éducation et l'association des classes opprimées en vue de la guerre civile. Celle-ci, lorsqu'elle ne mène pas à la victoire, produit des réformes qui créent un terrain plus favorable au développement ultérieur de la lutte des classes opprimées. Ceci est la dialectique réforme-révolution, lorsque les classes exploitées luttent pour leur émancipation (c'est à dire lorsque le Parti communiste a une ligne juste).

Dans la société bourgeoise la prospérité de l'entreprise capitaliste ne dépend pas seulement de ses propriétaires. Elle dépend aussi de la marche générale des affaires. Par la nature même du système social capitaliste (libre initiative économique individuelle du capitaliste), la marche générale des affaires échappe au

contrôle du capitaliste individuel et même de leurs associations et de leur État. Donc, en définitive, pour remédier à leurs maux il ne suffisait pas aux ouvriers d'établir un rapport de force avec leur patron, ni d'imposer des lois et des règles : ils devaient changer le système social.

La lutte contre la répression et la marche conjoncturelle de l'activité économique (pour laquelle à des moments d'activité intense succèdent des moments de stagnation auxquels succèdent des nouveaux moments d'activité intense) aidèrent et aident encore les ouvriers à comprendre que ni la lutte économique ni la lutte politique pour les réformes ne peuvent libérer la classe ouvrière de la misère de sa condition. La lutte pour une répartition moins inégale des richesses ne peut se développer avec succès sur une large échelle que si elle se combine et est guidée par la lutte pour instaurer un système de production communiste et donc un ordre général communiste de la société.

Avec le marxisme les ouvriers atteignirent la conscience la plus avancée de leur situation sociale. Leur lutte devint plus consciente, jusqu'à assumer un caractère supérieur.

Elle devint une lutte politique révolutionnaire, la lutte des ouvriers pour abattre l'État de la bourgeoisie, construire leur État et, grâce au pouvoir conquis, créer un nouveau système de production et un nouvel ordre social, éliminer l'exploitation et son expression historique : la division de la société en classes.

A partir de ce moment, la lutte économique, la lutte politique pour les réformes, la lutte pour le progrès intellectuel et moral des masses et la lutte contre la répression devinrent quatre domaines distincts de lutte objectivement liés entre eux, des parties et aspects de la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Les économicistes (*) et les spontanéistes évitent de distinguer ces différents domaines de la lutte de classe et parlent génériquement de "lutte". Ou bien ils les confondent en réduisant arbitrairement l'un à l'autre. Dans ce cas leurs mots d'ordre diffèrent selon le lieu, les temps et les circonstances : seule la lutte économique est "concrète", politiser la lutte économique, transformer la lutte économique en lutte politique, etc.

Le côté commun et nuisible de ces mots d'ordre des économicistes et des spontanéistes consiste dans le fait de cacher le rôle, l'importance et l'autonomie de la lutte politique révolutionnaire et d'empêcher ou de freiner le développement des formes et des moyens spécifiques de la lutte politique révolutionnaire.

Dans tous les cas les économicistes et les spontanéistes ne sont pas en mesure de combiner les différentes luttes, de la manière adaptée à l'émancipation de la

classe ouvrière et des autres classes des masses populaires vis-à-vis de la bourgeoisie.

Le Parti communiste est l'organe spécifique de la lutte politique révolutionnaire : l'initiateur, l'organisateur et le dirigeant de la lutte politique révolutionnaire. Il est en mesure de combiner les diverses luttes de la manière juste. Il doit promou-

voir et diriger la lutte économique, la lutte politique pour les réformes, la lutte pour le progrès intellectuel et moral des masses et la lutte contre la répression de façon à faire de chacune d'elles et de chaque épisode de chacune d'elles une école du communisme (*), en les faisant ainsi contribuer à créer les conditions subjectives du socialisme et servir à la lutte politique révolutionnaire. (30)

1.2.4. La lutte de la classe ouvrière devient lutte pour le communisme

Malgré toutes les proclamations et prétentions de démocratie et d'égalité et malgré les conquêtes arrachées par les classes opprimées dans les sociétés démocratiques bourgeoises qui ont pris la place des vieilles sociétés monarchiques, cléricales et aristocratiques, dans la société bourgeoise non plus la lutte entre les classes ne se limite pas au domaine de la vie économique. Il est typique des opportunistes et des réformistes de concevoir la lutte de classe comme quelque chose qui concerne exclusivement les rapports de travail et la "distribution de la richesse", quelque chose qui se traduit en contrats et en accords entre les capitalistes et les ouvriers, entre organisations patronales et syndicats ou, au maximum, dans la "redistribution du revenu" opérée par l'État. Ils considèrent et proclament que les luttes revendicatives sont les seules "luttes concrètes".

Les plus avancés d'entre eux conçoivent la lutte politique, cependant seulement comme une extension de la lutte syndicale ("politiser les luttes revendicatives", "transformer les luttes revendicatives en lutte politique"). C'est une conception primitive et limitée de la lutte de classe que même la bourgeoisie accepte lorsqu'elle ne peut pas s'en passer. Le syndicalisme bourgeois en est la manifestation.

Au contraire, dans les moments de tourmente, la bourgeoisie oppose la lutte économique et la lutte politique pour les réformes à la lutte politique révolutionnaire des classes opprimées. En réalité, non seulement le motif de l'existence du pouvoir politique, mais également la clé de la structure du pouvoir politique et de son rôle sont véritablement dans la relation entre exploités et exploités. Donc la lutte entre les classes antagoniques devient lutte pour le pouvoir politique : "toute lutte de classe est en dernière instance une lutte politique". La division en classes imprègne depuis son début toute la vie de la société et implique tout le système de relations sociales. Elle se manifeste donc dans tous les domaines de la superstructure : dans la politique, dans l'idéologie, dans l'art et, en général, dans toute la vie spirituelle, dans les conceptions et dans les sentiments, dans les comportements et dans la morale. La lutte de classe a ses racines dans l'économie, dans la relation entre exploités et exploités, mais elle implique l'entier système social et a ici sa solution. L'objectif et la tâche de la classe ouvrière n'est pas la "redistribution du revenu" (ou une différente distribution du revenu), mais le changement de l'ordre social : donc la révolution politique et, sur sa base, la révolution sociale pour créer la société communiste.

1.2.5. L'accroissement du rôle de l'État dans la société bourgeoise

Dans la société bourgeoise le monopole de la violence s'est traduit dans un ensemble systématique et croissant de moyens professionnels de répression basés sur la division du travail : Forces Armées, polices, services secrets, systèmes de contrôle, magistratures, prisons, codes, lois et procès. Il absorbe maintenant dans la société moderne d'énormes et toujours croissantes ressources sociales et est arrivé à constituer une entrave au développement des forces productives et de la civilisation. Le secret militaire se combine avec le secret industriel et avec l'oppression de classe et, ensemble, ils conspirent à entraver la recherche et ralentir le développement des forces productives et, plus généralement, de la connaissance.

A côté du rôle de dépositaire monopoliste de la violence, face à la croissance du caractère collectif

de l'activité économique et à la multiplication des activités sociales, la bourgeoisie a développé pour son État, au plus grand degré compatible avec le mode de production capitaliste, un autre rôle : celui d'institution qui exprime la volonté commune de la société et la réalise, organise et dirige les affaires sociales avec son corps de fonctionnaires publics.

Elle a donc cherché à faire fonctionner son État comme organe dirigeant de la société, comme dépositaire de son unité, comme délégué et représentant de l'entière société.

Ce rôle se heurte cependant à l'antagonisme des classes qui est dans la nature de la société bourgeoise : dans chaque pays capitaliste existent deux nations distinctes et potentiellement opposées. La prétention de la bourgeoisie impérialiste a atteint sa réalisation maximale dans le capitalisme mono-

poliste d'État : son État est devenu le centre de ses affaires, de ses machinations et de ses luttes intestines. (31)

Le revers de la médaille est que maintenant elle est forcée à mener toutes ses activités derrière le masque hypocrite du traitement et de la régulation des affaires de la société entière et de l'observance des lois publiquement en vigueur (le "théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise"). Dans la société socialiste, avec la dictature de la classe ouvrière, ce qui pour la bourgeoisie impérialiste est une prétention économiquement irréalisable, deviendra par contre une réalité pour l'immense majorité de la société. Les ouvriers et les autres tra-

vailleurs auront dans l'État de la dictature du prolétariat un moyen pour réorganiser la société en fonction de leurs intérêts, selon des critères intellectuellement et moralement plus avancés. Ensuite, graduellement, avec la disparition de la vieille bourgeoisie et l'extinction de la division en classes et des rapports et des conceptions qui en sont des dérivés, s'éteindra l'État comme monopole de la violence. Se développera en lieu et place un système d'organes de l'association de tous les travailleurs, à travers lesquels les travailleurs géreront leurs affaires communes, les affaires de l'entière société. (Voir chap. V - Objection 8)

1.2.6. La classe ouvrière est par sa nature la classe qui dirige les autres classes exploitées et opprimées par la bourgeoisie

La bourgeoisie opprime et écrase aussi d'autres classes, en plus de la classe ouvrière. Mais seule la classe ouvrière peut assumer la direction de la lutte commune contre la bourgeoisie impérialiste et la mener à la victoire définitive. La classe ouvrière, contrairement à toutes les autres classes des masses populaires, est impliquée directement dans la concurrence entre les fractions du capital et subit directement les effets des lois qui font partie de la nature du capital.

Par le rôle qu'elle joue dans la même société capitaliste, elle est la plus consciente et organisée parmi toutes les classes prolétariennes et populaires. Elle est enfin la seule parmi les classes opprimées qui, par le rôle qu'elle joue dans le système de production capitaliste, arrive à concevoir en masse un nouveau et supérieur système de production et un nouveau et supérieur système social : le communisme.

Celui-ci est le seul système social qui dépasse définitivement le capitalisme. Il naît en effet des fondations créées par le capitalisme lui-même, résout ses contradictions et permet le développement des forces productives en leur enlevant le caractère destructif des hommes et de l'environnement qui dans le capitalisme en déclin

est devenu dominant. Il préserve et développe les avancées que le capitalisme et la production mercantile ont apportées à la civilisation humaine.

La classe ouvrière peut améliorer de manière stable et sur grande échelle sa condition dans la société seulement en abolissant le système de production capitaliste et plus généralement la propriété privée des moyens de production, en instaurant des rapports de production correspondant pleinement au caractère collectif déjà atteint par les forces productives, en mettant fin à toute exploitation de l'homme par l'homme, à toute division en classes et à la division sociale connexe entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels, entre dirigeants et dirigés, entre hommes et femmes, entre adultes et jeunes, entre ville et campagne, entre secteurs, régions et pays avancés et secteurs, régions et pays arriérés, en créant des sentiments, conceptions, comportements et institutions correspondants à la nouvelle société.

Dans la société moderne la classe ouvrière, lorsqu'elle lutte, assume un rôle de catalyseur des luttes du reste des masses populaires et, si elle suit une ligne non pas corporatiste mais de lutte contre la bourgeoisie, elle en assume facilement la direction.

1.2.7. La lutte de la classe ouvrière pour son émancipation et l'extinction de la division en classes

La naissance des classes a été le résultat d'un développement spontané. Les hommes et les femmes, par millions et au cours de millénaires, l'ont accompli sans se rendre compte et sans avoir une quelconque notion de ce qu'ils créaient en réalité, poussés par les nécessités de leur survie (12).

Au contraire, la disparition des classes peut seulement être le résultat de la lutte consciente et organisée de la classe ouvrière, qui mène à l'instauration de sa domination politique, le socialisme. Celui-ci est la phase de transition nécessaire sur la voie de la formation d'une société sans classes et de l'association consciente de tous les travailleurs : la société communiste.

La bourgeoisie, pour ses intérêts et en entendant faire tout autre chose, crée inévitablement *les conditions objectives* favorables à la lutte pour instaurer le socialisme : un certain degré de concentration du capital (et donc aussi des ouvriers) et de prolétarianisation des travailleurs, ainsi qu'un grand développement de la production. Il appartient à la classe ouvrière de créer les conditions subjectives pour l'instauration du socialisme : un certain degré d'organisation et un certain niveau de conscience de la masse du prolétariat. Le Parti communiste est soit une de ces conditions, soit le principal promoteur de leur création. Il est possible de créer les conditions subjectives du socialisme uniquement en concomitance avec les conditions objectives. Mais une fois que la bourgeoisie a créé les conditions objectives, et celles-ci dans les principaux pays de l'Europe occidentale existent depuis la seconde moitié du XIXe siècle, la création des conditions subjectives devient le facteur décisif de l'instauration du socialisme.

La contradiction fondamentale de la société bourgeoise crée les conditions favorables pour l'élévation de la conscience de la classe ouvrière et pour son organisation. La substitution du communisme au capitalisme est un événement inévitable, dans le sens précis que le capitalisme, tant qu'il n'aura pas disparu, poussera et forcera la classe ouvrière à assumer son rôle. Chaque fois que celle-ci ne jouera pas son rôle historique, le capitalisme créera les conditions pour que dans le sein de la classe ouvrière et de la société se lèvent de nouveaux rangs de communistes qui ramèneront la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir et pour le communisme. C'est pour cela que la lutte pour le communisme se poursuit de manière incessante : elle renaît après chacune des défaites qui accompagnent son développement comme elles ont

accompagné et accompagnent le développement de chaque grande entreprise des hommes.

Mais la conscience et l'organisation de la classe ouvrière se forment dans la mesure nécessaire à l'instauration du socialisme, seulement grâce à l'action de propagande et d'organisation du Parti communiste et à l'expérience pratique de la lutte de classe dans chaque domaine, guidée par le Parti selon une ligne et une méthode justes.

Le Parti communiste est l'organisation de la plus haute conscience de la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et de la contradiction entre les masses populaires et la bourgeoisie impérialiste. Il fait levier sur ces contradictions pour accomplir sa mission.

La révolution prolétarienne est plus difficile que n'importe quelle révolution précédente dans l'histoire humaine.

Soit parce qu'il ne s'agit pas d'une classe privilégiée qui succède à une autre et donc se forme à l'intérieur de la vieille société en utilisant le monopole du patrimoine économique, culturel et moral déjà constitué par la vieille classe dominante, se l'appropriant et, puisque porteuse d'une forme d'exploitation par certains aspects plus avantageuse pour la même classe dominante, finit par en absorber de diverses manières une partie.

Soit parce que le nouveau mode de production ne se forme pas spontanément, mais plutôt demande une participation consciente et organisée de la masse des travailleurs : mais ceux-ci n'ont jamais eu à leur disposition ni la conscience ni l'organisation et la bourgeoisie de mille façons les en exclut systématiquement.

Soit enfin parce que la bourgeoisie oppose et opposera une résistance plus obstinée, plus féroce, plus rusée et développée que celle opposée par n'importe quelle autre classe dominante qui l'a précédée. En effet elle emploie et emploiera pour sa défense toutes les conquêtes scientifiques et culturelles et mobilisera pour son soutien tout ce qui reste des vieilles classes réactionnaires de l'histoire de l'humanité avec d'autant plus d'acharnement que ses membres ne pourront pas se recycler en masse dans la nouvelle classe dominante. Ils ont vu et verront dans l'avènement du socialisme la fin de leur monde, donc en bref la fin du monde.

À l'expérience pratique des ouvriers et des autres classes des masses populaires la bourgeoisie impérialiste oppose son influence idéologique. Avec sa propagande, avec mille activités de désinformation, de

diversion, d'évasion, de confusion et d'intoxication, la bourgeoisie impérialiste cherche à manipuler la conscience des classes opprimées et à empêcher que leur expérience directe se traduise en sentiments, conceptions et institutions qui les guident vers la victoire dans la lutte de classe. La manipulation de l'opinion publique a pris, dans la société moderne, la place de la chape des "vérités révélées", des "vérités éternelles" et des préjugés qu'autrefois le clergé et les notables faisaient peser sur la masse de la population.

La manipulation de l'opinion publique se sert de moyens et de méthodes imposantes et raffinées ; elle a donné lieu à des nouveaux secteurs productifs et à des nouveaux secteurs de recherche scientifique ; elle emploie un grand nombre de travailleurs. Toutefois elle est loin d'atteindre l'efficacité conservatrice de l'obscurantisme clérical de l'ancien temps.

Il est typique chez les défaitistes et les liquidateurs du mouvement communiste d'exagérer l'efficacité des opérations de manipulation de la conscience conduites par la bourgeoisie. Celle-ci par contre augmente sans arrêt les ressources déjà énormes dédiées à des telles opérations, précisément à cause de leur efficacité réduite et décroissante à faire face à la situation. Pour le même motif elle a cherché et cherche par tout moyen, malgré beaucoup de contradictions, de ramener à la vie et de donner une nouvelle force à l'Église Catholique et aux autres églises, pour qu'elles imposent à nouveau la chape de plomb de leurs "vérités révélées" : le Pape de Rome avec son Vatican et son Église est devenu à nouveau le centre mondial de l'activité des classes dominantes quand bien même elles soient athées ou en tout cas pas chrétiennes catholiques.

Les défaitistes et les liquidateurs refusent d'analyser ouvertement et franchement les limites du mouvement communiste qui en définitive sont la vraie principale entrave à son succès. De plus ceux-ci fuient et esquivent l'effort nécessaire pour rendre le mouvement communiste capable, en faisant levier sur les facteurs et sur les conditions à nous favorables, de faire face à la bourgeoisie dans la mesure nécessaire, même dans le domaine de la formation de la conscience de classe.

La première vague de la révolution prolétarienne a élevé de beaucoup le niveau de conscience et le degré d'organisation des masses populaires, non seulement dans les premiers pays socialistes (*), mais aussi dans les pays impérialistes et dans les pays opprimés. L'œuvre néfaste des révisionnistes modernes (*) et l'effondrement d'une grande partie des premiers pays socialistes ont annulé seulement en partie ce progrès. En outre, par sa nature, la société capitaliste fait vivre aux masses populaires une expérience pratique de

transformation continue ; elle les implique dans les luttes ouvertes entre les membres de la classe dominante elle-même ; elle recourt à la répression dans tous les cas dans lesquels la manipulation des consciences ne suffit pas.

La substitution du communisme au capitalisme est une loi objective de la société capitaliste (32). Cette loi a été découverte par Marx et d'Engels en étudiant la nature du capitalisme. Une telle substitution n'est pas dictée par les conceptions et les sentiments des hommes : elle est dictée par les relations pratiques qu'ils vivent.

Celles-ci font apparaître les conceptions et les sentiments nécessaires pour réaliser la substitution. La classe ouvrière réalise cette loi, transforme la réalité conformément à cette loi avec son Parti communiste, ses organisations de masse, ses luttes, sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires. Seul le Parti communiste est cependant en mesure de donner à la classe ouvrière une orientation révolutionnaire et fait de la révolution socialiste une entreprise possible.

L'expérience pratique pousse la classe ouvrière à assumer le rôle de dirigeant de toutes les autres classes des masses populaires dans leur lutte contre la bourgeoisie impérialiste. Mais l'expérience pratique devient conscience et ligne d'action seulement à travers des passages qui, par la condition sociale à laquelle la bourgeoisie la relègue, la classe ouvrier ne peut pas accomplir spontanément et en masse.

Le Parti communiste, qui est la section d'avant-garde et organisée de la classe ouvrière, est l'expression, au plus haut niveau de conscience et d'organisation, du rôle dirigeant de la classe ouvrière et amène l'ensemble de la classe à jouer ce rôle envers le reste des masses populaires. Il fait levier de façon scientifique et organisée sur l'expérience pratique de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires pour développer leur conscience et leur organisation jusqu'à les rendre capables d'instaurer le socialisme.

Les économicistes (*) et les spontanéistes nient ou sous-estiment le rôle de l'élément conscient et organisé dans le développement du mouvement communiste, se fient unilatéralement à la spontanéité plutôt que d'élaborer l'expérience des mouvements spontanés, c'est-à-dire qu'ils prêchent et pratiquent le spontanéisme et laissent à la bourgeoisie le monopole dans le domaine idéologique.

L'étude de l'expérience pratique permet aussi au Parti communiste de comprendre l'origine, la signification réelle et le rôle des conceptions, des sentiments, des états d'esprit et des comportements de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires et d'élaborer des lignes et des méthodes pour les transformer. Tandis qu'en général est vaine la tentative d'expliquer la réalité

existante, en cherchant son origine dans les conceptions, les sentiments, les aspirations et les volontés des individus, des groupes et des classes sociales. La source première et intarissable des sensations, des sentiments et des conceptions, par lesquels les hommes représentent à eux mêmes leur vie et par lesquels ils s'orientent dans les luttes qu'elle comporte, est l'expérience de la production et de la lutte entre les classes, c'est-à-dire l'expérience pratique que chacun des membres de la société accomplit. Le Parti communiste élabore l'expérience de la classe ouvrière qui lutte contre la bourgeoisie et forge la conscience et l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Par un travail systématique et organisé, le Parti communiste peut et doit transformer cette expérience pratique en théorie révolutionnaire et mener, dès la phase d'accumulation des forces révolutionnaires (*), une activité systématique de propagande et d'orientation de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires vers la lutte de classe, vers la guerre civile et le socialisme : "par en haut" par ses organismes et ses moyens et "par en bas" par les organisations de masse, les ouvriers avancés et les éléments avancés des autres classes des masses populaires.

La tâche spécifique du Parti est aussi de renforcer spirituellement la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires et de les préparer, spirituellement également, à leur tâche historique : instaurer le socialisme.

Une fois en place les conditions objectives du socialisme, qui en Europe Occidentale existent depuis plus d'un siècle, le facteur décisif pour la victoire de la révolution socialiste sont les conditions subjectives. Un Parti qui ne s'occupe pas de se créer dans la masse du prolétariat l'organisation et la conscience nécessaires, trahit sa mission. S'il manque un Parti capable de faire ceci, chercher ailleurs les causes de l'absence d'un mouvement révolutionnaire ou de sa défaite veut dire cacher le vrai problème. Tout bilan de la lutte de classe qui ne tient pas compte du rôle du Parti communiste est un bilan erroné, spontanéiste, liquidateur, défaitiste. Le

Parti communiste est le facteur décisif pour la création des conditions subjectives nécessaires à l'instauration du socialisme et pour la victoire de la lutte pour instaurer le socialisme. Il est également le facteur le plus difficile à construire. Le motif pour lequel la classe ouvrière n'a encore instauré le socialisme dans aucun pays impérialiste est dans la difficulté particulière que l'on rencontre, précisément dans les pays impérialistes, à construire un Parti communiste à la hauteur de sa tâche et de son rôle.

La victoire du révisionnisme moderne (*) dans le mouvement communiste dans les décennies suivant la Seconde Guerre Mondiale, la reprise de l'influence idéologique de la bourgeoisie et du clergé sur les masses populaires, les grandes conquêtes arrachées par les masses populaires dans la première vague de la révolution prolétarienne et à la fin de la première crise générale du capitalisme (*), l'élimination de ces conquêtes en cours depuis presque de trente ans dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme (*), la renaissance du mouvement communiste sont des processus matériels et spirituels qui s'influencent et se déterminent les uns les autres. Le Parti communiste doit comprendre toujours mieux le lien dialectique entre ces processus et définir sa ligne pour l'accumulation des forces révolutionnaires dans l'actuelle phase de défensive stratégique (*).

La progression de la seconde crise générale du capitalisme est la base matérielle de la défaite du révisionnisme moderne et de tout parti et courant réformistes : la bourgeoisie ne peut plus rien concéder aux masses populaires par les réformistes ; au contraire, elle reprend même ce qu'elle avait dû concéder. À leur tour la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires n'ont plus aucun motif d'être satisfaites de l'œuvre des réformistes.

Ceux-ci perdent leur crédit auprès des masses populaires et deviennent inutiles pour la bourgeoisie. L'heure est à la mobilisation révolutionnaire (*) et à la mobilisation réactionnaire (*). **Une nouvelle vague de la révolution prolétarienne avance dans le monde entier.**

1.3 L'impérialisme, ultime phase du capitalisme

1.3.1. Les origines de l'impérialisme

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le développement économique des sociétés bourgeoises les plus avancées de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord parvint à un tournant.

1. La division de la société en classes et leur antagonisme avaient cessé d'être la condition la plus favorable au développement des forces productives, et étaient devenus un frein à celui-ci. Non pas dans le sens que les forces productives ne se développaient plus, mais dans le sens qu'elles se développaient à un rythme inférieur à ce que les conditions atteintes permettaient : les droits de propriété, la substantielle exclusion des masses populaires des activités spécifiquement humaines (*), leur oppression, le compromis de la bourgeoisie avec la noblesse et le clergé, le secret industriel, commercial et militaire, les crises économiques récurrentes et autres aspects de la société capitaliste en freinaient le développement.

2. La production et la reproduction des conditions matérielles d'existence de la société dépendaient principalement non plus de la lutte des hommes avec la nature, mais de leur système social.

Les conditions objectives étaient donc mûres pour une organisation sociale supérieure, le communisme. Dès lors, une fois réalisées les conditions objectives qui rendent possible et nécessaire le début de la transition au communisme (c'est-à-dire le socialisme), le facteur décisif devint les conditions subjectives : un niveau de conscience et un degré d'organisation des grandes masses du prolétariat qui rendent la classe ouvrière capable de diriger les masses populaires pour abattre le pouvoir de la classe dominante et donner naissance à la transition du capitalisme au communisme.

L'économie ne pouvait se développer ultérieurement, sans traumatismes, que comme appendice de la politique. D'autre part, étant donnée la nature de la classe dominante, la politique n'était pas en mesure de gouverner l'économie. La superstructure de la société était maintenant devenue le goulot d'étranglement du développement de la structure.

Les hommes ne pouvaient progresser ultérieurement dans le développement de leurs rapports économiques que s'ils créaient les conditions politiques pour le diriger : la dictature du prolétariat. En effet, les premières mesures qui prend dans le domaine économique le prolétariat une fois conquis le pouvoir, consistent, par la force des choses, seulement à imposer que les forces productives existantes soient employées pour le bien-être de

l'humanité de la manière la plus raisonnable qu'aujourd'hui nous connaissons, et que le travail soit accompli dans les conditions les plus dignes qui soient aujourd'hui possibles (33).

Avec la Révolution européenne de 1848 la bourgeoisie avait pris définitivement le dessus dans le domaine politique sur les classes féodales dans les principaux pays de l'Europe Occidentale. Mais en transformant la réalité conformément à sa propre nature (34), la bourgeoisie devait tenir compte et tenait compte tant de la résistance des classes de la vieille société, que de la lutte de la nouvelle classe qu'elle créait (la classe ouvrière), que de l'aide qu'elle pouvait obtenir des premières dans sa lutte contre la deuxième.

La révolution bourgeoise ne termina donc pas avec la complète élimination des vieilles forces féodales (les monarques avec leurs cours, la noblesse avec ses ordres, le clergé avec ses églises, la Papauté avec son Église Catholique Romaine, la bureaucratie, les magistrats et les officiers de carrière, etc.) par la bourgeoisie révolutionnaire.

Elle se termina par un accord de la bourgeoisie avec les vieilles forces féodales. L'accord impliquait la soumission des vieilles forces féodales à la bourgeoisie. Mais celles-ci assuraient leur complicité contre le prolétariat, les paysans et la petite bourgeoisie, en échange d'importantes concessions (35).

La vieille structure de l'État monarchique-nobiliaire-clérical-bureaucratique continua à exister, même dans les pays (comme la France) où avait été proclamée la république, qui en réalité s'avéra être une « monarchie sans roi », pendant qu'à leur tour les monarchies devinrent des monarchies constitutionnelles, où la bourgeoisie avait un rôle dominant analogue à celui qu'elle avait dans les républiques.

Cette vieille structure d'État continuait à gouverner et à disposer des Forces Armées (où cependant, aux ordres des officiers de métier provenant de la noblesse et de la grande bourgeoisie, entraient la troupe du contingent du service militaire obligatoire universel), de la police et de l'Administration Publique. Mais désormais son activité devait être soumise à la constitution et aux lois émanant d'assemblées représentatives de la bourgeoisie.

Elle était encadrée par le pouvoir autonome des assemblées électives et le pouvoir autonome de la magistrature de carrière (séparation des pouvoirs).

La monarchie, la noblesse, le clergé, les officiers des Forces Armées et les hauts fonctionnaires de l'État

conservaient un grand pouvoir politique, une vaste influence sociale et des privilèges en tout genre : la Chambre Haute (Sénat) et l'exclusivité (le monopole) de diverses charges publiques, propriétés, rentes, apanages, dîmes pour le clergé, exemptions fiscales, immunités, pouvoirs spéciaux dans le domaine de l'instruction, de l'assistance et de la législation¹.

Mais ces vieux groupes sociaux, de diverses manières, s'amalgamaient à la grande bourgeoisie. La magistrature aussi était de mille façons liée à elle. Quelles que fussent les lois électorales, les grands propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie, ainsi qu'une partie de la moyenne bourgeoisie et des couches les plus riches des intellectuels, des professionnels et des fonctionnaires publics, jouissaient d'un poids électoral disproportionné à leur nombre, par le vote *censitaire* et leur influence sociale. Tout cela au détriment des droits démocratiques-bourgeois de la petite bourgeoisie, des paysans, des artisans, des prolétaires, des autres travailleurs pauvres et des femmes : vote égal universel, direct et secret, libertés de parole, de conscience, de presse, de réunion, d'association et de grève, etc.

L'Administration Publique, la police, les Forces Armées, le clergé, la noblesse et la grande bourgeoisie limitaient de mille manières les droits démocratiques des masses populaires, même entendus dans l'acception compatible avec l'ordre social capitaliste.

Dans ce contexte, Marx et Engels proposèrent et firent valoir dans le mouvement communiste une orientation axée sur les conceptions et les lignes d'action suivantes :

1. Seule la classe ouvrière est en mesure de s'émanciper elle-même de la bourgeoisie.
2. Pour s'émanciper elle-même de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit émanciper l'entière humanité de la sujétion à ses rapports sociaux (aliénation), de toute forme d'exploitation et d'oppression, de la division de la société en classes.
3. La classe ouvrière trouve en masse la voie de son émancipation seulement à travers son expérience pratique et directe de la lutte de classe et de l'organisation.
4. Les communistes se distinguent de la masse du prolétariat parce qu'ils ont une meilleure compréhension

¹ NdT - en France cette situation cesse totalement avec la IIIe République, entre 1880 et 1905. La nouvelle bourgeoisie impérialiste écrase les résidus des classes féodales, comme alliées et représentantes (« parti catholique ») de la bourgeoisie traditionnelle pré-monopoliste.

des conditions, des résultats et des formes de la lutte de la classe ouvrière et sur la base de cette compréhension, ils la poussent toujours en avant.

5. La lutte de la classe ouvrière comprend les luttes revendicatives syndicales et politiques, l'intervention comme classe autonome dans la lutte politique bourgeoise à la tête du reste des masses populaires, la formation d'associations ouvrières et populaires autonomes de la bourgeoisie dans tous les domaines d'activité, la lutte contre la répression. La participation directe à la lutte sur ces quatre fronts est la principale école de communisme (*) pour la masse des ouvriers.
6. L'instauration du socialisme se produira à travers le renversement par la classe ouvrière du pouvoir politique existant et l'instauration de son pouvoir, la dictature du prolétariat.
7. Pendant la phase socialiste, la classe ouvrière devra conduire elle-même et les autres classes des masses populaires à transformer, sur la base de la propriété publique des forces productives et de la gestion planifiée de l'activité économique instaurées par la révolution, l'ensemble de leurs relations sociales et de leurs sentiments, de leurs conceptions et des comportements connexes, jusqu'à la suppression de toute forme d'exploitation et d'oppression, à la fin de la sujétion à ses rapports sociaux et à l'extinction soit de la division de la société en classes soit de l'État.

Dans cette orientation stratégique le saut qualitatif et décisif, historique, de rupture avec la société existante, était indiqué dans le sixième point. Comment la classe ouvrière aurait-elle instauré le socialisme ?

Pendant quelques décennies (1850-1890) les communistes, y compris Marx et Engels, pensèrent que rapidement, dans les pays capitalistes les plus avancés de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord, la classe ouvrière aurait pris le pouvoir au cours d'une insurrection populaire (prolétaires, artisans, paysans, autres travailleurs pauvres, intellectuels révolutionnaires, etc.) contre la grande bourgeoisie et les restes des vieilles classes réactionnaires alliés à elle, aurait instauré le socialisme et, à travers une période plus ou moins longue de guerres civiles et internationales, aurait accompli la transition du capitalisme au communisme.

Précisément sur ce point, la réalité a donné tort aux communistes. Précisément sur ce point le mouvement communiste a rencontré et rencontre encore aujourd'hui les plus grandes difficultés à élaborer une ligne adaptée aux problèmes qu'il doit affronter.

Dans aucun de ces pays, la classe ouvrière n'a réussi

jusqu'à présent à instaurer le socialisme (36). **Ceci est la principale limite que jusqu'à présent le mouvement communiste n'a pas dépassée.**

Cette limite s'est répercutée et se répercute négativement dans tout le mouvement communiste au niveau mondial. Le maoïsme, troisième et supérieure étape de la pensée communiste, sur la base du bilan de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne, offre la réponse à ce problème par la stratégie de la guerre populaire révolutionnaire de longue durée (*).

Le cours des événements a confirmé les lois propres du capitalisme que Marx avait découvertes et décrites (37). Il a cependant montré que :

1. la soumission de toute la société aux capitalistes (la subsumption (englobement) (*) réelle de la société dans le capitalisme) et l'instauration du mode de production capitaliste dans le reste de la planète se sont produites dans des formes en partie différentes de ce que Marx avait prévu. Elles ont exclu une complète polarisation de la société en un poignée de capitalistes d'un côté (suppression des autres classes privilégiées, centralisation et concentration du capital) et une masse de prolétaires de l'autre (la prolétarianisation de la population), bien que la polarisation fut une tendance réelle ;
2. que la création des *conditions subjectives du socialisme* était un processus qui devait être accompli **au sein** de la société dirigée par la bourgeoisie, qui de son côté l'entravait de toutes ses forces, de toutes les manières et par tout moyen : ceci demandait une activité du Parti communiste de type supérieur à ce que Marx et Engels avaient pensé.

Donc avec l'œuvre de Marx et d'Engels, les communistes n'avaient pas encore atteint une compréhension des conditions, des résultats et des formes de la lutte de classe suffisante pour mener la classe ouvrière à instaurer le socialisme. Par conséquent la masse du prolétariat n'atteignit pas un niveau d'organisation et de conscience suffisant pour que la classe ouvrière prenne la direction du reste des masses populaires et les guide à abolir le pouvoir de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses, briser leur résistance, instaurer leur pouvoir et débiter la transition du capitalisme au communisme. Contrairement aux prévisions que Marx et Engels faisaient au milieu du XIXe siècle, la classe ouvrière ne réussit donc pas à instaurer le socialisme, dans aucun des premiers pays capitalistes.

La bourgeoisie avait créé et augmentait continuellement les conditions objectives du socialisme. La révolution socialiste était devenue une tâche et une nécessité pratique immédiates. Les conditions subjectives étaient

devenues le facteur décisif.

Étant donné que dans les premiers pays capitalistes, ces conditions ne furent pas créées dans la mesure suffisante pour l'instauration du socialisme, plutôt que de passer directement au socialisme, les premiers pays capitalistes entrèrent dans une phase nouvelle et imprévue par Marx et Engels : la phase impérialiste du capitalisme dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui.

Sur le plan économique les caractéristiques principales de l'impérialisme consistent dans la prédominance du monopole sur la libre concurrence, dans la prédominance du capital financier qui naît de la fusion du capital industriel avec le capital monétaire, dans la prédominance de l'exportation de capitaux par rapport à l'exportation de marchandises, dans la division complète du monde en pays impérialistes et pays opprimés par les puissances impérialistes, dans le partage du monde entre les monopoles capitalistes.

Sur le plan politique et culturel, graduellement la bourgeoisie perdit tout rôle progressiste.

Elle assumait toujours plus les caractéristiques d'une classe réactionnaire et oppressive.

Elle continua à augmenter les conditions objectives du socialisme, mais cet avancement objectif de l'humanité vers le communisme, accompli sous la direction de la bourgeoisie, devint d'autant plus atroce et destructif pour les hommes, les choses, l'environnement et la civilisation que tardait l'instauration du socialisme (38).

La prolongation de la domination de la bourgeoisie dans les pays dans lesquels le capitalisme était le plus développé, fit en sorte que se modifiait qualitativement le contexte international dans lequel se posait la révolution socialiste par rapport à celui dans lequel Marx et Engels avaient mené leur activité et dont ils avaient tiré la ligne qu'ils avaient indiqué au mouvement communiste. Non plus la révolution socialiste, mais la révolution prolétarienne, combinaison de révolutions de nouvelle démocratie et de révolutions socialistes, mettrait fin au mode de production capitaliste (39). L'impérialisme serait la phase de la putréfaction du capitalisme, de la contre-révolution préventive et de la révolution prolétarienne.

La situation économique, politique et culturelle des différents pays assumait des caractéristiques imprévues par Marx et Engels. Le monde entier était maintenant étreint dans un unique réseau de relations économiques, politiques et culturelles. Alors, les conditions de la révolution socialiste dans chaque pays ne purent plus être évaluées sans tenir compte de la situation internationale. Le marxisme-léninisme se substitua au

marxisme, comme conception du monde du Parti communiste, et comme sa méthode de transformation et de connaissance (40).

Le monde était entré dans la phase impérialiste du capitalisme, la phase de la décadence du capitalisme et de la révolution prolétarienne, dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui. **Trois grandes contradictions gouvernaient maintenant l'histoire de l'humanité** : la contradiction entre bourgeoisie et classe ouvrière ; la contradiction entre groupes et États impéria-

1.3.2. Comment en était-on arrivé à ce tournant ? Comment se manifestait-il ?

Une série cyclique de crises économiques, culminantes dans les années 1815, 1825, 1836, 1847, 1857, 1867, puis la Grande Dépression (1873-1895), avaient poussé la bourgeoisie européenne et américaine à mettre en œuvre une série de mesures aptes à contrer la chute du taux du profit (41).

En particulier, elle avait développé sur une grande échelle les forces productives, donné une structure monopoliste à la production capitaliste et étendu le rayon de ses investissements financiers et productifs à tous les continents. Par conséquent, elle avait fortement augmenté le caractère collectif de l'activité économique, surtout dans les pays capitalistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord et avait, pour la première fois dans l'histoire humaine, créé un système unitaire de production et de consommation comprenant toute la population mondiale.

Dans les pays capitalistes, la concurrence entre de nombreux petits capitalistes était graduellement passée au second plan et les monopoles d'une poignée de grands groupes capitalistes étaient devenus la force dirigeante du processus économique. Les petits capitalistes n'avaient pas disparu comme groupe social, mais étaient devenus dépendants :

1. des monopoles, leurs uniques fournisseurs de marchandises, uniques clients ou uniques fournisseurs de technologie,
2. du capital financier à travers des prêts, hypothèques et assurances,
3. de l'État à travers des règlements.

La même chose s'était passée pour une grande partie de la petite bourgeoisie constituée par les travailleurs autonomes, les professions libérales et les intellectuels.

Le capital bancaire et le capital productif avaient fusionné dans le capital financier.

Celui-ci en diverses formes (dépôts, assurances, prêts, hypothèques, bourse, actions, obligations, etc.) avait assumé également le contrôle des épargnes et des propriétés des autres classes (42).

listes d'une part et les masses populaires des pays opprimés d'autre part ; enfin la contradiction des groupes et des États impérialistes entre eux.

La transition du capitalisme au communisme ne serait ni rapide ni facile, bien qu'elle soit devenue pour l'humanité l'unique voie possible de progrès. Tant que cela n'aurait pas été accompli, l'humanité devrait vivre « les tourments de l'accouchement ». Aucun politicien réaliste ne pouvait plus douter de cela. Les événements qui se sont succédé depuis l'ont confirmé.

Face aux difficultés qu'elle rencontrait dans la valorisation du capital dans ses pays d'origine, dans la seconde moitié du XIXe siècle la bourgeoisie européenne et américaine avait cherché des terrains pour des investissements financiers et productifs et des sources de rentes dans tous les coins du monde.

Elle avait depuis longtemps étendu au monde entier son réseau commercial et avait ainsi miné les vieux modes de production qui existaient là.

Non seulement ce réseau devint toujours plus dense, mais l'exportation de marchandises passa au second plan et l'exportation de capitaux assumait le rôle dirigeant dans les relations économiques internationales. La bourgeoisie unifia alors le monde de la manière dont pouvait le faire une classe d'exploiteurs en concurrence entre eux.

Elle suscita donc partout une résistance acharnée. Mais, exception faite pour le Japon (43), elle l'étouffa impitoyablement et avec succès. En effet la résistance était dirigée par les vieilles classes dominantes et visait à conserver ou à rétablir le vieux système social dont l'invasion commerciale bourgeoise rendait la survie impossible. En brisant la résistance des vieilles Autorités et en profitant de leurs faiblesses et de leurs divisions, la bourgeoisie européenne et américaine colonisa et soumit à une impitoyable exploitation les peuples des pays pas encore capitalistes. Elle exporta partout l'exploitation capitaliste du travail salarié.

Mais dans ses pays d'origine elle était déjà en lutte avec la classe ouvrière et elle était alliée avec ce qu'il restait des vieilles classes réactionnaires pour conserver son système social. Ceci lui rendait impossible de mener à fond la révolution des vieux modes de production qu'elle trouvait dans les pays envahis. Elle se combina donc avec les vieilles classes dominantes et elle s'appropriait, par un système d'intérêts, de rentes, d'usure, de brevets, de concessions, de prix de monopole à l'achat et à la vente, d'impôts, de malversations, de vols, de tromperies et de hold-up, une partie des richesses qui continuèrent à être produites dans le cadre des vieux systèmes d'exploitation. À ceux-ci elle enleva cependant les

limites routinières, les poussant à leur extrême. Par ceci, elle rendit impossible leur perpétuation et accéléra partout la révolution démocratique-bourgeoise, que cependant elle-même réprimait.

A la fin du XIXe siècle le monde se trouva divisé en deux parties : un petit nombre de pays impérialistes avaient partagé entre eux et dominaient tout le reste de la planète, formé de colonies et de semi-colonies où habitait la majeure partie de la population mondiale. Le développement inégal des pays devint une loi de ce monde unifié par la bourgeoisie. Le système colonial devint un de ses piliers.

Les grands monopoles des pays impérialistes commencèrent dès alors à se ramifier dans tous les pays, à considérer le monde entier comme une aire unique disponible pour la valorisation de leur capital et à se partager entre eux toute l'activité économique mondiale (internationalisation de la production, globalisation, multinationales, etc.) : une tendance qui assumera un rôle dirigeant dans l'économie mondiale après la Seconde Guerre Mondiale, lorsque les groupes impérialistes américains imposèrent leur loi dans le monde entier non inclus dans le camp socialiste.

Tandis que la bourgeoisie créait les conditions objectives du socialisme, celles-ci et l'œuvre des communistes avaient en même temps fait surgir en masse dans la classe ouvrière des pays capitalistes, en opposition avec l'idéologie et les habitudes propres à la condition servile à laquelle tous les ouvriers étaient soumis, les sentiments, les comportements, la conscience, les aptitudes et les capacités d'organisation nécessaires à la nouvelle société.

La Ligue des communistes (1847-1852) avait créé les conditions de la naissance du marxisme.

La 1^{ère} Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs (1864-1876), mit au point et vérifia dans la pratique, dans les pays les plus avancés, la ligne marxiste pour l'accumulation des forces révolutionnaires et ainsi faisant, résolu victorieusement la lutte du marxisme contre les conceptions anarchistes

et petite-bourgeoises du socialisme.

Celles-ci refusaient telle ou telle des luttes nécessaires pour créer les conditions subjectives du socialisme, et la lutte pour instaurer un nouvel État, l'État de la dictature du prolétariat. La 1^{ère} Internationale diffusa le marxisme parmi les travailleurs avancés et les communistes du monde entier.

La bourgeoisie écrasa sauvagement dans le sang la première révolution prolétarienne, la Commune de Paris (1871). Mais celle-ci montra pour la première fois la classe ouvrière au pouvoir, fournit de grands enseignements (la nécessité d'un Parti communiste de la classe ouvrière, de la préparation des forces révolutionnaires et de la dictature du prolétariat) et fit connaître le socialisme aux opprimés du monde entier (44).

Dans les partis socialistes et social-démocrates de la IIe Internationale (1889-1914), le prolétariat des principaux pays capitalistes, en particulier européens, acquit en masse la conscience que les conquêtes de ses luttes revendicatives (économiques et politiques) ne pouvaient être conservées et développées que par la transformation socialiste de la société, et établit une large hégémonie sur les autres classes populaires. La classe ouvrière devint la classe qui incarnait et personnifiait l'exigence objective du passage au communisme et créa des institutions aptes à former et exprimer la volonté de la nouvelle classe : son propre parti politique, les syndicats, les différentes autres organisations de masse (45).

Depuis lors, depuis la fin du XIXe siècle, la lutte contre l'avancé du communisme, pour la conservation des systèmes existants devint l'aspect principal de l'activité politique et culturelle de la bourgeoisie. La bourgeoisie devint conservatrice et réactionnaire. L'époque de la démocratie bourgeoise et du rôle progressiste de la bourgeoisie était définitivement terminée.

La contre-révolution préventive, la cooptation des forces féodales restantes et les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale (*) devinrent les moyens indispensables de la direction bourgeoise sur l'humanité (46).

1.3.3. La contre-révolution préventive

La contre-révolution préventive (*) devint le nouveau régime politique des pays bourgeois plus avancés, des pays impérialistes. Elle constitue historiquement (c'est-à-dire du point de vue de l'évolution historique, du progrès de l'humanité vers le communisme) un grand pas en avant par rapport aux régimes que la bourgeoisie avait instauré dans les pays de l'Europe Occidentale après la révolution européenne de 1848.

Le régime de contre-révolution préventive tient pleinement compte du nouveau rôle que les masses populaires ont dans la vie sociale par rapport à celui

qu'elles avaient dans les sociétés qui ont précédé la société bourgeoise.

A présent non seulement la classe dominante organise directement le processus productif de la société, mais le mécanisme de la production est devenu directement social et tous les rapports sociaux sont étroitement corrélés aux rapports de production.

La bourgeoisie ne peut pas se passer de la collaboration des masses populaires et son État est responsable du bien-être des masses populaires. Celui-ci, en effet, dépend désormais plus de l'organisation de la société que de la lutte contre la nature. Avec le régime de contre-

révolution préventive la bourgeoisie a toutefois construit une barrière à l'instauration du socialisme que le mouvement communiste n'a pas encore réussi à surmonter, dans aucun pays impérialiste.

Les USA étaient le pays où le mode de production capitaliste s'était développé le plus librement, le moins entravé par l'héritage féodal. Ce fut là que, contre le florissant mouvement communiste américain, la bourgeoisie entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle mit au point et expérimenta la contre-révolution préventive.

En quoi consiste la contre-révolution préventive ?

Les rapports sociaux capitalistes sont tels que la bourgeoisie a besoin d'un certain degré de collaboration des ouvriers, du prolétariat et du reste des masses populaires. Elle ne réussit pas à exploiter une masse hostile, en se basant à long terme principalement sur la force et la terreur. Ce fait est un de ses « talons d'Achille », sur lequel nous communistes pouvons et devons faire levier.

La bourgeoisie a besoin des ouvriers pour valoriser son capital. Nous aussi, communistes, avons besoin des ouvriers : seules les masses populaires guidées par les ouvriers peuvent changer le monde actuel. Depuis le *Manifeste* de 1848, nous communistes sommes conscients que « nous faisons l'histoire » uniquement parce que nous sommes leur avant-garde : le Parti communiste n'est rien d'autre que l'État Major de la classe ouvrière qui lutte contre la bourgeoisie.

Nous communistes mobilisons et organisons les ouvriers pour qu'ils prennent le pouvoir : sans eux nous sommes impuissants. Les meilleures théories, les intentions les plus généreuses, l'activisme le plus héroïque ne modifient pas la société, s'ils ne deviennent pas le fait propre de la masse des ouvriers, s'ils ne deviennent pas les guides des l'activité de la masse des ouvriers. La volonté et les efforts individuels pour créer un nouveau monde ne sont efficaces que s'ils contribuent à mobiliser et organiser les ouvriers.

Les communistes travaillent donc pour augmenter la conscience et l'organisation des ouvriers et des masses populaires. Pour cela, contrairement aux codistes [NdT : ceux qui sont à la queue, à la remorque du mouvement ouvrier], nous n'allons pas parler aux ouvriers de ce à quoi ils s'intéressent déjà : nous allons leur parler de ce à quoi ils doivent s'intéresser pour avancer (se mobiliser et mobiliser, s'organiser et organiser), lutter et vaincre – c'est à nous de trouver les modalités pour amener les ouvriers avancés à nous écouter.

À son tour, la bourgeoisie, pour amener les ouvriers et les masses populaires à collaborer avec elle, pour maintenir ou rétablir leur collaboration, pour

rallonger sa domination, doit empêcher que notre travail soit couronné de succès.

Dans les premières décennies du mouvement communiste, la bourgeoisie avait lutté contre le mouvement communiste conscient et organisé (*) à la vieille manière, grosso modo comme le vieux régime des monarchies absolues, de la noblesse et du clergé, avait lutté contre la bourgeoisie pour l'empêcher de s'emparer du pouvoir politique.

Mais bien vite le mouvement communiste rendit inefficaces ou en tout cas insuffisantes ces méthodes. Ceci fut bien évident en Allemagne dans la période où furent en vigueur les Lois Antisocialistes (1878-1891). Ce fut plus évident encore aux USA, un pays où l'héritage féodal était des plus faibles. Le mouvement communiste exploitait pour l'émancipation des ouvriers et, à leur suite, du reste des masses populaires vis-à-vis de la bourgeoisie, les nouvelles conditions sociales et politiques que la bourgeoisie elle-même avait créées et dont elle ne pouvait pas se passer : les libertés individuelles, la culture et l'instruction, la liberté d'association, la participation populaire à la vie politique, le droit universel, reconnu et proclamé à une vie digne et heureuse. En somme, tout ce que, dans la lutte contre l'ancien régime, la bourgeoisie avait proclamé droit universel, le mouvement communiste grâce à la conception et à la ligne élaborées par Marx et Engels le traduisait en moyens concrets d'émancipation des ouvriers de la bourgeoisie : les idées assimilées par les masses devenaient une force matérielle. La conscience et l'organisation faisaient des ouvriers la force dirigeante de la société.

Tant que le prolétariat avait été faible, la bourgeoisie avait été révolutionnaire. Elle avait lutté pour la démocratie, contre les rapports de dépendance personnelle (patriarcaux, esclavagistes, féodaux, religieux, etc.) sur lesquels se basaient les vieilles sociétés ; pour la liberté, pour la souveraineté populaire contre le féodalisme, l'absolutisme monarchique et l'obscurantisme clérical. Mais Bismarck l'avait opportunément mise en garde : «La bourgeoisie a signé un chèque en blanc. Tôt ou tard le prolétariat en demandera le paiement». Le Pape de Rome n'en avait pas dit moins.

En effet l'étendue au prolétariat, aux masses des pays impérialistes et aux peuples des colonies des droits de la démocratie bourgeoise, de la reconnaissance formelle de l'égalité, du droit égal de concourir à déterminer la conduite de l'État et à gouverner, à peine le mouvement communiste faisait valoir tout ceci pratiquement, il se heurtait avec la nécessité, inscrite dans les rapports économiques, de maintenir la dictature de la bourgeoisie sur les classes exploitées et sur les peuples opprimés. Tant qu'un pays reste bourgeois quant aux rapports économiques (c'est-à-dire reste basé sur des relations mercantiles

et sur l'initiative économique et la propriété des capitalistes), l'État doit d'abord défendre et promouvoir les intérêts de la bourgeoisie. Dans toute société capitaliste, la dictature politique de la bourgeoisie est économiquement nécessaire, bien que les formes qu'elle assume changent en fonction des circonstances concrètes.

Par ailleurs, si les capitalistes ne font pas de bons profits, toute l'activité économique du pays, tant que le système social reste bourgeois et donc l'initiative économique reste l'apanage des capitalistes, tombe en ruine et avec elle la vie de toutes les classes est bouleversée. La bourgeoisie pouvait faire levier sur ces bases pour mobiliser à son service, dans le domaine politique aussi, la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires.

Dès lors que le prolétariat avait réussi à créer des partis qui participaient avec efficacité à la lutte politique bourgeoise, à construire de fortes organisations syndicales, à créer un réseau de diverses organisations de masse, et donc fut en mesure de faire valoir effectivement pour la masse de la population les droits de la démocratie bourgeoise que la bourgeoisie se limitait à proclamer, la bourgeoisie ne pouvait plus tolérer la démocratie. Elle devint par la force des choses le réceptacle de toutes les forces réactionnaires.

Dans l'activité de ses Autorités et de son État, la sûreté de son ordre social (rebaptisée « sécurité nationale ») prît et devait prendre le dessus sur le respect des droits démocratiques des individus et des associations, sur les lois et sur les constitutions. La contradiction entre l'asservissement économique et social de la masse de la population et la démocratie bourgeoise devint antagonique. **La légalité bourgeoise étouffait la bourgeoisie.** D'autre part, la bourgeoisie ne pouvait plus désormais exclure les masses populaires de l'activité politique courante, sans instaurer un régime terroriste, avec le risque de déchaîner une guerre civile.

« L'État c'est moi », proclamait Louis XIV (1638-1715) contre la bourgeoisie qui avançait des prétentions à la direction politique du pays. Avant l'époque bourgeoise, dans le domaine des anciens rapports de production, l'État était une émanation du monarque et celui-ci détenait le pouvoir par volonté de Dieu. La bourgeoisie démocratique avait par contre affirmé que le pouvoir appartient au peuple, que l'État est l'émanation, l'expression et le représentant du peuple, que l'État a le devoir de pourvoir au bien-être de peuple : c'est ceci qui lui donne la légitimité à commander.

Certes c'étaient seulement des mots, des idées. Mais, lorsqu'elles sont assimilées par les masses, les idées deviennent une force matérielle. Plus le mode de production capitaliste s'était affirmé librement sur les vieux modes de production, plus les masses avaient assimilé ces idées. Cela avait été un point de force pour la bour-

geoisie dans sa lutte contre l'ancien régime, mais avec le développement du mouvement communiste c'était devenu un point de faiblesse pour la bourgeoisie.

La bourgeoisie réussirait-elle en effet à gérer son État malgré la participation des masses populaires ? Cela dépend de comment les masses populaires participent. La bourgeoisie réussirait-elle à assurer au peuple le bien-être, même entendu de la manière restreinte dont l'entend la culture bourgeoise ? Cela dépend de divers facteurs et la bourgeoisie impérialiste ne les contrôle pas toujours tous dans tous les pays. Tous ces problèmes se posaient aux USA, de manière plus aigüe que dans tout autre pays.

Étant donné la propriété capitaliste des forces productives, la collaboration des masses prolétariennes, bien que rendue nécessaire par le caractère collectif assumé par les forces productives et par l'importance que la vie sociale avait assumée, ne pouvait pas se réaliser dans la forme de la participation universelle et consciente à la gestion des affaires sociales (2). Elle requérait donc un système vaste et articulé de manipulation, de corruption et de répression. Cela est facilement compréhensible si nous considérons l'ordre social capitaliste dans sa forme pure, que le marxisme a mise en évidence.

Dans le capitalisme, le prolétaire est juridiquement libre, il n'est pas lié ni à la terre ni à quelque maître. Il peut aller demander du travail dans l'entreprise de l'un ou de l'autre capitaliste. Cependant il ne peut pas être libre par rapport à la bourgeoisie dans son ensemble. Privé de moyens de production, il est obligé de chercher à vendre sa force de travail et donc à subir le joug de l'exploitation.

La bourgeoisie a besoin de la liberté du vendeur et de l'acheteur de marchandises, mais d'autre part elle doit empêcher que les prolétaires se coalisent et réduisent leur exploitation. C'est-à-dire, qu'elle doit empêcher soit qu'ils élèvent leur salaire au dessus de la valeur de leur force de travail, soit qu'ils réduisent le surtravail : la différence entre le temps effectif de travail et le temps de travail nécessaire pour produire une valeur égale à celle de leur force de travail. Donc, elle doit entraver la croissance de la conscience et de l'organisation de la masse des prolétaires. S'il lui est impossible de l'empêcher dans l'absolu, elle doit dévier et périodiquement briser et repousser en arrière les organisations et la conscience des prolétaires. Elle doit périodiquement briser sa propre légalité démocratique. Mais ceci l'oppose violemment aux masses populaires. Cela crée une situation de guerre civile. S'il ne suffit pas de menacer d'une guerre civile, il faut la faire. Ceci, au-delà d'être nuisible pour les affaires, est très dangereux pour la bourgeoisie. Lorsque la bourgeoisie oppose les armes aux ouvriers, tôt ou tard les ouvriers s'arment à leur tour.

Avec la contre-révolution préventive, la bourgeoisie cherche à éviter d'en arriver à ce point. Un régime efficace de contre-révolution préventive empêche que l'oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat et sur le reste des masses populaires et leur opposition aboutissent à la guerre civile.

Dans la contre-révolution préventive la bourgeoisie combine cinq lignes d'intervention (cinq piliers qui ensemble régissent tout régime de contre-révolution préventive) :

1. Maintenir le retard politique et culturel en général des masses populaires. À cet effet, répandre activement parmi les masses une culture d'évasion de la réalité ; promouvoir des théories, mouvements et occupations qui détournent l'attention, l'intérêt et l'activité des masses populaires des antagonismes de classe et les concentrent sur des futilités (diversion) ; semer la confusion et l'intoxication avec des théories réactionnaires et des nouvelles fausses. En somme empêcher la croissance de la conscience politique par un système approprié et articulé d'opérations culturelles. Dans ce cadre la bourgeoisie réévalua et récupéra le rôle des religions et des églises, en premier lieu celui de l'Église Catholique, mais elle ne put se limiter à cela, parce qu'une partie des masses échappait inévitablement à leur emprise.

2. Satisfaire les demandes d'amélioration que les masses populaires avancent avec le plus de force ; donner à chacun l'espoir de pouvoir avoir une vie digne et alimenter cet espoir par quelques résultats pratiques ; enfermer chaque travailleur individuellement dans un réseau de liens financiers (crédits hypothécaires, mensualités, versements, hypothèques, factures et notes, impôts, etc.) qui le mettent à chaque instant face au risque de perdre individuellement tout ou en tout cas beaucoup de son état social s'il ne réussit pas à respecter les échéances et les cadences que son patron et les Autorités lui ont fixé.

Si dans les luttes revendicatives contre la bourgeoisie, les masses populaires conquéraient du temps et de l'argent, la bourgeoisie devait les pousser à les employer pour la satisfaction de leurs « besoins animaux » : elle devait donc multiplier et a multiplié les moyens et les formes de satisfaction de ceux-ci de sorte qu'ils épuisent le temps et l'argent dont les masses populaires disposent (2).

3. Développer des canaux de participation des masses populaires à la lutte politique de la bourgeoisie en position subordonnée, à la suite de ses partis et de ses représentants.

La participation des masses populaires à la lutte politique de la bourgeoisie est un ingrédient indispensable de

la contre-révolution préventive. La division des pouvoirs, les assemblées représentatives, les élections politiques et la lutte entre différents partis (le multipartisme) sont des aspects essentiels des régimes de contre-révolution préventive. La bourgeoisie doit faire percevoir aux masses comme le leur, l'État qui est en réalité l'État de la bourgeoisie impérialiste. Tous ceux qui veulent participer à la vie politique, doivent pouvoir participer. La bourgeoisie pose cependant, et doit poser, la condition tacite que ce soit selon les règles du jeu de la classe dominante : qu'ils n'aillent pas au-delà de son système social. Malgré cette condition tacite, la bourgeoisie est de toute façon vite forcée à diviser plus nettement son activité politique en deux domaines. Un public, auquel les masses populaires sont admises (le « théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise »). Un autre secret, réservé aux initiés. Respecter tacitement cette division et s'adapter à elle devient une qualité indispensable de tout homme politique « responsable ». Chaque règle tacite est cependant évidemment un point faible du nouveau mécanisme de pouvoir.

4. Maintenir les masses populaires et en particulier les ouvriers dans un état d'impuissance sociale, éviter qu'ils s'organisent (sans organisation, un prolétaire est dépourvu de toute force sociale, il n'a aucune capacité d'influer sur l'orientation et sur la marche de la vie sociale) ; fournir aux masses, des organisations dirigées par des hommes de confiance de la bourgeoisie (des organisations que la bourgeoisie fait construire pour détourner les masses des organisations de classe, en mobilisant et en soutenant des prêtres, des flics et assimilés : les organisations « jaunes », comme la CISL, les ACLI, l'UIL, etc.), par des hommes vénaux, corruptibles, ambitieux, individualistes ; empêcher que les ouvriers forment des organisations autonomes de la bourgeoisie par leur structure et par leur orientation.

5. Réprimer le plus sélectivement possible les communistes. Empêcher à tout prix que les communistes réussissent leur œuvre : donc qu'ils multiplient leur force en s'organisant en Parti ; qu'ils élaborent et assimilent une conception du monde, une méthode de connaissance et de travail, et une stratégie justes ; qu'ils déploient une activité efficace : qu'ils recrutent, qu'ils affirment leur hégémonie dans la classe ouvrière. Soudoyer et coopter les communistes, briser et éliminer ceux qui ne se laissent pas soudoyer et coopter.

Par la contre-révolution préventive, la bourgeoisie cherche en somme à empêcher que se créent les conditions subjectives de la révolution socialiste : un certain niveau de conscience et un certain degré d'organisation de la classe ouvrière et des masses populaires, autonomes de la bourgeoisie. Ou au moins, empêcher que la conscience et l'organisation de la classe ouvrière, du

prolétariat et des masses populaires croissent au-delà d'un certain niveau. Avec la contre-révolution préventive la bourgeoisie entre donc en compétition avec les communistes, leur dispute le terrain de la conscience et de l'organisation des masses et emploie à cet effet toute la puissance de la société qu'elle dirige. Tant que la bourgeoisie surpasse les communistes, sa domination se maintient et son système politique est sauvé.

Laquelle des deux parties opposées vaincra ? C'est aux communistes d'exploiter la supériorité de leur conception du monde et de leur méthode de travail, leur identification avec les intérêts stratégiques et globaux des masses populaires, les points faibles de la contre-révolution préventive et de la bourgeoisie en général.

Donc de ce côté, le succès de la contre-révolution préventive n'est pas tout à fait garanti a priori. Toutes les politiques et les mesures que la bourgeoisie met en œuvre, sont des armes à double tranchant. Sa politique culturelle tartuffière enlève toute crédibilité à toute autorité et à toute « vérité éternelle » et en même temps, produit des moyens de communication et d'association. Ses organisations « jaunes » peuvent être retournées contre elles, en particulier lorsque leurs résultats ne correspondent pas aux promesses.

La répression et la lutte contre la répression suscitent la solidarité et introduisent à la lutte politique. Le plus la participation des masses à la lutte politique devient autonome, le plus elle oblige la bourgeoisie à créer des théâtres de marionnettes, à cacher la vraie politique : en somme elle rend plus difficile à la bourgeoisie de gérer son État.

Le bien-être que la bourgeoisie peut accorder aux masses dépend de la marche générale de ses affaires et de la résignation des peuples opprimés à l'exploitation. En définitive, c'est à nous communistes d'apprendre à employer les politiques et les mesures de la contre-révolution préventive à l'avantage de la cause de l'émancipation des ouvriers et des masses populaires vis-à-vis de la bourgeoisie.

La contre-révolution préventive demande que les communistes y fassent face par des principes, des méthodes et des initiatives appropriés, **différents** de ceux appropriés à une situation dans lesquelles l'État, non seulement est, mais se présente comme un corps étranger, hostile et opposé aux masses populaires. Par la contre-révolution préventive la bourgeoisie a jusqu'à présent réussi à empêcher la victoire du mouvement communiste dans les pays impérialistes, principalement parce que le mouvement communiste n'était pas assez avancé idéologiquement pour y faire face. Elle y a réussi en particulier aux USA, parce que le mouvement communiste américain n'a pas encore réussi à élaborer une conception du monde, une méthode de travail et une stratégie adaptés à dépasser ce régime et parce que

l'impérialisme américain a pendant une longue période sucé les ressources en tout genre du reste du monde.

La contre-révolution préventive est toutefois loin de garantir à la bourgeoisie la défaite du mouvement communiste et l'intégration des masses dans son régime, comme divers courants défaitistes ou militariste (*) l'ont soutenu et le soutiennent. Elle a seulement marqué une nouvelle forme et une nouvelle phase, plus avancées et décisives, de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Face à la faillite ou à l'insuffisance de la contre-révolution préventive, la bourgeoisie impérialiste dispose du recours à la **mobilisation réactionnaire (*) des masses populaires**. Déjà normalement, elle transforme toute contradiction entre elle et les masses, en contradictions entre des parties des masses : si elle ferme une entreprise, elle met les travailleurs d'une zone contre ceux d'une autre, chaque groupe en défense de son entreprise ; elle agit de manière analogue, lorsqu'elle licencie, lorsqu'elle produit des marginaux, lorsqu'elle produit des délinquants ; etc.

Lorsque son État n'est pas en mesure de pourvoir au bien-être des masses populaires, la bourgeoisie doit mobiliser les masses à y pourvoir au dépens d'une autre partie des masses ou en attaquant, en opprimant et en pillant d'autres pays, peuples et nations : la mobilisation réactionnaire des masses populaires.

Mais même la mobilisation réactionnaire des masses populaires est une arme à double tranchant. Si elle n'atteint pas son objectif, si les pays, peuples et des nations attaqués résistent efficacement, la mobilisation réactionnaire peut se transformer en mobilisation révolutionnaire (*).

Enfin dans tous les pays la bourgeoisie prévoit des moyens, instruments et structures en vue de la guerre civile, elle prépare la guerre civile. Parce qu'elle aura recours à elle si échouent les autres systèmes employés pour empêcher la conquête du pouvoir de la part de la classe ouvrière et des masses populaires.

Telles sont les conditions politiques que tout Parti communiste des pays impérialistes doit comprendre dans les lignes générales et dans les traits spécifiques du pays, faire connaître et dénoncer publiquement. Un parti qui néglige ces aspects ou qui maintient les masses populaires dans l'ignorance de ceux-ci, n'est pas un Parti communiste.

Mais plus important encore, est que le parti communiste guide la construction de l'organisation et l'activité du mouvement communiste conscient et organisé (*), et en premier lieu de soi-même, de façon à être en mesure de faire face avec succès à ces conditions.

Dans la société bourgeoise, moins que dans les sociétés qui l'ont précédée, n'existent pas de murailles de Chine qui séparent une classe de l'autre. Pour créer un

régime de contre-révolution préventive, la bourgeoisie a dû modifier aussi les rapports entre les membres et les groupes de la classe dominante. Les rapports démocratiques et réglés par des lois et des règles publiquement acceptées furent au fur et à mesure remplacés par la domination d'une poignée de représentants du capital financier sur le gros de la bourgeoisie, et par des rapports antagoniques entre les représentants des fractions en lesquelles le capital global de la société est divisé. Dans chaque pays, pour la bourgeoisie impérialiste, devinrent pratiques courantes la militarisation de l'activité de l'Etat et de la société entière, la manipulation de l'information et de l'opinion publique, l'intoxication et la désinformation, la subordination des institutions politiques et sociales tant à la corruption du capital financier qu'au contrôle et à l'infiltration des organes répressifs, les manœuvres de la diplomatie secrète et des services secrets, une vaste activité politique et affairiste conduite dans les coulisses du théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise, par quelques grands capitalistes et autres « initiés », la formation de bandes armées qui se soustraient aux ordres et aux lois officielles. Les sociétés secrètes résiduelles de la bourgeoisie (*) naissante (franc-maçonneries, mafia, ordres chevaleresques, etc.) se transformèrent en sociétés financières et criminelles.

La bourgeoisie, dans le domaine culturel, repoussa au second plan la recherche et la diffusion de la compréhension du monde physique et des processus sociaux. Elle mit au premier plan la culture d'évasion, l'élaboration et la diffusion de théories qui cachaient les rapports sociaux effectifs, défendaient l'ordre existant et en proclamaient l'éternité.

Les conceptions et les pratiques religieuses et les églises respectives, contre lesquelles la bourgeoisie s'était un temps battue, furent repêchées par la bourgeoisie, et leur autorité fut imposée à nouveau dans l'effort de conserver la collaboration des masses populaires et d'en arrêter le développement politique.

Partout la bourgeoisie cessa de lutter contre les monarchies, le clergé, la noblesse et les autres vieilleries du passé, qui de diverses manières avaient survécu à la révolution bourgeoise (les institutions féodales, les églises, les pratiques obscurantistes, les sociétés secrètes, etc.). Elle les récupéra, en assumant la défense et en fit des alliés contre le mouvement communiste. Sous la direction du Pape Léon XIII (1878-1903), l'Église Catholique, son clergé et son chef se rachetèrent, dans le nou-

veau rôle de défenseurs de la civilisation bourgeoise, un nouveau prestige même dans les pays protestants (47).

Les Concordats et autres accords semblables se multiplièrent. La bourgeoisie assumait la religion comme moyen nécessaire de domination sur les classes et les peuples opprimés.

La bourgeoisie athée imposa dans les écoles l'instruction religieuse et constitua les religions en religions d'État : par exemple pour l'Italie la réforme Gentile de l'école (48). Mais pas seulement l'Église Catholique et son Pape : la bourgeoisie remit à neuf et chargea du rôle de défenseurs de l'ordre constitué et de guide des masses toutes les institutions et les Autorités religieuses que la révolution bourgeoise n'avaient pas encore éliminées, malgré les protestations et les disputes qui ceci provoquait entre elles, vu que beaucoup d'entre elles prétendaient avoir l'exclusivité.

Le bourgeois entrepreneur avait méprisé et envié l'aristocrate parasite et vicieux, et combattu le clergé réactionnaire et obscurantiste. La bourgeoisie impérialiste n'eut par contre aucune difficulté à accueillir parmi les nouveaux rentiers parasites, les parasites aristocratiques et le clergé. Ceux-ci devinrent des membres de l'oligarchie financière, sans devoir changer ni leurs habitudes ni leurs conceptions. Le clergé donna l'exemple, et bénit au nom de Dieu la conversion de la bourgeoisie et la nouvelle Sainte Alliance. Ce qui se produisit dans les pays impérialistes, s'étendit graduellement aussi aux pays opprimés : les vieilles classes dominantes et le clergé furent cooptés par la bourgeoisie impérialiste contre l'avancée de la révolution prolétarienne.

Cette récupération devint source de nouvelles contradictions et de crise et développa dans la bourgeoisie de nouvelles activités qui, toutefois, à leur tour posaient des limites à la valorisation du capital : rapports de dépendance personnelle, organisations criminelles, remplacement de la concurrence économique par la violence et la corruption, prédominance de l'arbitraire des gouvernements, des administrations publiques et de leurs représentants sur les lois, combinaison des fonctionnaires publics et des hommes politiques avec les grands capitalistes et leur corruption, élimination des concurrents, guerre entre les groupes capitalistes dont les rapports ne pouvaient plus être arbitrés par des lois et des institutions communes, etc.

1.3.4 Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale

Mais ni la répression, ni la manipulation des consciences, ni la collaboration zélée des vieilles églises et religions n'auraient suffi à arrêter le mouvement communiste. La bourgeoisie devait toujours plus compter avec le caractère déjà collectif des forces productives. Elle dut créer sans cesse, les unes après les autres, des formes de gestion collective (associations de capitalistes et institutions) qui constituaient une médiation de la propriété individuelle capitaliste des forces productives avec leur caractère collectif et qui étaient, au moins en quelque mesure et provisoirement, aptes à dépasser les effets les plus dévastateurs produits par le fait que survivent les rapports de production capitalistes alors que les forces productives sont déjà devenu collectives.

Marx les avait appelées des **Formes Antithétiques de l'Unité Sociale** (FAUS) (*) : sociétés par actions, associations de capitalistes, cartels internationaux de secteurs productifs, banques centrales, banques internationales, systèmes monétaires fiduciaires, politiques économiques d'Etat, organismes économiques publics, conventions collectives de travail, systèmes d'assurances générales, réglementations publiques des rapports économiques, organismes supranationaux, jusqu'au capitalisme monopoliste d'Etat et au système monétaire fiduciaire mondial (*) (31) (42) (46).

Les FAUS assumèrent un rôle toujours plus important dans la structure économique et politique de la société. Toujours plus fréquemment, de l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, se levèrent des tentatives et, encore plus nombreuses, des promesses de donner une direction stable et sur grande échelle à l'économie capitaliste par l'Etat ou les consortiums bancaires. Mais la société bourgeoise restait globalement com-

posée d'une myriade de capitalistes individuels, de producteurs individuels (petit-bourgeois) et de vendeurs et d'acheteurs de marchandises et de force de travail en concurrence entre eux.

Elle restait donc ingouvernable. Les plans du Capital, pays-entreprise, cartel capitaliste unique mondial, gouvernement mondial de l'économie capitaliste, etc. restèrent et restent des illusions ou des duperies, et les FAUS des superstructures d'efficacité limitée, précaires et fragiles (49).

Elles étaient toutefois un indice de la nécessité du communisme, montraient sa praticabilité et créaient quelques instruments matériels et culturels et certaines prémisses pour le communisme. Elles étaient la transition de la société capitaliste à la société communiste, comme cette transition pouvait s'accomplir avec la persistance de la direction de la bourgeoisie, qui rendait cette transformation douloureuse, lente, atroce et dévastatrice.

Lénine en particulier fit remarquer que le capitalisme monopoliste d'Etat constituait la préparation matérielle du socialisme la plus complète qu'il était possible d'accomplir dans le cadre du mode de production capitaliste, **bien qu'entre celui-ci et le socialisme était nécessaire le saut** constitué par la révolution socialiste, c'est-à-dire que la direction de la société passe de la bourgeoisie impérialiste à la classe ouvrière. Seulement à cette condition, la transformation de la société capitaliste en société communiste pourrait emprunter la voie définitive, outre que la plus directe, la plus rapide et la moins douloureuse : la voie socialiste, de la transition sous la direction de la classe ouvrière.

1.3.5. Le mouvement communiste au début de l'époque impérialiste

La stratégie que Marx et Engels avaient proposé au mouvement communiste consistait à prendre en main le flambeau de la démocratie que la bourgeoisie avait laissé tomber, assumer le pouvoir au cours d'une insurrection populaire et mener à fond la guerre contre le compromis entre la bourgeoisie et les vieilles forces féodales, jusqu'à éliminer l'asservissement économique et social des masses populaires à la bourgeoisie, au clergé et à quelque classe parasitaire et exploiteuses que ce soit.

Cette stratégie s'est montrée insuffisante à l'épreuve des faits, comme Engels lui-même l'a ouvertement reconnu. Dans les premiers pays capitalistes il n'y eut plus de révolutions démocratiques. L'essentiel des tâches de la révolution démocratique étaient réalisés, dans les limites dans lesquelles elles pouvaient l'être, dans le

cadre du mode de production capitaliste. La révolution socialiste avait des formes propres, nettement distinctes de celles de la révolution démocratique. La stratégie proposée par Marx et Engels ne les définissait pas de manière suffisante.

Dans les pays capitalistes les plus avancés, le mouvement communiste conscient et organisé avait pris la voie de l'accumulation des forces dans le domaine de la société bourgeoise, mais il ne définit jamais une stratégie pour l'instauration du socialisme, malgré le cri d'alarme ouvertement lancé par Engels en 1895.

Privée d'une stratégie à la hauteur de la tâche, la classe ouvrière ne tenta même pas de prendre le pouvoir. La bourgeoisie maintint donc le pouvoir et entra dans la phase impérialiste du capitalisme. L'impérialisme était

la putréfaction de la société bourgeoise. Cette putréfaction explosât dans toute sa gravité seulement avec la Première Guerre Mondiale, mais elle fut perçue déjà avant dans le mouvement communiste.

Dans celui-ci s'ouvrit en effet un affrontement au niveau mondial entre deux lignes antagoniques. « La lutte entre les deux tendances principales du mouvement ouvrier, le socialisme révolutionnaire et le socialisme opportuniste, remplit tout la période qui va de 1889 à 1914 » (50).

A l'échelle mondiale, dans le mouvement communiste conscient et organisé, prévalut momentanément la droite. Dans le mouvement communiste, la droite représentait la contre-tendance, par rapport à la tendance historique principale, la tendance au communisme.

La gauche du mouvement communiste, pour prévaloir et guider la classe ouvrière et le reste des masses populaires vers la révolution socialiste, avait besoin d'élaborer une stratégie à la hauteur de la tâche. À la droite, il suffisait d'empêcher que la gauche le fasse.

Dans son rôle, la droite du mouvement communiste avait l'appui tant spontané que conscient de la bourgeoisie et était aidée par la difficulté objective que rencontre la classe ouvrière pour élaborer son corps de dirigeants (d'intellectuels organiques), à cause de la condition sociale dans laquelle le système social capitaliste la relègue, et parce que la bourgeoisie n'épargne aucun moyens pour réprimer, soudoyer et coopter ceux qui se forment (aristocratie ouvrière (*)).

La victoire de la droite fut en effet favorisée, aussi, par l'inévitable constitution d'une aristocratie ouvrière (fonctionnaires du mouvement ouvrier) et par la forte

présence dans les partis de la IIe Internationale d'intellectuels provenant d'autres classes.

Ceux-ci entraient dans les partis ouvriers attirés par l'hégémonie conquise par la classe ouvrière, mais ils ne furent pas remodelés en fonction du rôle qu'ils jouaient dans le parti. Donc, ils reproduisaient dans celui-ci les caractéristiques et les limites de leur condition sociale précaire et de leur subordination idéologique à la bourgeoisie.

Le socialisme opportuniste eut sa base théorique dans le révisionnisme (*) d'E. Bernstein. Ceux-ci soutenaient qu'était possible une transformation graduelle et pacifique de la société capitaliste en société socialiste parce que, soutenait Bernstein, le capitalisme avait de fait emprunté une voie différente de celle que Marx avait indiqué, la voie de l'atténuation des antagonismes de classe, de l'extension illimitée des droits démocratiques aux masses et du gouvernement conscient de l'activité économique de la société par l'État démocratique. La reddition des partis social-démocrates en 1914 face au chantage de la bourgeoisie (soit collaborer avec l'effort de guerre, soit affronter la répression ouverte et la guerre civile) marqua la fin sans gloire de la IIe Internationale et la fin de toute prétention scientifique du révisionnisme de Bernstein.

Le mouvement communiste conscient et organisé renaquit plus fort d'un autre côté (51).

Il reçut une nouvelle impulsion avec la révolution de nouvelle démocratie (*) qui triompha dans l'Empire russe dans le cadre de la situation révolutionnaire en développement (*), créée par la première crise générale du capitalisme (1900-1945).

1.4. La première crise générale du capitalisme, la première vague de la révolution prolétarienne, le léninisme seconde supérieure étape de la pensée communiste

Au début du XXe siècle les pays capitalistes se heurtèrent pour la première fois à la limite intrinsèque du mode de production capitaliste que Marx avait indiquée : la surproduction absolue de capital (*). Le capital accumulé était maintenant tellement important que si, dans les conditions sociales existantes, les capitalistes avaient utilisé dans la production de marchandises tout le capital qu'ils avaient accumulé, la masse du profit aurait diminué.

Seule une partie du capital accumulé pouvait donc être employée comme capital productif (*) (42). De là la lutte entre les groupes capitalistes, parce que chacun veut valoriser son capital. De là la guerre inter-impérialiste et la mobilisation réactionnaire des masses populaires (*) : la ruine de "ses" capitalistes entraîne avec elle dans la ruine l'activité économique de la masse de la population et son mode de vie, et en

compromet même la survie dans tout pays, tant que son système social reste bourgeois.

Surproduction de capital signifie surproduction de toutes les choses dans lesquelles le capital se matérialise : surproduction de moyens de production, surabondance de matières premières, surproduction de biens de consommation, surabondance de force de travail (chômage chronique, surpopulation), surabondance d'argent. Donc, toute la vie de toutes les classes en est bouleversée. C'est seulement au prix de difficultés croissantes, d'un abrutissement moral et intellectuel croissant des individus et de récurrents cataclysmes sociaux, que le processus de production et reproduction des conditions matérielles de l'existence de l'humanité, ainsi que l'échange organique entre l'homme et la nature continuaient à être effectués dans le cadre des relations socia-

les capitalistes, des relations sociales d'argent et des relations sociales mercantiles (52).

En contradiction avec le progrès scientifique et technique et avec la puissance des forces productives à l'œuvre, des telles relations rendaient dans chaque pays, pour la masse prolétarienne de la population, la satisfaction des besoins élémentaires d'une vie civile suffisamment difficile pour absorber chez chaque individu sinon toutes, du moins une grande partie de ses ressources intellectuelles et morales et le maintenir loin des activités spécifiquement humaines (2), dans une condition d'abrutissement intellectuel et moral différente mais non moins dégradante et humiliante que celle dans laquelle la masse de l'humanité avait été reléguée dans les sociétés du passé.

Les relations sociales capitalistes, d'argent et mercantiles enveloppaient chaque prolétaire dans une toile d'araignée d'obligations et de contraintes qui le poussaient à des comportements individuels dont il ignorait les effets sociaux, mais légitimés par l'état de nécessité, c'est-à-dire nécessaires à satisfaire des besoins légitimes ou en tout cas consacrés par la culture courante.

L'avidité, la criminalité et l'indifférence pour le sort des autres étaient justifiées par l'état de nécessité dans laquelle les relations sociales plaçaient chaque individu. L'impuissance effective du prolétaire non organisé à peser sur le cours des relations sociales qui l'enserrent de tout côté, associée avec la croissante division sociale du travail, engendrait et légitimait l'irresponsabilité pour des comportements individuels qui, multipliés par des millions et des milliards d'individus et répétés d'innombrables fois, engendraient un cours collectif des choses monstrueux et désastreux. Contre ce cours des choses, non pas la morale individuelle, mais l'action politique était l'arme que tout prolétaire conscient pouvait et devait empoigner.

Eclata alors la première crise générale du capitalisme (1900-1945). Elle naissait de l'économie, mais la crise économique ne trouvait pas de solution dans le champ économique, comme cela arrivait encore pour les crises cycliques du XIXe siècle.

Elle se transformait nécessairement en crise politique et culturelle. Sa solution exigeait le bouleversement de l'ensemble des rapports sociaux. De là une situation révolutionnaire en développement (*), les guerres impérialistes et la révolution prolétarienne. Cette première crise générale dura plusieurs décennies et ne prit fin que grâce aux destructions des forces productives et aux bouleversements des systèmes, des institutions et de la culture culminants dans la Seconde Guerre Mondiale.

Au début de la première crise générale, le monde déjà avait été entièrement partagé entre les groupes impérialistes et leurs États. La bourgeoisie impérialiste défendait

féroce, dans chaque pays et au niveau international, les systèmes existants (le système colonial, le système monétaire-or mondial, les systèmes juridiques et législatifs, etc.) comme formes de son pouvoir. Mais d'autre part le capital avait maintenant occupé tous les espaces d'expansion qui étaient possibles dans le cadre de ces systèmes et ne pouvait plus s'étendre sans les subvertir. Chaque groupe impérialiste ne pouvait donc développer ses affaires et augmenter ses profits qu'en occupant l'espace d'un autre groupe impérialiste.

Les difficultés rencontrées par l'accumulation du capital bouleversaient le processus de production entier et la reproduction des conditions matérielles d'existence de la société entière, toute la structure économique de la société et sa superstructure politique et culturelle. Les rapports entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires étalèrent tout leur antagonisme. La classe dominante ne pouvait plus régler les rapports entre les groupes qui la composaient ni tenir en respect les masses populaires avec les vieux systèmes, pas plus que les masses ne pouvaient accepter la désagrégation et les souffrances auxquelles la crise générale les amenaient et dont la Première Guerre Mondiale fut la manifestation concentrée.

Commença alors une *situation révolutionnaire en développement* (53). Le monde devait changer. Des intérêts acquis et consolidés devaient être éliminés. Le réseau de relations commerciales et financières devait être dissous. Un nouvel ordre devait être instauré. Aucun individu, groupe, parti ou classe n'était individuellement en mesure de faire sortir la société de la crise dans laquelle le développement objectif du capitalisme l'avait menée.

Seule une mobilisation générale des vastes masses pouvait éliminer les rapports, habitudes et pratiques consolidées et en établir de nouveaux, créer un nouveau système social.

Forcées par la situation objective, les grandes masses se seraient mobilisées pour instaurer une nouvelle société. La mobilisation des masses était un événement objectif, comme en montagne l'écoulement des eaux vers la vallée pendant une intempérie. C'était un événement dont les causes motrices ne résidaient pas dans l'initiative et dans la conscience des individus et des partis, mais au contraire créaient l'initiative et la conscience.

Deux voies étaient possibles.

Soit la bourgeoisie transforme les contradictions entre elle et les masses populaires en contradictions entre des parties des masses populaires.

Soit, la classe ouvrière mobilise les masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste et sur cette base, les organise et les unit.

L'enjeu et l'objet de la lutte politique entre classes,

partis et individus, était laquelle de ces voies suivre.

1. La mobilisation des masses populaires dirigée par quelque groupe de la bourgeoisie impérialiste contre les autres masses populaires et vouée à l'instauration d'un nouvel ordre mondial encore capitaliste, par la destruction d'une partie du capital cumulé et des forces productives qui le représentaient (*mobilisation réactionnaire des masses populaires* (*)).
2. La mobilisation des masses populaires dirigée par la classe ouvrière au moyen de son Parti communiste contre la bourgeoisie impérialiste et vouée à l'instauration de la société socialiste, qui enlève immédiatement au moins à la partie la plus importante des forces productives existantes le caractère de capital (*mobilisation révolutionnaire des masses populaires* (*)).

La mobilisation des masses populaires n'est pas engendrée par le groupe, le parti ou la classe qui la dirige. Mais il n'y a pas mobilisation des masses populaires qui n'ait pas une direction. Dès le début, à l'intérieur des masses il y a une lutte pour la direction entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, et la mobilisation des masses populaires ne réalise son objectif que sous la direction d'une des deux classes antagoniques (54).

Dans le mouvement communiste, la plus haute compréhension de la transformation que l'humanité accomplissait et des forces qui s'y affrontaient fut exprimée par Lénine (1870-1924).

Le léninisme devint la deuxième supérieure étape de la pensée communiste.

Le léninisme a enrichi et développé la pensée communiste au-delà du marxisme.

Il a amené des apports dont il faut tenir compte principalement dans trois domaines :

1. la nature et le rôle du Parti communiste dans la préparation et la conduite de la révolution prolétarienne ;
2. les caractéristiques économiques et politiques de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne ;
3. la direction de la classe ouvrière sur le reste des masses populaires et l'alliance du prolétariat des pays impérialistes avec les peuples opprimés par l'impérialisme.

Le marxisme-léninisme fut la conception du monde et la méthode de travail qui guida les communistes pendant la première vague de la révolution prolétarienne.

D'abord prévalut la mobilisation réactionnaire. La

bourgeoisie impérialiste avait déjà partout en main le pouvoir et dans la IIe internationale la gauche n'avait pas réussi à s'opposer avec succès à l'action des révisionnistes, parce qu'elle n'avait pas atteint une compréhension suffisamment avancée des conditions, des résultats et des formes dans lesquelles se déroulait maintenant la lutte de classe. La IIe Internationale n'avait donc pas accumulé des forces révolutionnaires de la qualité nécessaire pour que la classe ouvrière et ses partis communistes soient en mesure d'affronter avec succès la guerre civile à laquelle la bourgeoisie les défait.

La bourgeoisie plongea tous les peuples dans une période de bouleversements, de destructions, de souffrances et de massacres de dimensions jusqu'alors jamais vues, qui durèrent plus de trente ans. L'Europe et l'Asie furent mises à feu et à sang.

Les deux Amériques, l'Afrique et l'Océanie furent pressurées pour qu'elles contribuent à la guerre. Dans chaque pays émergèrent des groupes bourgeois qui, au nom du salut des intérêts généraux de leur classe, en prirent la direction en soumettant à leurs intérêts ceux des autres groupes et se mirent à la tête de la mobilisation réactionnaire des masses populaires, dont les formes exemplaires furent le fascisme en Italie et le nazisme en Allemagne.

La mobilisation réactionnaire des masses populaires assumait, et ne pouvait qu'assumer, la forme de la guerre entre États et de la guerre civile. La bourgeoisie impérialiste n'avait pas d'autre moyen, ni pour « décider » quels intérêts particuliers devaient être sacrifiés au salut de la classe et lesquels devaient s'imposer comme nouveaux intérêts généraux de toute la classe, ni pour prévenir et empêcher la révolution.

Dans chaque pays impérialiste, pour faire face à l'instabilité du régime politique qui découlait de la crise, l'État de la bourgeoisie impérialiste devait employer ses moyens les plus avancés pour ouvrir dans le monde de nouveaux espaces à l'expansion des affaires des groupes capitalistes du pays. Les contradictions économiques entre groupes impérialistes et entre la bourgeoisie et les masses populaires étaient devenues antagoniques, et se transformaient en contradictions entre États impérialistes et en contradictions politiques à l'intérieur de chaque pays.

Le cours de la société capitaliste avait mis à l'ordre du jour l'alternative guerre ou révolution. Mais dans aucun des pays impérialistes la classe ouvrière n'était en mesure d'affronter victorieusement la guerre civile que la bourgeoisie lui imposait. La bourgeoisie impérialiste mobilisa donc de grandes masses, sur échelle encore jamais vue, contre d'autres masses, étrangères ou du même pays, et la guerre reprit le caractère primitif de guerre d'extermination de masse, menée cependant avec les ressources et les moyens les plus modernes et en même temps, en contradiction avec la

culture et les sentiments les plus avancés que l'humanité avait désormais produit.

Les premières années de la crise générale furent dédiées à la préparation politique, militaire, économique et psychologique de la guerre. Ensuite la bourgeoisie lança les masses dans la Première Guerre Mondiale. Mais déjà, au cours de la Première Guerre Mondiale, la classe ouvrière réussit dans une série de pays à transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire des masses (*) que la bourgeoisie impérialiste avait mobilisées, et avait tiré hors du cours traditionnel de leur vie pour qu'elles donnent leurs forces et leur sang pour faire prévaloir ses intérêts : ces masses se retournèrent contre ceux qui les dirigeaient et changèrent de camp.

Les événements montrèrent que parmi tous les partis de la IIe Internationale, seul le Parti Ouvrier Social-démocrate de la Russie, guidé par Lénine, avait accompli une accumulation de forces de qualité adéquate pour faire face à la situation. Il réussit donc à transformer dans l'Empire russe la guerre impérialiste en révolution prolétarienne.

En 1917 il sut profiter des conditions créées par la guerre impérialiste et instaura le pouvoir révolutionnaire dans une partie importante du territoire de l'Empire. Il mobilisa et organisa les masses populaires autour du Parti communiste (les soviets, forme concrète du front des classes et des forces révolutionnaires que le Parti communiste doit réunir sous sa direction pour mener la révolution prolétarienne), et il les mobilisa sur le plan militaire en créant ses Forces Armées (l'Armée rouge, autre forme d'organisation des masses populaires que le Parti communiste doit promouvoir pour mener la révolution prolétarienne).

Contrairement aux attentes du POSDR lui-même, le nouveau pouvoir dut affronter une longue et décisive guerre civile (1918-1920). Les forces réactionnaires de l'empire tsariste mobilisèrent sous leurs ordres la bourgeoisie russe et les forces qui étaient sous son influence. Elles furent soutenues par toutes les puissances impérialistes. Celles-ci avec leurs pays satellites, dans les limites de ce que la situation interne de chaque pays permettait, lancèrent leurs forces à l'attaque du nouveau pouvoir révolutionnaire, pour l'étouffer à la naissance, en répétant ce qui en 1871 avait réussi aux classes dominantes françaises et allemandes contre la Commune de Paris (55).

Mais contrairement à ce qui s'était produit pour la Commune de Paris, le nouveau pouvoir était désormais guidé par un Parti communiste à la hauteur de la situation et il n'était pas tout à fait isolé internationalement. Au contraire, il était soutenu par les forces révolutionnaires de tous les pays, même si les autres révolutions prolétariennes qui avaient éclaté en Europe (Allemagne, Autriche, Hongrie, Finlande, Pays Baltes, etc.) furent

défaites et que dans d'autres pays (Italie, Roumanie, Pologne, France, etc.), le ferment révolutionnaire ne réussit pas à se transformer en début de conquête du pouvoir, tant les partis communistes locaux étaient arriérés, et tant l'accumulation des forces accomplie dans le cadre de la IIe Internationale était inadéquate à faire face à la guerre civile.

En environ trois ans de guerre civile et de résistance à l'agression impérialiste, le nouveau pouvoir révolutionnaire instauré en 1917 en Russie réussit à écraser les forces contre-révolutionnaires, à repousser l'agression impérialiste et à imposer et consolider sa direction sur une grande partie du territoire du vieil Empire russe. En 1922 fut constituée l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Avec la révolution russe de 1917 débuta la première vague de la révolution prolétarienne, qui a bouleversé le monde et a ouvert une nouvelle ère pour toute l'humanité.

Au niveau international la révolution prolétarienne avait maintenant conquis et consolidé dans l'URSS sa base territoriale, sa première base rouge. Son existence et son activité firent faire un saut qualitatif aux forces révolutionnaires tant des pays impérialistes que des pays opprimés. La révolution prolétarienne mondiale assumait dès lors dans chaque pays deux aspects : la mobilisation révolutionnaire des masses populaires du pays, et la défense et la consolidation de la base rouge de la révolution prolétarienne mondiale, l'URSS.

Dès lors, dans chaque pays, pour la mobilisation révolutionnaire le Parti communiste bénéficia de l'aide organisationnelle et idéologique qui lui venait de la base rouge mondiale de la révolution. À son tour, il devait affronter les tâches de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires de son pays et de la défense et de la consolidation de la base rouge constituée par l'Union soviétique.

Le Parti communiste de l'Union soviétique dut affronter les tâches qui découlaient du rôle de base rouge que l'URSS jouait pour la révolution mondiale, et les tâches de la transformation socialiste des divers modes de production (Lénine en 1919, au VIIIe Congrès du PC(b)R, en énuméra bien six) qui existaient sur le territoire du vieil et arriéré Empire russe.

Dans la mobilisation réactionnaire chaque groupe impérialiste avait constamment deux lignes directrices: la guerre entre les groupes impérialistes et la répression de la révolution prolétarienne. À partir de la constitution de la première base rouge de la révolution prolétarienne mondiale, la répression de la révolution assumait dans chaque pays un aspect local (la suppression ou la limitation des forces révolutionnaires locales) et un aspect international (l'élimination de la base rouge de la révolution prolétarienne mondiale).

La mobilisation réactionnaire fut affaiblie chaque fois que ces différents aspects entraient en conflit et les groupes impérialistes étaient déchirés par des contradictions sur la priorité entre eux.

Aux trois grandes contradictions de l'époque impérialiste déjà indiquées, s'ajouta alors une quatrième contradiction : la contradiction entre le camp impérialiste et le camp socialiste.

Au niveau mondial, du point de vue de la révolution prolétarienne mondiale, la phase de l'accumulation des forces révolutionnaires (*) était passée désormais dans la phase de l'équilibre stratégique (*) : le mouvement communiste avait maintenant sa base territoriale et ses Forces Armées que la bourgeoisie ne réussissait pas à éliminer.

La mobilisation réactionnaire de masses se concrétisa dans l'instauration de régimes terroristes de masse comme le fascisme (1922), le nazisme (1933) et le franquisme (1936-1939), dans l'invasion japonaise de la Chine et d'autres pays asiatiques (1936-1945), dans le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945).

La mobilisation révolutionnaire tira sa force de la victoire atteinte en Russie. La classe ouvrière, par ses partis communistes créés dans le cadre de la première Internationale Communiste (1919-1943), prit la direction des révolutions démocratiques anti-impérialistes dans divers pays coloniaux et semi-coloniaux. Le sommet de celles-ci fut la victoire de la révolution de nouvelle démocratie (*) en Chine et l'instauration de la République populaire de Chine (1949).

La classe ouvrière mena avec force dans de nombreux pays la lutte contre le fascisme, le nazisme et le franquisme. Elle défendit avec succès son système politique instauré en Union soviétique, contre les assauts répétés des puissances impérialistes coalisées (1918-1920 et 1941-1945) et les sabotages, les blocus économiques, l'agression furibonde de la bourgeoisie impérialiste qui ne recula face à aucun crime. Elle réussit à décourager les projets agressifs des groupes impérialistes anglo-américains qui méditaient une seconde agression contre l'URSS et à empêcher leur confluence contre-révolutionnaire avec les groupes impérialistes allemands, japonais et italiens (56). Par la grande victoire contre l'agression des nazis et de leurs alliés (1945), elle réussit à créer des démocraties populaires en Corée du Nord, en Yougoslavie, Albanie, Pologne, Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie. Elle commença alors la transition au communisme de plus du tiers de la population mondiale. Elle développa les forces révolutionnaires dans le monde entier. Elle acquit une grande expérience dans le domaine totalement inexploré de la transition du capitalisme au communisme, synthétisée dans les œuvres de Lénine, de Staline (1879-

1953) et de Mao Zedong (1893-1976).

Malgré ces grands succès, pendant la première crise générale du capitalisme, la classe ouvrière n'atteignit toutefois pas encore un niveau de conscience et d'organisation suffisante pour vaincre aussi la bourgeoisie dans les pays où celle-ci était plus forte : dans les pays impérialistes. Dans ces pays, la classe ouvrière n'avait pas encore exprimé une direction assez consciente des tâches stratégiques ni, par conséquent, assez capable de déterminer et réaliser systématiquement les tâches tactiques relatives à l'accumulation des forces de la révolution et à la conquête du pouvoir.

Les partis socialistes existants dans ces pays au début de la crise générale avaient formulé des prises de position contre la guerre que la bourgeoisie préparait (comme le Manifeste du congrès international de Bâle - 1912). Mais les déclarations révolutionnaires masquaient une ligne politique, une tactique et une organisation réformistes, toutes internes au mouvement politique bourgeois, imprégnées d'illusions sur le caractère encore démocratique de la bourgeoisie. Les mots cachaient les faits plutôt que de les éclairer. La lutte politique révolutionnaire était par ces partis unilatéralement confondue avec l'intervention dans la lutte politique bourgeoise : celle-ci étouffait la première. Ces partis étaient donc totalement impréparés à assumer la direction de la mobilisation des masses et en 1914 ils furent submergés et renversés par l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Les partis communistes formés dans les pays impérialistes dans le cadre de la première Internationale Communiste constituèrent partout un bond en avant par rapport aux partis socialistes. Ils ne réussirent toutefois pas à se mettre à la hauteur de la situation. Les tendances droitières restèrent fortes, imprégnées d'illusions sur le caractère encore démocratique de la bourgeoisie et de méfiance dans la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires. La gauche ne comprit pas la nature de la crise générale en cours, ni les caractéristiques de la situation révolutionnaire en développement. Elle ne réussit pas, par conséquent, à développer une ligne juste pour l'accumulation de forces révolutionnaires.

Elle considéra le régime terroriste instauré par la bourgeoisie impérialiste dans certains pays (Italie, Allemagne, etc.), ses menaces de déclencher la guerre civile dans d'autres et la collaboration des États et des groupes impérialistes des pays soi-disant démocratiques avec les États fascistes comme une situation exceptionnelle et d'urgence, comme une anomalie dans le cours de l'histoire et de la lutte entre les classes. Le fascisme, le nazisme, les guerres et en général la mobilisation réactionnaire des masses furent considérées en général par les Partis communistes, comme des anomalies circonscrites et locales, des états d'exception et

d'urgence. Ils n'assimilèrent pas la conception qu'en réalité la révolution socialiste procède uniquement en suscitant contre elle une contre-révolution puissante, que c'est uniquement en vainquant celle-ci que les forces révolutionnaires deviennent capables de fonder la nouvelle société. En vain Staline répéta durant ces années la loi déjà énoncée par Marx que la lutte de classe devient plus aigue au fur et à mesure que la classe ouvrière avance vers la victoire (57).

Le développement de la révolution prolétarienne au niveau mondial divisa dans chaque pays la bourgeoisie impérialiste en deux ailes opposées et aiguïsa les contradictions entre elles. Une aile droite qui considérait possible et avantageux d'étouffer la révolution prolétarienne par la répression et le choc frontal. Et une aile gauche qui considérait possible et avantageux d'étouffer la révolution prolétarienne avec une tactique plus flexible : gagner du temps, faire quelques concessions, renforcer son influence dans les rangs de la révolution, réprimer sélectivement, améliorer à son avantage les rapports de force, diviser et soudoyer les rangs des révolutionnaires jusqu'à les désintégrer. L'opposition entre les deux ailes de la bourgeoisie était un élément de force pour la révolution. Mais dans les pays impérialistes le mouvement communiste, étant données les limites de sa gauche, ne sut pas profiter de la division de la bourgeoisie et oscilla constamment entre opposition sectaire et conciliation opportuniste, entre sectarisme dogmatique et collaboration sans principes, entre lutte sans unité et unité sans lutte.

La droite du mouvement communiste put aisément imposer une ligne réformiste, dans laquelle le parti communiste faisait fonction d'aile gauche d'un éventail politique dirigé par l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste et la classe ouvrière renonçait à chercher à prendre le pouvoir. Les partis communistes des pays impérialistes donnèrent en général cette interprétation droitière à la ligne du Front populaire antifasciste, lancée par l'Internationale Communiste lors de son 7ème congrès (Juillet-août 1935). Dans quelques uns de ces pays les masses populaires, guidées par les partis communistes respectifs, menèrent des grandes luttes et firent preuve d'un grand héroïsme dans la lutte contre le fascisme, le nazisme, le franquisme et la réaction en général, des

luttes qui ont cumulé un grand patrimoine d'expériences et qui constituent jusqu'à ce jour le point le plus haut atteint jusqu'à présent par la classe ouvrière de ces pays dans sa lutte pour le pouvoir.

Le mouvement communiste acquit un grand prestige dans ces mêmes pays impérialistes et força la bourgeoisie à faire de grandes concessions. Celle-ci à son tour réussit à empêcher que la première vague de la révolution prolétarienne ne prévaille dans les principaux pays impérialistes, mais dut en payer chèrement le prix : les réformes que les masses populaires réussirent à lui arracher.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux la ligne de la révolution de nouvelle démocratie, (*) par laquelle la classe ouvrière avec son Parti communiste assumait la direction de la révolution démocratique-bourgeoise, fut adoptée et appliquée seulement par certains des partis communistes, en particulier par le Parti communiste chinois, le Parti du travail coréen et les Partis communistes indochinois, avec de grands succès. Dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux prévalut la ligne de laisser la direction de la révolution démocratique-bourgeoise entre les mains de la bourgeoisie nationale qui la mena à la faillite. Bien qu'ayant échoué, les révolutions démocratique-bourgeoises conduisirent toutefois à la disparition du vieux système colonial et à la transformation des colonies en semi-colonies ou en pays relativement indépendants².

² NdT - Pour de nombreux marxistes-léninistes et maoïstes de France, la notion de pays «relativement indépendant» n'existe pas. Soit les pays sortis du colonialisme sont devenus des pays de révolution démocratique anti-impérialiste (Chine, Vietnam, Cuba jusqu'en 1970); soit ils sont devenus des pays inféodés à l'URSS révisionniste (comme beaucoup de pays arabes – Syrie, Egypte, Algérie, Sud-Yémen –, ou africains – Angola, Mozambique –, ou Cuba après 1970), certes infiniment plus progressistes que les néo-colonies occidentales; soit ils sont devenus des néo-colonies comme la plupart des pays d'Afrique francophone ou anglophone : des protectorats de leur ancien maître sous une «indépendance» purement factice, exploités et pillés, occupés militairement, etc.

A partir des années 1970, certains pays inféodés à l'URSS révisionniste, comme l'Afghanistan, l'Ethiopie ou l'Ouganda, ne valaient pas mieux que des néo-colonies françaises ou anglaises, ou des semi-colonies états-uniennes.

1.5. La reprise du capitalisme, le révisionnisme moderne, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le maoïsme troisième supérieure étape de la pensée communiste

La fin de la Seconde Guerre Mondiale marqua en même temps la fin de la première crise générale du capitalisme. Pendant cette première crise générale, le mouvement communiste avait atteint des grands succès. Cela confirme que la ligne suivie durant cette période par le mouvement dans son ensemble était principalement juste, même si le mouvement communiste a échoué dans la tâche d'instaurer le socialisme dans les pays impérialistes.

Précisément ces succès et le tournant intervenu dans le capitalisme posaient au mouvement communiste des tâches nouvelles et majeures, que ce soit en ce qui concerne l'avancement de la transition du capitalisme au communisme dans les pays socialistes, en ce qui concerne la tâche irrésolue de la révolution socialiste dans les pays impérialistes, ou en ce qui concerne le développement de la révolution de nouvelle démocratie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Pendant la première vague de la révolution prolétarienne ne furent formés des pays socialistes que dans des pays semi-féodaux ou en tout cas, arriérés du point de vue du développement capitaliste. Au début des années 50, ils constituaient un vaste camp socialiste qui allait de l'Europe centrale à l'Asie du sud-est et comprenait le tiers de la population mondiale. La base rouge de la révolution prolétarienne mondiale s'était énormément agrandie.

Dans ces pays le développement du socialisme était par leur nature plus difficile que ce qu'il aurait été dans les pays impérialistes. Toutefois le mouvement communiste réussit à défendre leur existence et impulsa un grand élan à leur développement économique, culturel et social. Il restait toutefois le problème de tracer, dans les nouvelles conditions de reprise de l'accumulation de capital et d'expansion de l'activité économique dans les pays impérialistes, une ligne pour poursuivre dans la nouvelle situation, dans chacun des pays socialistes, la transformation des rapports sociaux vers le communisme, et pour jouer leur rôle dans la révolution prolétarienne mondiale. La grande influence acquise par le mouvement communiste dans les pays impérialistes et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux posait dans ces pays la tâche de porter en avant la lutte pour la victoire. Le mouvement communiste devait accomplir un saut qualitatif. Par conséquent dans le mouvement communiste international s'ouvrit à nouveau une confrontation au niveau mondial entre deux lignes antagoniques.

D'une part la gauche soutenait la poursuite de la

lutte contre l'impérialisme sur les trois fronts (pays socialistes, pays impérialistes, colonies et semi-colonies). Elle n'avait toutefois pas la moindre compréhension que la première crise générale du capitalisme était terminée et que s'ouvrait pour le capitalisme (qui dans le monde restait encore le système économique dominant) une période relativement longue de reprise de l'accumulation de capital et d'expansion de l'activité économique. Donc, elle n'avait pas une ligne générale adéquate à la situation et en général elle péchait par dogmatisme.

De l'autre la droite soutenait la ligne de l'accord et de la collaboration avec la bourgeoisie impérialiste. Elle avait sa base théorique dans le révisionnisme moderne. En contradiction avec la loi reformulée par Staline, de l'accentuation de la lutte de classe (à mesure que la révolution mondiale avance vers la victoire finale), le révisionnisme moderne soutenait que la force acquise par le mouvement communiste atténuait les antagonismes de classe, rendait possible une transformation graduelle et pacifique de la société, adoucissait la bourgeoisie et la rendait encline à des concessions et à des réformes.

La droite interprétait les réformes, que sous la pression de l'avancée du mouvement communiste la bourgeoisie concédait pour ne pas tout perdre, comme un changement de la nature du capitalisme. Selon la droite, le système capitaliste n'engendrait plus de crise et de guerres, comme la nuée engendre l'orage. Telle était la « nouvelle » théorie avec laquelle se présentèrent Khrouchtchev, Togliatti, Thorez et les autres révisionnistes modernes. Dans les pays socialistes, la droite cherchait à atténuer les antagonismes de classe, soutenait que n'existaient plus ni division en classes ni lutte entre les classes, parce que désormais la victoire du socialisme était complète et définitive. Dans les rapports internationaux elle soutenait l'intégration économique, politique et culturelle des pays socialistes avec le monde impérialiste. Elle substituait la coexistence pacifique entre pays à régime social différent et le soutien à la révolution prolétarienne par la compétition économique, politique et culturelle des pays socialistes avec les pays impérialistes.

Dans les pays impérialistes la droite proposait la voie parlementaire et réformiste vers le socialisme : des réformes de structure et l'élargissement des conquêtes dans le domaine économique, politique et culturel transformeraient graduellement la société capitaliste en société socialiste. Dans les pays semi-coloniaux et

coloniaux, la droite était contre la poursuite des guerres anti-impérialistes de libération nationale et soutenait la direction de la bourgeoisie bureaucratique et compradore (*) qui visait à arracher graduellement des concessions aux impérialistes (58).

Les bouleversements politiques et économiques et les destructions occasionnées pendant la première crise générale et en particulier par les deux guerres mondiales avaient ouvert à la bourgeoisie l'espace pour une reprise, soit-elle d'une durée de quelques décennies, de l'accumulation du capital avec en conséquence, dans le cadre de celle-ci, une nouvelle expansion du processus de production et de reproduction des conditions matérielles d'existence.

Les contradictions économiques entre les groupes impérialistes et entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires s'atténuèrent et cela, en apparence, démentait la loi de l'accentuation de la lutte de classe.

Dans ces conditions, dans le mouvement communiste prévalut le révisionnisme moderne, tout comme au début du siècle avait prévalu le révisionnisme promu par Bernstein.

Son succès fut favorisé, non seulement par la fin, avec la Seconde Guerre Mondiale, de la première crise générale du capitalisme sans que le mouvement communiste n'ait réussi à l'emporter dans aucun pays impérialiste (chose qui constituait et constitue toujours la principale limite du mouvement communiste), mais aussi par la faiblesse de la gauche du mouvement communiste dans la compréhension de la nouveauté des tâches que la nouvelle phase imposait aux communistes.

Dans les trente années (1945-1975) qui suivirent à la Seconde Guerre Mondiale, le mode de production capitaliste put s'étendre à nouveau dans toutes les parties du monde dans lesquelles la bourgeoisie avait maintenu son pouvoir.

Dans cette nouvelle situation, le prolétariat et les masses travailleuses des pays impérialistes, forts de l'expérience révolutionnaire acquise dans la période précédente, réussirent à arracher une série d'améliorations dans les conditions économiques, de travail, politiques et culturelles : amélioration des conditions matérielles d'existence, politiques de plein emploi et de stabilité du poste de travail, droit d'organisation sur le poste de travail, droit d'intervention dans l'organisation du travail, atténuation des discriminations raciales, de sexe et d'âge, scolarisation de masse, mesures de sécurité sociale contre l'invalidité et la vieillesse, système d'assurance maladie, logement à des loyers réglementés, etc. Dans tous les pays impérialistes, à partir des pays anglo-saxons et des USA, commença de fait, dans ces années-là, la construction d'un capitalisme « à visage humain », c'est-à-dire d'une société dans laquelle, bien

qu'on soit toujours dans le cadre des rapports de production capitalistes et du travail salarié (donc de la force de travail comme marchandise et du travailleur comme vendeur de celle-ci), tout membre des classes opprimées disposait néanmoins des moyens nécessaires pour une existence normale et pour la subsistance et l'éducation des personnes à sa charge, avait dans la vie productive de la société un rôle relativement adapté à ses caractéristiques, progressait raisonnablement dans la diminution de la fatigue au travail, était assuré contre la misère en cas de maladie, d'invalidité et de vieillesse. La contre-révolution préventive trouvait là la base économique de son succès.

Sur ce terrain, dans tous les pays impérialistes, s'affirmèrent les révisionnistes modernes et les réformistes. Dans tous les pays impérialistes, ils assumèrent la direction du mouvement ouvrier, en tant que théoriciens, propagandistes et promoteurs en son sein de l'amélioration dans le cadre de la société bourgeoise. Ils proclamaient que le développement de la société bourgeoise procéderait sans limitation, de conquête en conquête, de réforme en réforme jusqu'à transformer la société bourgeoise en société socialiste.

Les drapeaux, les slogans et les principes qu'ils hissaient furent différents d'un pays à l'autre selon les conditions politiques et culturelles concrètes héritées de l'histoire, mais leur rôle dans le mouvement politique et économique de la société à cette époque fut le même.

Grâce à la nouvelle période de développement du capitalisme, dans la plupart des pays dominés par les groupes et les États impérialistes, la direction du mouvement des masses fut également prise par les partisans et promoteurs de la collaboration avec les impérialistes, les porte-paroles de la bourgeoisie bureaucratique ou compradore. La majorité de ces pays devinrent des semi-colonies : ils constituèrent des États autonomes dépendants d'un ou plusieurs groupes impérialistes (colonialisme collectif). Certains restes féodaux furent dans une certaine mesure limités, détruisant cependant dans le même temps les conditions d'existence de larges masses de paysans qui se déversèrent comme travailleurs pauvres dans les villes. D'autres restes féodaux furent pris par l'impérialisme sous ses ailes et utilisés pour tenir debout le colonialisme, comme par exemple les structures religieuses des pays arabes et musulmans. Le capitalisme bureaucratique et compradore se développa.

Dans les premiers pays socialistes (*) les partisans de la voie capitaliste et promoteurs de la restauration du capitalisme tirèrent aussi une grande force de la nouvelle période de développement du capitalisme. Ils trouvèrent dans les révisionnistes modernes, avec à leur tête Khrouchtchev, Brejnev et Deng Xiaoping, leurs représentants au sein des organes des États socialistes,

des organisations des masses et des Partis communistes. Ils empêchèrent que soient prises les mesures économiques, politiques et culturelles nécessaires pour porter en avant la transformation de la société vers le communisme. Ils mirent leurs pays à l'école des capitalistes en singeant leurs institutions.

Ils développèrent d'étroits liens économiques (commerciaux, technologiques et financiers), politiques et culturels avec les capitalistes, jusqu'à transformer les pays socialistes en pays économiquement et culturellement dépendants et politiquement faibles. Khrouchchev, Brejnev et leurs disciples transformèrent le régime des premiers pays socialistes en un régime bureaucratique, antidémocratique, basé sur la dépendance de la masse de la population envers un amas de groupes d'individus privilégiés, attachés à conserver et développer leurs privilèges en coterie avec le milieu criminel économique (qui commença à se développer sur une grande échelle) et avec les groupes impérialistes internationaux.

Toutefois, il est erroné de désigner le régime économique formé par les révisionnistes dans les premiers pays socialistes comme un *capitalisme monopoliste d'État*, comme « mode de production asiatique », comme « capitalisme bureaucratique », etc. Cela implique de renoncer à examiner le nouveau dans ses côtés avancés et dans ses côtés arriérés et de s'arrêter aux vieilles formes dont le nouveau est plus ou moins recouvert et entaché.

Les communistes doivent étudier le régime des premiers pays socialistes, dans leur diverses et contrastées phases d'ascension et de décadence, en partant d'abord de leurs caractéristiques spécifiques, pas de ressemblances qui inévitablement se rencontrent entre eux et les pays capitalistes. La tentative d'étudier les espèces supérieures, plus développées, avec les catégories des espèces plus arriérées, mène dans le ravin, même dans les sciences sociales. Qui se prête à des semblables mystifications se prive d'un patrimoine d'expériences que les communistes doivent au contraire s'approprier pour accomplir leurs tâches. Pour ceci, nous dédions un chapitre de ce Manifeste Programme au bilan de l'expérience historique des premiers pays socialistes.

En conclusion, les trente années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre Mondiale constituèrent dans l'ensemble une période de reprise de la bourgeoisie. Toutefois les forces révolutionnaires pendant quelques années continuèrent leur avancée et remportèrent quelques succès d'une grande signification (Cuba, Indochine). Mais, surtout, en résistant au révisionnisme moderne elles s'enrichirent de l'expérience de la Grande Révolution Culturelle

Prolétarienne (1966-1976).

A contre-courant par rapport à la majorité du mouvement communiste mondial, le Parti communiste chinois mena en effet une longue lutte contre le révisionnisme moderne au niveau international, et chercha à mener en avant la transition vers le communisme en République populaire de Chine. Même si la lutte du PCC n'a pas inversé dans l'immédiat le cours du mouvement communiste mondial, ni n'a réussi à l'empêcher que le PCC lui-même tombe entre les mains des révisionnistes, elle a laissé aux communistes du monde entier le maoïsme comme troisième supérieure étape de la pensée communiste, après le marxisme et le léninisme, bilan de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne et de l'expérience de la lutte de classe dans les premiers pays socialistes.

Le maoïsme a enrichi et développé la pensée communiste par des apports dont il faut tenir compte principalement dans cinq domaines :

1. la Guerre Populaire Révolutionnaire de Longue Durée (*) comme forme universelle de la révolution prolétarienne ;
2. la révolution de Nouvelle démocratie dans les pays semi-féodaux opprimés par l'impérialisme ;
3. la nouvelle nature de la bourgeoisie dans les pays socialistes et la lutte de classe sous le socialisme ;
4. la ligne de masse (*) comme méthode principale de travail et de direction du Parti communiste ;
5. la lutte entre deux lignes comme moyen principal pour défendre le Parti communiste de l'influence de la bourgeoisie et le développer (59).

Le succès du révisionnisme moderne fit reculer le mouvement communiste par rapport aux résultats atteints à la fin de la première crise générale du capitalisme. Mais le succès des révisionnistes modernes était par la force des choses temporaire.

Par sa nature, le révisionnisme est un frein au développement du mouvement communiste, une contretendance par rapport à la tendance principale et, dans le pire des cas, ramène au capitalisme, d'où par la force des choses, renaît le mouvement communiste.

Le développement pratique des événements dérivés de son succès temporaire a enseigné à tous les communistes que le révisionnisme sert les intérêts de la bourgeoisie impérialiste.

L'effondrement auquel le révisionnisme a mené, à la fin des années 80, une grande partie des institutions créées pendant la première vague de la révolution prolétarienne, comparable par sa gravité à l'effondrement des partis social-démocrates en 1914, a créé une des conditions nécessaires pour une nouvelle et plus haute reprise du mouvement communiste.

1.6. La seconde crise générale du capitalisme et la nouvelle vague de la révolution prolétarienne

Dans les trente années (1945-1975) écoulées après la conclusion de la Seconde Guerre Mondiale, la bourgeoisie impérialiste a de nouveau épuisé les marges d'accumulation qu'elle s'était créée avec les bouleversements et les destructions des deux guerres mondiales. A partir des années 70 le monde capitaliste est entré dans une nouvelle crise générale par surproduction absolue de capital (*). L'accumulation du capital ne peut plus se poursuivre dans le cadre des systèmes internes et internationaux existants. Par conséquent, le processus de production et de reproduction des conditions matérielles d'existence de la société entière est bouleversé, à un moment dans un point à un moment dans un autre, dans une mesure toujours plus profonde et plus diffuse.

En apparence, les capitalistes sont aux prises à un moment avec l'inflation et la stagnation, à un moment avec l'oscillation violente des taux de change entre les monnaies ; ici avec l'explosion des déficits publics, là avec la difficulté de trouver des marchés pour les marchandises produites ; à un moment avec la crise et le boom des Bourses et à un autre avec la souffrance des dettes extérieures et le chômage de masse.

Les capitalistes et leurs porte-paroles ne peuvent pas comprendre la cause unique des problèmes qui les harcèlent. Mais la surproduction de capital produit ses effets même si les capitalistes ne la reconnaissent pas et même si n'en ont aucune conscience les intellectuels dont la compréhension des événements ne dépasse pas les horizons dans lesquels les capitalistes sont enfermés par leurs intérêts matériels, malgré que quelques uns de ces intellectuels se proclament marxistes et même marxistes-léninistes ou marxistes-léninistes-maoïstes. Les contradictions économiques entre les groupes impérialistes deviennent à nouveau antagoniques : le gâteau à se partager n'augmente pas autant que nécessaire pour valoriser tout le capital accumulé et **chaque groupe ne peut croître qu'au détriment des autres.**

Dans tous les pays impérialistes, les contradictions économiques entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires deviennent à nouveau ouvertement antagoniques. Dans tous les pays impérialistes, la bourgeoisie élimine les unes après les autres les conquêtes que les masses travailleuses avaient arrachées, soit en les abrogeant (échelle mobile, stabilité du poste de travail, conventions collectives nationales de travail, etc.), soit en les laissant tomber en ruine, soit en privatisant les insti-

tutions dans lesquelles elles se réalisaient (école de masse, institutions d'aide sociale, systèmes de santé, industries publiques, services publics, etc.). Le capitalisme à visage humain a fait son temps.

Dans tous les pays impérialistes la bourgeoisie abolit au fur et à mesure ces règlements, normes, pratiques et institutions qui dans la période d'expansion avaient atténué ou neutralisé les effets les plus déstabilisants et traumatisants du mouvement des capitaux individuels et les points culminants des cycles économiques. A présent, dans le cadre de la crise, chaque fraction de capital trouve que ces institutions sont une entrave inacceptable à la liberté de ses mouvements pour se conquérir un espace vital. La libéralisation, la privatisation des entreprises économiques d'Etat et en général publiques sont à l'ordre du jour dans chaque pays impérialiste. Le mot d'ordre de la bourgeoisie est dans chaque pays la «flexibilité» des travailleurs, c'est-à-dire la liberté pour les capitalistes d'exploiter sans limites les travailleurs.

Cela rend dans chaque pays impérialiste le régime politique instable. Cela rend chaque pays moins gouvernable par les mécanismes qui avaient fonctionné jusqu'à hier. Les tentatives de remplacer pacifiquement ces mécanismes par d'autres, qui en Italie se synthétisent dans la réforme de la Constitution, s'envolent régulièrement en fumée. En réalité, il ne s'agit pas de changer des règles, mais de décider quels capitaux doivent être sacrifiés pour que les autres puissent se valoriser, et aucun capitaliste n'est disposé à se sacrifier. Entre les capitalistes, seule la guerre peut décider. En effet, dans les relations entre les groupes bourgeois, le mot d'ordre n'est plus principalement à l'accord et au partage, mais principalement à la lutte, à l'élimination et aux armes.

Les tentatives, au niveau interne et international (ONU), de réduire l'expression politique des contradictions précisément parce que celles-ci croissent, l'expansion du recours des classes dirigeantes à des procédés criminels et à des milices extralégales et privées, la création de barrières électorales, l'accroissement des compétences des gouvernements et des appareils administratifs au détriment des assemblées électives, la restriction des autonomies locales, la limitation par la loi des grèves et des protestations, etc. sont à l'ordre du jour dans chaque pays impérialiste. Les mesures et, encore plus, les opérations répressives se répandent dans chaque pays. L'augmentation de la répression des masses populaires est la réponse universelle que donne la bourgeoisie à chaque contradiction économique et

sociale qu'elle même engendre.

Chaque État impérialiste, pour entraver la croissance de l'instabilité du régime politique dans son pays, doit recourir toujours plus à des mesures qui augmentent l'instabilité des autres États : de l'abolition en 1971 de la convertibilité du dollar en or et du système monétaire de Bretton Woods (46), à la politique des hauts taux d'intérêt et de l'extension de la dette publique suivie par le gouvernement fédéral des USA dans les années 1980, aux mesures protectionnistes et de promotion des exportations commerciales toujours plus souvent adoptées par chaque État, à la guerre qui se profile entre les systèmes monétaires du dollar et de l'euro, à l'agression de pays opprimés dont les Autorités font obstacle à la recolonisation (en premier lieu les pays arabes et musulmans : Iraq, Afghanistan, etc.).

La « mondialisation » est devenue le drapeau qui couvre et justifie les agressions de brigandage des États et des groupes impérialistes dans tous les coins du monde, la nouvelle « politique de la canonnière ». La lutte pour la survie de son ordre social pousse la bourgeoisie impérialiste à élargir et à rendre plus impitoyable la guerre d'extermination (*) non-déclarée qu'elle mène contre les masses populaires dans chaque coin du monde.

Des millions d'hommes et femmes, enfants et personnes âgées, de tout âge, race et pays, sont chaque année tués par les guerres, les privations, la pollution, le pillage du territoire, la dépravation et des maladies curables. Une partie importante de l'humanité est reléguée à vivre dans des conditions de misère, de marginalisation sociale, d'ignorance, d'abrutissement intellectuel et moral, de précarité. Cela contraste non seulement avec les sentiments et les conceptions que les hommes ont à présent développés en masse, mais aussi avec les possibilités matérielles et intellectuelles disponibles, et cela engendre dans les masses populaires une résistance toujours plus étendue et acharnée. La lutte pour la direction de cette résistance est l'objet de la lutte politique de la période en cours.

La crise par surproduction absolue de capital a donné lieu à la seconde crise générale du capitalisme : une crise économique qui se transforme en crise politique et culturelle. Une crise mondiale, une crise de longue durée.

La plus grande partie des pays semi-coloniaux est d'abord devenue un marché où les groupes impérialistes ont écoulé les marchandises que la surproduction de capital rendaient excédentaires ; ensuite un champ dans lequel les mêmes groupes ont employé comme capital de prêt les capitaux qui dans les pays impérialistes ne pouvaient être employés comme capital productif qu'à un taux de profit décroissant ou qui, si

employés comme capital productif, auraient réduit la masse du profit ; enfin un terrain que les groupes impérialistes doivent envahir directement pour en faire un nouveau champ d'accumulation de capital.

Les groupes impérialistes razzient les ressources humaines et naturelles des pays semi-coloniaux, ils les ravagent et leur œuvre accomplie, ils les abandonnent et se transfèrent dans d'autres pays. Les pays coloniaux sont réduits à nouveau au rang de colonies, mais maintenant de colonies *collectives* des groupes impérialistes, si bien qu'aucun d'entre eux n'assume aucune responsabilité pour la conservation à long terme des sources de profit et de rente. L'émigration sauvage et atroce de masses de travailleurs et une suite interminable de guerres sont les conséquences inévitables de cette nouvelle colonisation.

Dans la plupart des premiers pays socialistes (*), les régimes instaurés par les révisionnistes modernes se sont trouvés d'abord broyés dans l'étau de la crise économique en cours dans les pays impérialistes dont ils s'étaient rendus dépendants commercialement, financièrement et technologiquement ; ils se sont donc écroulés en révélant la fragilité politique des régimes mêmes. La bourgeoisie a dû prendre acte qu'il était impossible de restaurer graduellement et pacifiquement le capitalisme et a précipité ces pays dans des spirales de misère et de guerre, en les ouvrant à la restauration violente et à n'importe quel prix. Le système impérialiste les a avalés, mais il ne réussit pas à les digérer. Ils ont, au contraire, accéléré le processus de la crise générale y compris dans les pays impérialistes³.

Tout cela vient créer une nouvelle situation de

³ NdT - *De facto*, la défaite du « bloc » soviétique en 1989-91 a ouvert une courte période de reprise de l'accumulation ou, au moins, de ralentissement de la crise générale. Cette période s'est caractérisée par une reprise de la croissance, une diminution du chômage, et sur le plan politique par des gouvernements de centre-gauche bourgeois, *sociaux-libéraux* : Clinton, Blair, Jospin, Prodi, Schröder, en 1999 la quasi-totalité des 15 Etats membres de l'UE. Cette période de « reprise » a été de courte durée : dès le nouveau siècle a repris la fuite en avant réactionnaire, et la multiplication des guerres impérialistes - qui n'ont jamais cessées.

D'autre part, si les pays « socialistes » révisionnistes étaient dépendants de l'URSS (par la *division internationale du travail*), celle-ci n'était pas « dépendante » des pays impérialistes, mais bien en train de devenir de plus en plus un pays impérialiste (qu'est aujourd'hui la Russie). Ce qui est vrai, c'est qu'elle était insérée dans le système impérialiste mondial avec un modèle économique trop faible (ou trop rigide) pour résister à la crise générale. Les théories « prochinoises » (*trois-mondisme*) sur la « nouvelle superpuissance unique » soviétique (milieu-fin des années 70), voire « d'impérialisme suprême, monopoliste d'Etat », étaient effectivement totalement fausses.

guerre et de révolution, analogue à celle qui existait au début du siècle dernier. Le monde doit changer, et inévitablement il changera.

Les systèmes actuels des pays impérialistes et les actuelles relations internationales entravent la poursuite de l'accumulation de capital, et donc seront inévitablement subvertis. Ce sera aux grandes masses, en prenant l'une ou l'autre voie, de « décider » si le monde changera encore sous la direction de la bourgeoisie, en créant des systèmes différents dans une société encore capitaliste, ou s'il changera sous la direction de la classe ouvrière et dans le cadre du mouvement communiste, en créant une société socialiste. Toute autre solution est exclue par les conditions objectives existantes : les efforts des partisans d'autres solutions, en pratique, feront le jeu de l'une de ces deux solutions qui sont les seules possibles. Telle est la nouvelle situation révolutionnaire en développement, dans laquelle se déroule et se déroulera notre travail de communistes.

Les divergences importantes entre communistes, et la confusion qui règne encore dans nos rangs, concernent justement la reconnaissance que nous sommes de nouveau dans une situation révolutionnaire en développement, et la ligne à adopter pour développer à partir de celle-ci la révolution et la conduire jusqu'à l'instauration de nouveaux pays socialistes.

La bourgeoisie impérialiste cherche à dépasser la crise actuelle par surproduction absolue de capital et à se conquérir ainsi une nouvelle période de reprise, par l'intégration des ex-pays socialistes dans le monde impérialiste, par les recolonisations et un plus grand

degré de capitalisation de l'économie des pays semi coloniaux et semi-féodaux (34), par une destruction de capital de dimensions adaptées dans les pays impérialistes mêmes. Elle combine ces trois solutions d'une manière différente de pays à pays et de phase en phase. Chacune de ces solutions tend d'abord vers une période de guerres et de bouleversements. Chaque guerre est et sera évidemment présentée aux masses sous les habits les plus flatteurs : expédition humanitaire, guerre pour la paix, guerre pour la justice, guerre pour la défense de ses droits et besoins vitaux, guerre contre le terrorisme, « dernière des guerres ». Mais la porte de sortie de cette période et la direction que prendra la mobilisation des masses qui dans tous les cas se développera, et que la bourgeoisie impérialiste elle-même dans tous les cas devra promouvoir, sera décidé par la lutte entre les Forces Subjectives de la Révolution Socialiste et les forces subjectives de la bourgeoisie impérialiste. En définitive, le dilemme est : soit la révolution précède la guerre, soit la guerre engendre la révolution (60).

La classe ouvrière peut en effet dépasser la situation révolutionnaire actuelle en prenant la direction de la mobilisation des masses populaires et en les guidant à la bataille contre la bourgeoisie impérialiste, jusqu'à conquérir le pouvoir et entamer la transition du capitalisme au communisme sur une échelle encore plus grande que celle qui s'est produite pendant la première crise générale. Telle est la voie de la reprise du mouvement communiste, déjà en action dans le monde, qui a ses points qualitativement les plus hauts dans les guerres populaires révolutionnaires, déjà en phase avancée dans certains pays (Népal, Inde, Philippines, Pérou, Turquie).

1.7. L'expérience historique des premiers pays socialistes

Il y a plus d'un siècle, la classe ouvrière constituait le premier État socialiste, la Commune de Paris (mars-mai 1871). La Commune ne dura que quelques mois et fut toujours en guerre pour sa survie contre les forces coalisées de la réaction française et de l'État allemand. Elle a toutefois constitué, par son expérience pratique et même par le massacre, de dimensions qu'on n'avait plus vu depuis longtemps en Europe, par lequel la bourgeoisie chercha à en rayer jusqu'au souvenir, une source d'enseignements précieux dans laquelle a puisé

tout le mouvement communiste qui a suivi.

Par conséquent, comme l'a dit Marx, « Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré pour l'éternité, comme le héraut glorieux d'une nouvelle société » (61).

C'est toutefois pendant la première vague de la révolution prolétarienne que la classe ouvrière a constitué sur une large échelle les premiers pays socialistes. Ils offrent un immense patrimoine d'expériences pour nous, communistes.

1.7.1. En quoi consiste le socialisme ?

Avant d'être une théorie, avant d'exister dans la conscience des communistes, le communisme a commencé à exister comme mouvement pratique, comme processus à travers lequel les rapports sociaux de production et les autres relations sociales se transforment pour s'adapter au caractère collectif que les forces productives ont assumé dans le cadre du mode de production capitaliste.

Le communisme est le mouvement de l'humanité entière qui se transforme de façon à mettre, à la base de sa vie économique, la possession commune et la gestion collective et consciente de ses forces productives par les travailleurs associés. La réalisation de cet objectif implique la transformation non seulement des rapports de production, mais aussi de toutes les relations sociales et donc, également, de **l'homme lui-même**, la création d'un « homme nouveau », nouveau par ses sentiments, sa conscience, sa façon de gérer soi-même et ses relations.

Selon l'usage introduit par Marx, nous appelons **socialisme** la première phase du communisme, la phase de transition du capitalisme au communisme (62).

La transition du capitalisme au communisme est un mouvement objectivement nécessaire et inévitable. Le caractère collectif des forces productives affirme inévitablement, dans une certaine forme et mesure, déjà ses droits dans la société impérialiste, avant même que ne soit instauré le socialisme. Dans la société impérialiste, ces droits s'expriment négativement, par des tentatives de soumettre tout le mouvement économique de la société bourgeoise, donc tous les capitalistes, aux « associations de capitalistes » (État, organismes économiques publics, monopoles, sociétés financières, etc.) que certains capitalistes cherchent de manière répétée à créer, en se heurtant à chaque fois à l'impossibilité d'éliminer la division du capital en fractions opposées, à l'intérieur de chaque pays et au niveau mondial ; par la soumission hiérarchique et administrative, au-delà d'économique, du reste de la population à ces associa-

tions de capitalistes ; par la répression et la suffocation des manifestations les plus contradictoires et destructives des relations bourgeoises ; par la tentative d'instaurer la direction et le contrôle des capitalistes sur les consciences et les comportements de la masse des prolétaires. En conclusion, par des tentatives de réprimer les manifestations les plus destructives des rapports de production capitalistes, qui par leur nature n'admettent ni ordre ni direction.

Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale, en particulier le capitalisme monopoliste d'État, sont en fait la préparation des prémisses matérielles, sont la préparation matérielle du socialisme la plus complète que l'on puisse imaginer dans le capitalisme, sont l'antichambre du socialisme (31) (63). Mais le saut de la société capitaliste, même la plus préparée pour le socialisme, vers le socialisme, est constitué par la révolution socialiste, par l'élimination de l'État de la bourgeoisie et l'instauration de l'État de la classe ouvrière.

Le socialisme est la transformation des rapports de production et du reste des rapports sociaux promue et dirigée par la classe ouvrière, qui par cette transformation réalise son émancipation. Confondre les sociétés socialistes avec les sociétés à capitalisme monopoliste d'État veut dire effacer la distinction entre les classes, faire de l'inter-classisme dans le domaine théorique, et mène à des tentatives désespérées de comprendre un mode de production supérieur avec les catégories de l'inférieur.

Toutefois, la transition du capitalisme au communisme est un processus complexe et de longue durée. La conquête du pouvoir est seulement son commencement, elle ouvre seulement la voie à la transformation. Il s'agit pour les travailleurs de se transformer en masse de façon à devenir capables de se diriger eux-mêmes et de trouver les formes associatives et d'organisation adaptées à réaliser leur direction sur leur propre processus de travail, sur eux-mêmes et

sur leur entière vie sociale.

La transition du capitalisme au communisme dans la société socialiste se manifeste par l'instauration de la direction de tout le mouvement économique de la société par la communauté des travailleurs. La substance de la transition du capitalisme au communisme, qui se réalise dans la société socialiste, consiste justement dans la formation de **l'association des travailleurs du monde entier**, qui prend possession des forces productives déjà sociales et qui a instauré entre ses membres des rapports sociaux qu'elle même dirige.

Dans la société bourgeoise ont déjà été posées certaines prémisses de la formation de cette association : le Parti communiste et les organisations de masse. Elles ne concernent cependant qu'une part minime des travailleurs et présentent encore beaucoup de limites par rapport à l'égalité réelle des individus qui les composent (division dirigeant-dirigés, homme-femmes, etc.). Elles sont renforcées par les luttes révolutionnaires à travers lesquelles le prolétariat parvient à la conquête du pouvoir. La complète constitution de cette association, son articulation en organisations et institutions, la création et la consolidation de rapports sociaux adéquats à celle-ci et à l'englobement dans celle-ci de l'entière population, constituent le résultat de l'entière époque historique du socialisme : c'est en cela que consiste principalement la transition du capitalisme au communisme.

Lorsque cette association atteindra la capacité de diriger la totalité du mouvement économique et spirituel de la société, sa formation sera accomplie. Il s'agira, même dans ce cas, d'un processus quantitatif qui produira un changement qualitatif. Nous n'aurons alors plus besoin ni d'État ni de Parti communiste et les dirigeants seront de simples délégués à remplir temporairement des fonctions déterminées, remplaçables à tout moment, parce que des milliers d'autres individus sauront remplir ce rôle aussi bien qu'eux.

Dans la société socialiste, le caractère collectif des forces productives s'exprime donc positivement, comme moteur de la transformation de la société héritée du capitalisme, de la suppression de la propriété privée et de groupe de toutes les forces productives y compris de la force de travail (« de chacun selon ses capacités ») ; de l'élimination de la division de la société en classes, de l'élimination des discriminations entre hommes et femmes, entre adultes et jeunes ; des différences entre ville et campagne et

entre pays, régions et secteurs arriérés et pays, régions et secteurs avancés ; de l'élimination de la différence entre travail manuel et travail intellectuel ; de la diffusion de masse d'un haut niveau culturel et des aptitudes à mener des activités d'organisation, de projet et de direction ; d'une distribution des biens d'usage individuel selon le principe « à chacun selon ses besoins » ; de l'instauration d'une communauté mondiale dans laquelle le moteur du développement de la productivité du travail humain est la réduction de la fatigue et de la durée du travail obligatoire et la croissance des libres activités créatrices, des activités « spécifiquement humaines » et des relations sociales de chaque individu (2). Ce processus de transformation quantitative donnera lieu à un **saut qualitatif**, qui **changera la nature du travail** : celui-ci ne sera plus une condamnation et une obligation, mais sera devenu l'expression principale de la créativité de chaque homme, le besoin, l'expression et la manifestation première de son existence sociale (64).

L'expérience de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes a confirmé ce que l'analyse marxiste du mode de production capitaliste avait déjà mis en lumière : le passage de l'humanité du capitalisme au communisme se réalise et ne peut se réaliser que par une progression par vagues successives dont le moteur est la lutte parmi les classes.

À chaque nouvelle vague, de nouveaux peuples passent au socialisme et la transformation des sociétés socialistes vers le communisme progresse plus avant. À la vague succède le reflux : les transformations sont assimilées, répandues, concrétisées, vérifiées, corrigées, consolidées, écartées, bloquées ou inversées. Des avancées et des reculs sont inévitables pendant que l'humanité dans sa complexité s'ouvre la voie vers le communisme.

La bourgeoisie et ses porte-paroles, dans les périodes d'avancée, luttent avec une sauvage détermination pour la briser et la saboter ; et à chaque reflux, ils se précipitent de proclamer que le communisme est impossible, que le communisme est mort. Mais le capitalisme ne résout aucun des problèmes qui avaient poussé les classes et les peuples opprimés vers le communisme. Donc, ceux-ci répéteront leurs tentatives tant qu'elles ne seront pas couronnées de succès. Le prolétariat et ses porte-paroles apprennent également de chaque reflux, ils accumulent les forces matérielles et spirituelles par lesquelles ils préparent la nouvelle période d'avancée, qui immanquablement suit chaque période de reflux.

1.7.2. Le socialisme triomphe dans un ou quelques pays à la fois, pas en même temps dans le monde entier

Les premiers pays socialistes ont impliqué une partie limitée, bien que considérable de l'humanité, environ **un tiers**. Le mouvement communiste est, par sa nature, **mondial**.

L'unité économique du monde, créée par le capitalisme, se reflète dans le caractère international de la situation révolutionnaire qui permet à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, et dans le **caractère mondial qu'aura le communisme** (53).

Mais le déséquilibre dans le développement matériel et spirituel des différents pays et des différentes parties de l'économie mondiale sous le capitalisme, se reflète dans le fait que la classe ouvrière a conquis, et probablement aussi à l'avenir conquerra le pouvoir à des moments différents dans les différents pays. Donc, la transition du capitalisme au communisme commencera à des moments différents et procédera à des rythmes différents et dans des formes différentes dans les différents pays. Aujourd'hui encore, beaucoup de pays doivent accomplir une révolution démocratique qui élimine les rapports de dépendance personnelle (patriarcaux, esclavagistes, féodaux, cléricaux, etc.) : c'est seulement sur la base de cette révolution démocratique qu'il sera possible d'instaurer le socialisme.

Le parcours de la transition aussi, sera nécessairement différent, parce qu'il reflétera soit les différences des points de départ (la profondeur de la révolution démocratique, le degré de capitalisation de l'activité économique et de subsumption (*) de la société dans le capital, le niveau auquel s'est affirmé le caractère collectif des forces productives) (9) (34), soit la diversité

des caractères nationaux qui tardent à disparaître, bien que le capitalisme ait fortement atténué l'isolement des nations et des pays.

Dans le bilan de l'expérience des premiers pays socialistes, il faut tenir compte qu'ils ont impliqué des sociétés englobées dans le système impérialiste mondial, mais pas encore « réellement subsumées » (34) dans le capitalisme, et où la révolution démocratique n'avait pas encore accompli son œuvre historique. Leur englobement dans le système impérialiste mondial empêchait qu'ils éliminent les vieux rapports de production et accomplissent l'élimination des rapports de dépendance personnelle sans instaurer le socialisme. Ils durent combiner la lutte pour éliminer de vieux modes de production précapitalistes, la lutte pour éliminer les rapports de dépendance personnelle correspondants, et la lutte pour rendre collectives des forces productives encore principalement individuelles, avec le socialisme.

Donc, les formes et les institutions du socialisme que nous avons vues dans les premiers pays socialistes sont profondément différentes de celles qu'aura le socialisme lorsqu'il sera instauré dans les pays impérialistes. Ce n'est pas par hasard que, dès le IIe congrès de l'Internationale Communiste, Lénine et Staline ont systématiquement exhorté les communistes des pays impérialistes à ne pas prendre la Russie et l'Union soviétique pour modèle.

Malgré ces importantes différences, l'expérience des premiers pays socialistes est pour nous riche d'enseignements.

1.7.3. Les phases traversées par les premiers pays socialistes

L'existence des pays socialistes créés pendant la première vague de la révolution prolétarienne couvre une période relativement brève, de 1917 à aujourd'hui. Malgré de grandes différences de pays à pays, dans leur existence les premiers pays socialistes ont traversé fondamentalement trois phases (65).

La première phase a débuté par la conquête du pouvoir de la part de la classe ouvrière et de son Parti communiste (presque partout à la tête d'une révolution de nouvelle démocratie). Elle est caractérisée par des transformations qui éloignent les pays socialistes du capitalisme et des modes de production précapitalistes, et les mènent vers le communisme. C'est la phase de « la construction du socialisme ». Cette phase a duré pour l'Union soviétique presque 40 ans (1917-1956), pour les démocraties populaires

d'Europe orientale et centrale environ 10 ans (1945-1956), pour la République populaire de Chine moins de trente ans (1950-1976).

La seconde phase a débuté lorsque les révisionnistes modernes ont conquis la direction du Parti communiste et inversé le sens de la transformation. C'est la phase caractérisée par la tentative d'instaurer ou de restaurer graduellement et pacifiquement le capitalisme. Plus aucun pas n'est accompli vers le communisme. Les germes de communisme sont étouffés. De l'espace est donné aux rapports capitalistes encore existants et on cherche à ramener à la vie ceux qui ont disparu. On reparcourt à reculons le chemin parcouru dans la première phase, jusqu'à la pathétique proposition de NEP faite par Gorbatchev à la fin des années 80 (66) ! C'est la phase de « la tentative de restaura-

tion pacifique et graduelle du capitalisme ». Cette phase s'est ouverte pour l'URSS et les démocraties populaires de l'Europe orientale et centrale grosso modo en 1956 et a duré jusqu'à la fin des années 80, pour la République populaire de Chine elle s'est ouverte en 1976 et est encore en cours⁴.

⁴ NdT - Pour les maoïstes de France, et la plupart des maoïstes du monde, la restauration du capitalisme en Chine n'a pas été exactement « pacifique », dès le début (le coup d'Etat de Deng et Hua Guofeng s'est traduit par des centaines de milliers d'emprisonnements et d'exécutions) et encore moins aujourd'hui, avec 80.000 soulèvements populaires par an, des centaines d'exécutions, des migrants de l'intérieur du pays traités comme des immigrés clandestins et des esclaves dans leur propre pays. Les marxistes-léninistes non-maoïstes considèrent, eux, que la Chine n'a jamais été socialiste et que la restauration est due aux « déviations » de Mao.

La majorité des uns et des autres considèrent même que la Chine (depuis l'an 2000 au moins) est devenue un pays impérialiste, opinion assez largement partagée par les travailleurs de pays africains.

La restauration a par contre effectivement été beaucoup plus graduelle, avec conservation des apparences socialistes, en

La troisième phase est la phase de « la tentative de restauration du capitalisme à n'importe quel prix ». C'est la phase de restauration sur grande échelle de la propriété privée des moyens de production et de l'intégration à n'importe quel prix dans le système impérialiste mondial. C'est la phase d'un nouvel affrontement violent entre les deux classes et les deux voies : restauration du capitalisme ou reprise de la transition vers le communisme ? Cette phase s'est ouverte pour l'URSS et les démocraties populaires de l'Europe orientale et centrale grosso modo en 1989 et est encore en cours.

URSS et dans les « pays frères », jusqu'à la perestroïka au moins, et plus pacifique, au moins jusqu'en 1989. Aujourd'hui les pays « de l'Est » sont des pays dominés (principalement par les pays de l'Ouest européen : France, Allemagne, Italie, Autriche), et la Russie, après une période d'humiliation (comparable à l'Allemagne après 1918 ou au Japon après 1945) est clairement un pays impérialiste.

1.7.4. Les pas accomplis par les premiers pays socialistes vers le communisme dans la première phase de leur existence

Le socialisme est la transformation des rapports de production, du reste des rapports sociaux et des conceptions connexes pour les adapter au caractère collectif des forces productives, et le renforcement du caractère collectif des forces productives pour lesquelles celui-ci est encore secondaire.

Donc, les pas en avant accomplis par la classe ouvrière durant la première phase de l'existence des premiers pays socialistes doivent être identifiés dans les rapports de production (propriété des forces productives, rapports entre les travailleurs dans le processus productif, distribution du produit), dans le reste des rapports sociaux (politique, droit, culture, etc.) et dans les conceptions, dans la conscience des hommes et des femmes.

Quels ont-ils été les principaux pas en avant ?

1. L'État et le pouvoir politique.

- Rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière et création d'un système de dictature du prolétariat.
- Mobilisation des masses pour assumer les tâches de l'Administration Publique (organisations de masse et Parti communiste).
- Internationalisme prolétarien et soutien à la révolution prolétarienne dans le monde entier.
- Coexistence pacifique entre pays à des régimes sociaux différents (contre l'agression que les États et les groupes impérialistes tendaient à déclencher contre les pays socialistes).

2. La transformation dans les rapports de production.

2a - Propriété des moyens et des conditions de la production.

- Élimination de la propriété privée des principales structures productives, élimination des rapports mercantiles entre les principales unités productives : attribution des tâches productives et des ressources à travers le Plan, distribution planifiée des produits entre les secteurs et les unités productives.
- Transformation des activités individuelles (paysannerie, artisanat, etc.) en activités coopératives.
- Obligation universelle d'effectuer un travail socialement utile.
- Atténuation de la propriété privée de la capacité de travail, en particulier de la capacité de travail la plus qualifiée.
- Développement à grande échelle du travail volontaire pour faire à face aux nécessités sociales (samedis communistes).

2b - Rapports entre les individus dans le travail.

- Élimination des discriminations au détriment des femmes et des minorités nationales et raciales.
- Mesures d'intégration entre travail manuel et travail intellectuel (de direction, d'organisation, de projet, administratif, comptable, etc.).
- Distribution entre toute la population du travail intellectuel et du travail nécessaire (dans les domaines culture, récréatif, politique, etc.).

- Mesures d'intégration entre travail simple (abstrait) et travail complexe (concret).
- Intégration de la ville et de la campagne : urbanisation de la campagne.

2c - Distribution du produit entre les individus (67).

- Élimination des revenus ne provenant pas du travail (profits, rentes, intérêts, droits d'auteur, etc.).
- Rétribution des travailleurs selon la quantité et la qualité du travail accompli.
- Augmentation de la disponibilité libre ou quasi libre de biens de consommation de première nécessité.
- Fourniture de certains services en fonction de la nécessité (instruction, assistance sanitaire, etc.).
- Attribution des privilèges pas encore éliminables, à la fonction plutôt qu'à l'individu.

3. La transformation dans les rapports superstructurels.

- Constitution des organisations de masse basées sur le centralisme démocratique et attribution à celles-ci de l'organisation et de la gestion d'un nombre croissant d'activité de l'Administration Publique (réduction du rôle des fonctionnaires publics professionnels).

- Promotion de l'accès universel à l'instruction à chaque niveau et pour chaque âge.
- Élimination des religions d'État, des privilèges des églises et liberté universelle pour tous les cultes et religions, liberté de ne professer aucun culte et de professer et propager l'athéisme.
- Lutte contre les sectes et sociétés secrètes.
- Diffusion et approfondissement des autonomies locales dans tous les domaines (politiques, culturels, économiques, éducatifs, judiciaires, de l'ordre public, militaires, etc.) : les soviets en Union soviétique, les communes en Chine populaire.
- Reconnaissance de la maternité, du soin et de l'éducation des enfants comme fonction sociale.
- Émancipation des femmes vis-à-vis des hommes.
- Émancipation des adolescents et des jeunes vis-à-vis des parents.
- Lutte contre les discriminations nationales et raciales.
- Les intellectuels du secteur culturel au service des travailleurs, et la diffusion des activités culturelles parmi les travailleurs.
- Contrôle de masse sur les dirigeants et sur les membres du Parti communiste.
- Épuration périodique des dirigeants.

1.7.5. Les pas en arrière accomplis par les révisionnistes modernes dans la seconde phase de l'existence des premiers pays socialistes

Les pas en arrière effectués pendant la seconde phase des pays socialistes sont identifiables avec le même critère utilisé pour déterminer les pas en avant accomplis pendant la première phase.

1. L'État et le pouvoir politique.

- Abolition des mesures qui défendaient la nature de classe du Parti (« Parti du peuple tout entier ») et du système politique (« État du peuple tout entier ») et ouverture aux représentants des classes privilégiées.
- Fin des campagnes de mobilisation des masses pour assumer de nouvelles et plus larges tâches dans le domaine économique, politique et culturel.
- Intégration économique, politique et culturelle des pays socialistes dans le monde impérialiste : substitution de la coexistence pacifique entre pays à régimes sociaux différents et du soutien à la révolution prolétarienne, par la compétition économique, politique et culturelle entre les pays socialistes et les pays impérialistes.

2. La transformation dans les rapports de production.

2a - Propriété des moyens et des conditions de la production.

- Introduction de l'autonomie financière des entreprises.
- Atténuation du rôle du Plan dans la distribution des produits entre secteurs et unités productives.
- Introduction de rapports directs entre unités productives, et de l'échange de biens et services.
- Elargissement de la propriété individuelle (dans les campagnes, dans le commerce de détail, dans les prestations de travail entre privés).
- Abolition de l'obligation universelle d'effectuer un travail socialement utile.
- Atténuation du rôle social du travail volontaire.

2b - Rapports entre les individus dans le travail.

- Atténuation ou élimination des mesures d'intégration et de combinaison du travail manuel et du travail in-

tellectuel (de direction, d'organisation, de projet, administratif, comptable, etc.).

- Atténuation ou élimination des mesures qui faisaient participer toute la population au travail nécessaire et qui promouvaient la participation des travailleurs manuels au travail intellectuel (dans les domaines culturel, récréatif, politique, etc.) : exaltation du professionnalisme au détriment de l'orientation politique et idéologique des dirigeants.
- Élargissement de la division entre travail simple (abstrait) et travail complexe (concret).
- Relâchement des mesures destinées à combiner ville et campagne.
- Développement inégal entre zones géographiques et donc promotion de contradictions entre les masses.

2c - Distribution du produit entre les individus.

- Légitimation des revenus ne provenant pas du travail (profits, rentes, intérêts, droits d'auteur, etc.).
- Utilisation des augmentations de revenus pour faire taire les contradictions entre les masses et les Autorités.
- Rôle principal attribué aux incitations économiques individuelles pour augmenter la productivité du travail.
- Diminution de la disponibilité libre ou presque libre des biens de consommation de première nécessité.
- Réduction de la fourniture de services en fonction de la nécessité (instruction, assistance sanitaire, etc.), introduction de deux catégories de services (publics et privés) et détérioration des services publics.

1.7.6. Comment a-t-il pu se produire que les révisionnistes modernes prennent le pouvoir ?

La possibilité du retour en arrière est inhérente à la nature des pays socialistes.

Nier cette possibilité équivaut à nier que la lutte de classe continue même après que la classe ouvrière ait conquis le pouvoir.

En général, les pays socialistes ont accompli dans la première phase de leur existence de grands pas dans la transformation de la propriété des moyens de production, le premier des trois aspects des rapports de production. « La transformation socialiste de la propriété est chez nous pour l'essentiel accomplie », disait Mao dans les années 60. Mais la propriété individuelle subsistait encore dans une petite mesure et la propriété de groupes de travailleurs était encore présente sur une large échelle (kolkhozes, communes, coopératives). En outre, était encore dans une large mesure non résolu le problème de l'élimination de la propriété privée de la force de travail, y compris de la force de travail la plus qualifiée : techniciens, intellectuels, scientifiques, etc. Tout cela concerne le premier aspect des rapports de production.

Dans les pays socialistes, au terme de la première

- Légalisation et légitimation morales de l'enrichissement individuel.

3. La transformation dans les rapports superstructurels.

- Transformation des organisations de masse (qui étaient auparavant principalement des organes de participation des masses populaires à la gestion de la vie sociale) en organes de l'Administration Publique ou en organes de contrôle sur les masses populaires.
- Décadence des organisations de masse dépourvues de leur rôle, et des autonomies locales.
- Atténuation de la lutte en faveur de l'émancipation des femmes vis-à-vis des hommes.
- Revalorisation du rôle de la famille envers les adolescents et les jeunes.
- Concession de privilèges aux églises et au clergé en échange de leur collaboration et loyauté au pouvoir politique.
- Augmentation du rôle des fonctionnaires professionnels dans l'accomplissement des fonctions sociales.
- Autonomie des intellectuels vis-à-vis des travailleurs.
- Abolition du contrôle de masse sur les dirigeants et les membres du Parti communiste.
- Abolition de l'épuration périodique des dirigeants.
- Érection de la fidélité aux dirigeants et à l'organisation, et de la discipline, en critères principaux d'appartenance au Parti communiste, en lieu et place du dévouement à la cause du communisme, de la ligne politique et du lien avec les masses.

phase la masse des travailleurs était encore loin de pouvoir se diriger directement, était encore loin de la situation, pour citer Lénine, dans laquelle « même une cuisinière peut diriger les affaires d'État », même si ils avaient accompli des pas en avant dans cette direction, et même si les prémisses matérielles pour parvenir à cette situation ont été, sur le plan historique, pleinement posées par le capitalisme lui-même (68). Tant que les membres de la population ne sont pas en masse dans cette situation, celui qui dirige n'est pas un simple délégué remplissant temporairement une fonction socialement nécessaire, substituable à tout instant par des milliers d'autres tout aussi capables. Il dispose d'un pouvoir personnel que la grande majorité des autres individus n'est pas en mesure d'exercer et qui est cependant socialement nécessaire : il ne peut pas être simplement supprimé (comme le soutiennent les anarchistes). Tout cela concerne le second aspect des rapports de production et les rapports superstructurels.

Les pays socialistes, au terme de la première phase, étaient encore loin de pouvoir réaliser une distribution des produits basée sur le principe « à chacun selon ses

besoins », même si ils avaient fait quelques pas en avant dans cette direction et même si les prémisses matérielles pour réaliser cette condition ont été, sur le plan historique, pleinement posées par le capitalisme lui-même (69). Dans la mesure où cette condition n'est pas réalisée, ceux qui dirigent, pour accomplir leurs tâches, disposent de conditions de vie et de travail dont les autres membres de la population ne disposent pas en masse. La distribution « à chacun selon la quantité et la qualité de son travail » crée en elle-même une grande disparité entre les individus, elle tend à rétablir des rapports d'exploitation, et ouvre en outre mille voies détournées à des violations du principe « à chacun selon la quantité et la qualité de son travail » lui-même. Tout cela concerne le troisième aspect des rapports de production et les rapports superstructurels (70).

Dans les pays socialistes dans la première phase de leur existence, avaient été faits de grands pas en avant pour mettre la culture, l'art et la science au service des travailleurs, de sorte que le patrimoine culturel, artistique et scientifique serve les travailleurs pour comprendre et résoudre les problèmes de leur vie spirituelle et matérielle. Toutefois la culture, l'art et la science constituaient encore dans une large mesure des secteurs dans lesquels prédominait la conception bourgeoise. Les intellectuels, artistes et scientifiques se considéraient comme des personnes spéciales et vivaient par beaucoup d'aspects une vie à part et privilégiée. La masse de la population bénéficiait encore de façon limitée du patrimoine culturel, artistique et scientifique de la société.

Dans chacun des domaines indiqués de la vie sociale, dans les premiers pays socialistes, existait une lutte acharnée entre bourgeoisie et classe ouvrière. Dans les pays socialistes, la bourgeoisie est constituée pour l'essentiel par cette partie des dirigeants de la nouvelle société (du Parti, de l'État, des organisations de masse, de l'Administration Publique, des autres institutions sociales) qui s'opposent à la transformation et suivent la voie du capitalisme (71). Leur présence alimente les tendances et les rêves de restauration. Des tendances et des rêves de restauration qui conduisent inévitablement à des tentatives de restauration. Ceci est une donnée objective, qui sera présente dans toute l'époque socialiste, dans tous les pays socialistes.

Qu'est ce qui transforme cette possibilité en réalité ? Les erreurs de la gauche. Ce furent de telles erreurs

qui, en s'accumulant et en n'étant pas corrigées, devinrent systématiques jusqu'à constituer une ligne d'instauration ou de restauration du capitalisme, et de suffocation des germes de communisme, et jusqu'à permettre que la direction soit assumée par les promoteurs et les partisans de la restauration.

L'erreur est inhérente à toute expérience nouvelle, qui n'a pas de précédents.

L'étude approfondie de l'expérience des pays socialistes et la collaboration fraternelle avec les communistes des premiers pays socialistes, fourniront aux communistes la possibilité d'éviter de commettre les erreurs déjà commises dans les premiers pays socialistes, et en général, la possibilité de commettre moins d'erreurs.

La lutte entre deux lignes dans le Parti communiste, la conscience de la lutte de classe, la connaissance de la bourgeoisie des pays socialistes, la pratique de la critique et de l'autocritique et en général les enseignements autour de la lutte de classe au sein la société socialiste, synthétisés dans le maoïsme, permettront aux futurs pays socialistes de progresser plus loin que les premiers.

Le motive principal de l'écroulement des régimes révisionnistes à la fin des années 80 est la crise générale du monde capitaliste. Elle n'a plus permis de continuer la lente et graduelle érosion du socialisme.

La bourgeoisie qui gouvernait les pays socialistes n'était plus en mesure de faire face aux dettes contractées envers les banques et les institutions financières internationales, n'était pas en mesure de mobiliser les masses des pays socialistes pour faire face aux conséquences d'une annulation des dettes étrangères, et elle s'était réduite à brader des marchandises et des ressources des pays socialistes sur le marché impérialiste, précipitant ainsi la crise économique interne qui se transforma en crise politique.

La bourgeoisie des pays impérialistes avait besoin de nouveaux terrains d'investissement, de nouvelles rentes et de nouveaux marchés ; en outre elle faisait face avec une difficulté croissante à l'action de dérangement que les pays socialistes amenaient dans ses relations avec les masses des pays impérialistes eux-mêmes, avec les semi-colonies et dans les relations entre les groupes impérialistes eux-mêmes. La bourgeoisie a dû donc jouer le tout pour le tout : une partie douloureuse pour les masses, mais très risquée pour la bourgeoisie. Elle a jeté le masque, et la lutte entre les deux classes et les deux voies est, désormais, à nouveau ouverte dans tous les anciens pays socialistes.

1.7.7. Les enseignements des pays premiers socialistes

Au cours de leur brève existence, les premiers pays socialistes :

1. ont montré que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit posséder un Parti communiste et ont fourni des grands et vastes enseignements sur la nature de ce Parti ;
2. nous ont enseigné que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit prendre la direction du reste du prolétariat et des masses populaires (Front) ;
3. ont montré que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit construire ses Forces Armées, qui doivent détruire le vieil État et la vieille Administration Publique de la bourgeoisie, et que la classe ouvrière doit instaurer sa dictature ;
4. ont montré que la classe ouvrière doit maintenir sa dictature pour un temps indéterminé ;
5. ont montré que la classe ouvrière doit mobiliser les masses, les organiser et les former à assumer des tâches toujours plus vastes dans l'Administration Publique, dans l'économie et dans la superstructure par un système articulé d'organisations de masse ;
6. ont énormément enrichi les enseignements de la Commune de Paris, et ont montré que la dictature du prolétariat combine, dans un rapport d'unité et de lutte, la croissante participation des masses organisées à la gestion de la vie sociale avec l'action d'institutions étatiques fondées sur la hiérarchie et le caractère professionnel (voir chapitre 3.1 point 2 de ce *Manifeste Programme*) ;
7. ont fourni une démonstration à grande échelle que le communisme est possible : dans la première phase de leur existence ils ont donné une réponse pratique affirmative, et sur grande échelle, à la question à laquelle Marx et Engels avaient donné par la force de choses une réponse uniquement théorique (72) ;
8. ont montré de quelles grandes entreprises sont capables les masses populaires guidées par la classe ouvrière ;
9. ont fourni une masse énorme d'expériences concrètes sur comment organiser la vie et transformer les rapports sociaux dans tous les domaines de l'activité économique, culturelle, artistique, scientifique, etc. ;
10. ont montré que, une fois constitués, les pays socialistes ne peuvent être vaincus par aucune agression extérieure (la République hongroise des Conseils de 1919 fut étouffée dans les premiers mois) ;
11. ont montré que la lutte de classe continue même après la conquête du pouvoir, et même après avoir pour l'essentiel transformé les rapports de propriété des moyens de production (travail mort) ;
12. ont montré que la culture et en général les activités superstructurelles sont le domaine dans lequel la résistance de la bourgeoisie est la plus tenace et la plus

dure à vaincre ;

13. ont montré que dans les pays socialistes, la bourgeoisie de laquelle peuvent provenir les tentatives de restauration, est constituée pour l'essentiel par cette partie des dirigeants du Parti, de l'État, de l'Administration Publique et des organisations de masse qui s'opposent aux pas qu'il est possible et nécessaire d'accomplir vers le communisme ;
14. ont montré que l'involution (retour en arrière) est un processus possible, mais difficile et lent et d'autant plus difficile qu'est avancée la transformation vers le communisme et que les masses ont été des protagonistes actives du processus de transformation.

L'histoire de la troisième phase des pays socialistes, confirme que la restauration du capitalisme n'est pas possible, autrement que par un bouleversement et une décadence générale de la société qui prendra une période dont nous ne connaissons pas la durée.

Il est impossible de ramener pacifiquement les hommes et les femmes formés par le socialisme à vivre dans un système inférieur : il faut les déformer, les estropier et les violer dans une mesure que nous ne réussissons, jusqu'à présent, pas à imaginer. Après plus de 15 ans de « révolution démocratique », les anciens pays socialistes restent encore le maillon faible de l'impérialisme, les pays où le sort de la bourgeoisie est le plus périlleux⁵.

De même la Commune de Paris a servi de guide

⁵ NdT - Il existe une solution pour la bourgeoisie : le FASCISME, qui est l'instrument de la bourgeoisie pour canaliser à son profit la mobilisation des masses qui, autrement, deviendrait révolutionnaire. Le fascisme comme celui qu'a instauré Poutine en Russie (à un moment où la situation devenait de plus en plus révolutionnaire), exaltant à la fois la « Russie éternelle » et l'héritage soviétique (Staline vu uniquement comme un « patriote » et un grand chef militaire, l'époque « bénie » de Brejnev, l'hymne soviétique repris avec des paroles nationalistes et religieuses, etc.), et le sentiment anti-occidental. Ou encore le fascisme qui grandit partout en Europe de l'Est (passée de la coupe soviétique à celle de l'Europe occidentale : Allemagne, France, Italie...).

En Chine, le pouvoir contre-révolutionnaire exalte le nationalisme, la grandeur du pays et l'idéologie confucéenne de soumission à l'Etat et à l'autorité : on peut parler de « fascisme à la chinoise », au service des plans impérialistes de la Chine actuelle.

D'une manière générale, il ne faut pas perdre de vue le **travail de sape** opéré pendant la « restauration pacifique et graduelle » (années 50-80 en URSS, grosso modo 1976-89 en Chine). A mesure que le socialisme s'effrite et que le capitalisme avance, l'individu socialiste s'effrite aussi ! Le chauvinisme national et local, l'individualisme ou le clanisme familial : toutes choses qui ont été réintroduites petit à petit dans les sociétés soviétiques, est-européennes, chinoise ou vietnamienne, choses qui ne sont pas tombées du ciel lors du rétablissement franc et ouvert du capitalisme (à partir de 1989, même en Chine : la répression de Tienanmen a marqué le rejet du modèle démocratique bourgeois occidental, mais pas du capitalisme !).

aux communistes pour accomplir leur tâche pendant la première vague de la révolution prolétarienne, l'expérience de l'Union soviétique, de la République populaire de Chine, des autres pays socialistes et de la

Révolution Culturelle Prolétarienne doivent servir de guide aux communistes dans l'accomplissement de leur tâche dans la seconde vague de la révolution prolétarienne.

1.8. Conclusions

L'expérience de la lutte de classe que nous avons repris nous enseigne que le communisme est devenu économiquement nécessaire, plus encore que possible. Il est économiquement possible et nécessaire que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Le mouvement politique des sociétés bourgeoises, en raison de causes économiques que la bourgeoisie ne peut pas éliminer, est tel que périodiquement se présentent de longues périodes de crise et d'instabilité politique (situations révolutionnaires de longue durée). Pour débiter la transition, il faut que la classe ouvrière résolve les problèmes politiques et culturels de sa transformation en classe dirigeante, en somme qu'elle se dote d'un « vrai » Parti communiste, afin de profiter de ces situations révolutionnaires pour cumuler des forces jusqu'à arriver dans des conditions favorables à l'affrontement décisif avec la bourgeoisie impérialiste, et instaurer son pouvoir comme unique pouvoir politique sur le pays entier.

Par rapport aux communistes qui jouèrent leur rôle dans la première vague de la révolution prolétarienne, qu'est-ce qui a changé ?

1. Nous avons en notre faveur l'expérience de la première crise générale et de la première vague de la révolution prolétarienne, et l'expérience des premiers pays socialistes. Ces expériences sont synthétisées dans le maoïsme, troisième supérieure étape de la pensée communiste, après le marxisme et le léninisme.
2. La faillite du révisionnisme moderne comme politique prolétarienne est aujourd'hui manifeste pour tout le monde : toute sa prétention à la vérité et à la scientificité a été démasquée par la pratique.

Dans les pays socialistes, les révisionnistes modernes ont pendant une longue période cherché à restaurer pacifiquement le capitalisme en rongant et en soudoyant pas après pas les institutions et les structures de la société socialiste, en rendant impossible leur fonctionnement, en faisant pourrir et métastaser les contradictions, en redonnant place dans le domaine économique, politique et culturel à tous les éléments et à toutes les pratiques arriérées héritées de la vieille société bourgeoise ou féodale. Le projet de restauration pacifique du capitalisme a cependant échoué grâce à la résistance des masses⁶. Les révisionnistes modernes ont seulement

réussi à plonger les pays socialistes dans le chaos et à mener la situation à un point tel qu'un nouvel affrontement ouvert est devenu inévitable. Les révisionnistes modernes sont partis une main devant une main derrière, leur place prise par les partisans ouverts de la restauration, décidés à la réaliser au prix de toutes les violences et coercitions, au prix de n'importe quel sacrifice et souffrance pour les masses. La ligne de front entre les partisans de la reprise de l'avancée vers le communisme et les partisans de la restauration du capitalisme, les nouveaux « gardes blancs », et le déploiement des forces respectives constituent le processus qui se manifeste dans les échauffourées de ces dernières années⁷.

Dans les pays impérialistes, les révisionnistes modernes ont pu se lever et s'affirmer grâce à la phase d'expansion et de développement économiques qui a eu lieu dans les trente années suivant la Seconde Guerre Mondiale. Ils ont été les organisateurs et les gérants des institutions et des pratiques dans lesquelles s'est concrétisé le projet de construire un capitalisme à visage humain, et ont été les prédicateurs de l'illusion qu'il pouvait durer et s'étendre indéfiniment.

Dès lors qu'il y a eu volte-face et que la bourgeoisie a commencé à démanteler les unes après les autres les institutions et les pratiques du capitalisme à visage humain, s'est réduit le terrain sur lequel les révisionnistes modernes reposaient, et a commencé leur incessant déclin. Le réformisme a perdu la base réelle (les conquêtes économiques, politiques et culturelles) qui lui donnaient sa force, il est devenu et devient chaque jour plus un réformisme sans réformes, velléité, aventurisme, discours vide que les masses fuient.

La force des groupes et des partis réformistes et de leurs vieilles organisations de masse (syndicats, etc.) provient proportionnellement toujours moins du soutien des masses, et toujours plus des faveurs de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie pourra toujours moins faire confiance aux réformistes pour gouverner les masses, et donc toujours moins leur prodiguera ses faveurs, bien qu'ils restent souvent sa dernière ressource pour diviser les masses suffisamment pour les réprimer avec succès : ils ouvrent en effet la voie à la mobilisation réactionnaire des mas-

faillite. Mais l'aile gauche, révolutionnaire, prolétarienne du PC d'URSS n'a pas su en prendre la tête, et le PC de Chine (même la ligne de Mao) l'a sans doute sous-estimée.

⁷ NdT - Comme par exemple en Chine, avec les *incidents de masse* (soulèvements populaires).

⁶ NdT - Résistance qui s'est manifestée dès les premières années du processus de restauration, pour se décupler encore à partir des années 70, quand la crise générale du capitalisme est venue acculer le "modèle" économique soviétique à la

ses, dont ils deviendront cependant, au moins en partie, eux-mêmes des victimes.

Dans les pays semi-coloniaux, la conciliation avec l'impérialisme a maintenu la plupart des pays semi-coloniaux dans un état de retard économique et culturel, de dépendance et de fragilité politique. Appelés dans le langage des impérialistes « pays en développement », la croissance économique et culturelle est resté pour la plupart d'entre eux un mirage. Le développement de la crise générale arrache jour après jour inexorablement le rideau des « miracles économiques » et met à nu l'exploitation, la misère, la faim et les crimes que la bourgeoisie impérialiste cachait avec eux. La domination de l'impérialisme et des groupes indigènes féodaux, capitaliste-bureaucratiques et compradores a détruit les conditions aussi primitives soient-elles de survie des larges masses, et jeté la plus grande partie de la population mondiale (qui habite dans ces pays) dans un état de marginalisation et de sous-alimentation chroniques qui la pousse toujours plus à l'émigration sauvage dans les pays impérialistes. Dans presque tous les pays semi-coloniaux, ont cependant grandi le prolétariat et les forces révolutionnaires. L'avidité et la rapacité des banquiers impérialistes et de leurs serviteurs locaux font de la révolution de nouvelle démocratie l'unique moyen de survie pour les vastes masses.

3. La contradiction entre le caractère collectif des forces productives et les rapports de production capitalistes est devenue plus ouverte et plus aiguë. Le processus productif des sociétés actuelles est devenu encore plus profondément et diffusément l'œuvre collective d'un organisme mondial ; chaque partie de celui-ci ne peut fonctionner que si fonctionnent également les autres et grâce au fonctionnement de toutes les autres. Dans les soixante années traversées depuis la conclusion de la Seconde Guerre Mondiale, ont été réduits à l'extrême les espaces des systèmes autonomes individuels ou locaux de production. Sur le plan économique, le monde est devenu plus étroitement un organisme unique, même si toujours plus déchiré de contradictions, précisément à cause du caractère capitaliste des rapports entre les parties qui le constituent. L'unité du monde créée par le capitalisme devient plus profonde, mais précisément pour cette raison, les formes bourgeoises de cette unité deviennent toujours plus une source de malaise, d'abus, de rébellion, de guerres, de révolutions, de dévastation et de pillage.

Les capitalistes et leurs disciples prétendent, en effet, encore baser le fonctionnement d'un organisme de ce genre sur la possession individuelle des forces productives et sur le vol du temps de travail d'autrui, comme aux temps auxquels le fonctionnement et le résultat des forces productives dépendaient principalement des ressources et de l'énergie du seul individu ou

du groupe qui en disposaient. Dans les sociétés bourgeoises, les spéculateurs sont devenus les « héros de notre temps ». Il est impossible éliminer cette contradiction si on n'élimine pas le capitalisme : les contradictions qui déchirent les différentes sociétés impérialistes et la société mondiale (y compris, en particulier, la destruction de l'environnement, qui dans les cinquante dernières années est devenue une contradiction universelle) dérivent en définitive de cette contradiction fondamentale, même si ils dérivent d'elle à travers une série de passages intermédiaires qui donnent parfois à leurs manifestations concrètes des apparences complètement différentes. La réalité est que ceux qui ont de l'argent et qui donc peuvent avoir l'initiative économique, veulent et doivent gagner vite et beaucoup, le maximum, et les masses doivent gâcher leur énergie pour eux, en se détruisant elles-mêmes et leurs conditions de vie.

4. La bourgeoisie n'a pas la moindre possibilité de mettre fin directement à la crise actuelle, elle peut seulement plonger à nouveau le monde dans une longue période de guerres et de révolutions de dimensions que nous n'imaginons pas encore aujourd'hui.

Les structures qui dirigent le processus productif des sociétés actuelles (capitalisme monopoliste d'État, capital financier, monopoles mondiaux) sont des superstructures, excroissances du capitalisme d'ancien style, fait de capitalistes producteurs de marchandises, de commerçants et de banquiers, de spéculateurs et de profiteurs, de producteurs et de vendeurs de marchandises qui constituent encore le gros des sociétés bourgeoises (73).

Ces structures reposent sur la large base de la production mercantile capitaliste et de la propriété individuelle capitaliste des forces productives. Toute association de capitalistes et tout accord entre les capitalistes sont donc temporaires, fonctionnant au profit des capitaux individuels et minés de l'intérieur par la contradiction entre les différentes fractions de capital. La prétendue capacité des États et des associations nationales et internationales de capitalistes, de planifier le mouvement économique de la société, de le diriger selon un plan préalablement tracé, de contrôler et diriger le mouvement économique, politique et culturel de la société, en somme la prétention d'être entré dans un nouveau mode de production, le *néo-capitalisme*, qui aurait dépassé les points faibles du vieux capitalisme, se révèle sous nos yeux être une illusion de certains, un mensonge intéressé d'autres, un fantasme halluciné d'autres encore. Le plan du capital n'a jamais existé que comme vanité des têtes d'œuf du capital et comme spéculation des « opéris-tes » (*) et de leurs professeurs de l'« école de Francfort » (74) (75).

5. La classe ouvrière est plus nombreuse et plus répandue dans le monde et la prolétarisation a augmenté. L'expansion du mode de production capitaliste en Chine, en Inde, dans beaucoup d'autres pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, a multiplié les forces motrices du nouveau système social. La mondialisation, l'expansion des monopoles internationaux (multinationaux) et l'émigration de masse que la bourgeoisie impérialiste impose aux masses populaires du monde entier, sont en train de créer un prolétariat international comme figure concrète : l'internationalisme prolétarien acquiert des nouveaux instruments de force. De vastes masses ont eu, avec les premiers pays socialistes, une expérience récente, pratique et directe du socialisme.

6. La lutte des femmes pour leur émancipation et pour assumer un rôle paritaire dans la vie sociale est devenue une composante plus importante et plus consciente du mouvement communiste. Avec le développement que l'humanité a connu dans le domaine du mode de production capitaliste, ont été maintenant définitivement éliminées toutes les conditions objectives sur lesquelles pendant des millénaires s'est basée l'asservissement des femmes aux hommes : la procréation comme œuvre essentielle à la conservation de l'espèce, la force musculaire comme composante essentielle de la force de travail et de l'aptitude au combat, etc.

La discrimination des femmes, comme la discrimination raciale, la religiosité et d'autres aspects arriérés de la société, survit seulement parce qu'elle est utile à la bourgeoisie pour prolonger la survie de son système social. La bourgeoisie entrave l'émancipation des femmes, parce qu'elle s'appuie sur chaque division au sein des masses populaires, parce qu'elle a engagé à son soutien toutes les forces survivantes du passé (en particulier l'Église Catholique) ; et parce que la mobilisation des femmes pour assumer dans la vie sociale un rôle paritaire avec les hommes, est en contradiction avec la nécessité qu'a la bourgeoisie de maintenir l'ensemble des masses populaires dans un état de sujétion.

Au contraire, la lutte contre le capitalisme demande la mobilisation des ouvrières et des ménagères des familles ouvrières, la lutte pour l'instauration du socialisme demande la mobilisation des femmes des masses populaires, la marche vers la société communiste exige l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes : trois facteurs qui rendent nécessaire de la part du mouvement communiste d'assumer l'émancipation des femmes comme son objectif, et ouvrent la voie à la mobilisation des femmes pour leur émancipation. La lutte des femmes pour leur émancipation est devenue une composante du mouvement communiste et élargit le champ des forces motrices de la nouvelle vague de la révolution prolétarienne (76).

7. Le désastre écologique est devenu une démonstration objective et universelle de la nécessité de dépasser le mode de production capitaliste.

La croissance illimitée de la production de marchandises, comme moteur de la production de plus-value, que par sa nature le capital pousse sans limite en avant ; les effets de la concurrence entre capitalistes producteurs de marchandises sur la nature des marchandises et sur le processus productif (de la forme de la production sur le contenu de la production) ; l'exclusion en masse de la majeure partie de l'humanité des activités spécifiquement humaines (2) ; la croissance de la consommation de masse comme moyen d'ordre public (un des piliers de la contre-révolution préventive) (*) ; la propriété privée des ressources naturelles ; l'anarchie liée à la division du capital entre de multiples capitalistes ; le frein que le mode de production capitaliste impose à la recherche scientifique et à l'application des découvertes scientifiques à la production de biens et services et au reste des activités humaines : voilà les sept facteurs qui ont produit et développent le pillage des ressources naturelles, la pollution de l'environnement et la dévastation de la planète jusqu'à faire de l'élimination du mode de production capitaliste une condition indispensable pour la survie de l'espèce humaine.

L'expérience a démenti toutes les théories par lesquelles quelques représentants et partisans de la bourgeoisie ont cherché à attribuer le désastre écologique à autre chose qu'au capitalisme lui-même⁸. En particulier, elle a montré qu'il ne dépend pas de la croissance de la population ni de la quantité limitée des ressources naturelles. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont pas commencé à lancer leurs prophéties lorsque la population mondiale était le tiers de l'actuelle. Les ressources que les hommes puisent dans l'environnement et encore plus les conditions de l'échange entre l'espèce humaine et le reste de la nature, changent avec le type d'activité que les hommes mènent, avec les progrès dans la maîtrise des hommes sur la nature, c'est-à-dire avec les progrès de la science et de la technique, avec le système social.

L'association toujours plus ouverte de l'écologie bourgeoise avec l'oppression de classe (qui peut payer peut polluer, qui ne peut pas payer doit se restreindre) et avec la discrimination raciale et nationale (les pays opprimés ne doivent pas atteindre les niveaux de vie des pays impérialistes), rendent toujours plus clair le caractère de classe du désastre environnemental (76). Cela élargit le champ des forces que la classe ouvrière peut mobiliser dans sa lutte contre le capitalisme et

⁸ NdT - On pense au particulier aux théories « humanophobes », à la limite du darwinisme social et du malthusianisme, d'écologistes « radicaux » comme James Lovelock.

pour l'instauration du socialisme.

La nouvelle crise générale a engendré et engendre une nouvelle situation révolutionnaire en développement. Les masses populaires sont poussées par les conditions objectives à se mobiliser et même la classe dominante devra favoriser leur mobilisation pour faire face à ses problèmes. Elle cherchera à maintenir sa direction sur les masses en développant leur mobilisation réactionnaire. Il n'a pas d'autres voies. La tâche des communistes au cours des années à venir est de faire prévaloir la direction de la classe ouvrière dans la mobilisation des masses, en la transformant ainsi en mobilisation révolutionnaire, en lutte pour le socialisme.

Comment pouvons-nous atteindre cet objectif ?

Les masses populaires se mobilisent pour résister à l'avancée de la seconde crise générale du capitalisme. Le bouleversement matériel et spirituel en cours aujourd'hui au sein des masses est la façon par laquelle elles cherchent à faire face aux situations auxquelles les confronte l'avancée de la crise.

La résistance des masses à l'avancée de la crise comprend soit la défense des conquêtes arrachées (aspect défensif), soit la lutte contre le régime qui les

élimine, soit la lutte contre la répression par laquelle il cherche à étouffer les individus et les organisations initiateurs de la résistance (aspect offensif) (77).

Telle est l'entreprise que les masses doivent accomplir et sur ce terrain s'affrontent les deux classes antagoniques : la bourgeoisie impérialiste pour conserver son pouvoir et sa direction sur les masses populaires, et la classe ouvrier pour les conquérir. Ceci définit la ligne générale du Parti communiste au cours des années à venir : « s'unir étroitement et sans réserves à la résistance que les masses opposent et opposeront à l'avancée de la crise générale du capitalisme, comprendre et appliquer les lois selon lesquelles cette résistance se développe, l'appuyer, la promouvoir, l'organiser et faire prévaloir en son sein la direction de la classe ouvrière, jusqu'à la transformer en lutte pour le socialisme, en adoptant comme méthode principale de travail et de direction la ligne de masse ».

L'application conséquente de cette ligne générale conduit le Parti communiste à définir, sur la base du bilan de l'expérience, des lignes particulières à appliquer dans chaque pays et phase par phase, des formes de lutte et des formes conséquentes d'organisation (la voie de la révolution prolétarienne dans son pays).

Notes pour l'étude du Manifeste Programme

Par ces notes nous visons trois objectifs.

1. Offrir un guide aux camarades qui seront appelés à enseigner et expliquer ce Manifeste Programme aux candidats et au public.
2. Offrir des réflexions et des références aux camarades qui, dans les écoles pour cadres dirigeants, devront approfondir les thèses exposées dans le Manifeste Programme.
3. Montrer que notre conception est basée sur le patrimoine théorique du mouvement communiste, le marxisme-léninisme-maoïsme, et développe celui-ci.

1.

K. Marx (1818-1883) et F. Engels (1820-1895) ont amassé et ont élaboré l'expérience des luttes de la classe ouvrière. À cet effet ils ont utilisé les moyens les plus avancés de connaissance accumulés de l'humanité jusqu'à leur époque :

- la philosophie dialectique de G.W.F. Hegel (1770-1831),
- l'économie politique d'Adam Smith (1723-1790) et David Ricardo (1778-1823),
- le matérialisme des Lumières françaises du XVIII^e siècle.

Références :

V. I. Lénine, *Les trois sources et les trois parties intégrants du marxisme* (1913), vol. 19.

V. I. Lénine, *Karl Marx* (1914), *Œuvres* vol. 21.

F. Engels, *Anti-Dühring* (1878), *Œuvres complètes* vol. 25.

F. Engels, *Ludwig Feuerbach et le point d'abandon de la philosophie classique allemande* (1883).

2.

Un processus d'histoire naturelle

Par cette affirmation, nous voulons indiquer un processus qui a en lui-même et dans les circonstances les propres raisons de se faire. Son déroulement n'est pas fonction d'interventions métaphysiques, mystérieuses, divines. Chaque transformation est fonction de l'action de forces internes à la chose qui se transforme et de forces (conditions, circonstances) extérieures. Les unes et les autres, comme leurs relations réciproques, les hommes peuvent les connaître et les comprendre par une recherche adéquate. Les raisons du développement et de la nature de chaque nouveau stade du processus peuvent se retrouver dans le stade qui l'a précédé, et dans les circonstances dans lesquelles le nouveau stade surgit.

Selon le matérialisme dialectique, chaque phénomène et événement, ceux qui tombent directement sous nos sens comme ceux qui nous connaissons par d'autres voies, ceux qui sont l'objet des sciences naturelles traditionnelles ou en tout cas constituées et reconnues comme les autres, y compris les pensées, les comportements, les sentiments, etc. doivent être étudiés

comme des processus d'histoire naturelle qui se développent chacun selon ses propres lois. Ces lois nous pouvons les découvrir par l'observation empirique, l'expérimentation, et l'élaboration des données de l'une et de l'autre. Beaucoup de choses sont encore inconnues ; nous n'avons pas encore découvert la source et les lois de développement de beaucoup de phénomènes ; mais rien n'est par sa nature insaisissable. Ce qui est proprement humain, ce qui distingue l'espèce humaine des autres espèces animales, est 1. La capacité de connaître, et de vérifier et employer la connaissance dans l'action qui transforme le monde et l'homme lui-même, 2. La capacité d'élaborer, à partir des relations avec la nature et des relations entre des groupes sociaux, et entre les individus des règles et des critères de comportement qui transforment la société et les individus. Ces capacités ont engendré le côté spirituel de l'espèce humaine : un ensemble d'activités, d'institutions et de produits qui au cours de l'histoire de l'humanité, au fur et à mesure surpassent et conditionnent son côté animal. Celles-ci sont les activités « spécifiquement humaines » que les classes dominantes ont en grande partie fermées et ferment encore aux classes exploitées et opprimées : elles en font un monde à elles, réservé aux classes dirigeantes et dominantes. Le communisme sera la société construite par les classes jusqu'à présent exploitées et opprimées, qui auront finalement accédé en masse à ces activités spécifiquement humaines.

3.

Le matérialisme historique

La connaissance de la société humaine et des individus qui la composent concerne et doit concerner de nombreux aspects qui sortent du cadre de l'activité économique : la politique, la morale, la psychologie, les sciences, les arts, les religions, etc. Le développement de ces aspects dans le temps cesse d'apparaître comme une succession plus ou moins fortuite et arbitraire de faits (dans laquelle le hasard et le libre-arbitre sont modérés ou même masqués en recourant à l'intervention divine) et leur enchaînement entre eux devient au contraire compréhensible, si le développement est étudié en le

combinant avec l'histoire des modes de production. La théorie du matérialisme historique a eu, pour les sciences sociales et humaines, une importance analogue à celle qu'a eu la théorie de l'évolution des espèces pour les sciences biologiques.

Références :

K. Marx, *Introduction à la Critique de l'économie politique* (1859).

F. Engels, *Anti-Dühring* (1878), *Œuvres complètes* vol. 25.

F. Engels, *Lettre à K. Schmidt du 27 octobre 1890*, *Œuvres complètes* vol. 48.

V. I. Lénine, *Qui sont les « amis de peuple » et comme ils luttent contre les social-démocrates ?* (1894), *Œuvres* vol. 2.

4.

Les classes

Celui qui, actuellement, cherche à comprendre dans les grandes lignes comme fonctionne la société, découvre que dans chaque pays elle est divisée en grands ensembles appelés classes. Chaque classe occupe dans l'ordonnement de l'activité économique de la société une place déterminée et distincte et joue un rôle qui lui est propre. Dans les grandes lignes, les caractéristiques de chaque classe et ses relations avec les autres dépendent de sa relation avec les moyens de production et les autres forces productives (possession ou propriété), de son rôle dans la division sociale du travail, de la part qu'elle reçoit dans la division du produit social (les trois aspects des rapports de production – voir aussi la note 20 Rapports de production).

Selon la définition classique de Lénine, « on appelle classes ces grands groupes de personnes qui se différencient par la place qu'ils occupent dans le système historiquement déterminé de la production sociale, par leurs rapports (généralement sanctionnés et fixés par des lois) avec les moyens de production, par leur fonction dans l'organisation sociale du travail et, donc, par la mesure de la part de richesse sociale dont ils disposent et par la manière dont ils la reçoivent et dont ils en jouissent. Les classes sont des groupes de personnes, dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, selon la place différente occupée par lui dans un système déterminé d'économie sociale ».

V. I. Lénine, *La grande initiative* (1919), *Œuvres* vol. 29.

Voir aussi le chap. 1.2 de ce Manifeste Programme.

5.

Les forces productives de la société comprennent :

- la capacité laborieuse des individus travailleurs (force de travail),
- les animaux, les végétaux, les minéraux et les autres ressources naturelles employées dans la production,
- l'organisation sociale et les connaissances employées dans le processus de travail (le professionnalisme, la technique et la science),
- les outils, les machines, les installations et les implantations que les travailleurs utilisent dans le processus productif,

- les infrastructures (ports, canaux, routes, etc.) et les réseaux (lignes électriques, oléoducs, etc.) utilisés pour la production.

6.

La division de la société en classes

La division de la société en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'une part, força et habitua les hommes à travailler et à produire plus que ce qui était nécessaire à leur survie immédiate (surtravail et surproduit) et de produire pour des individus qui n'appartiennent pas à sa famille ni à sa tribu : en somme elle fut un pas en avant décisif dans le processus de distinction de l'espèce humaine des autres espèces animales. D'autre part, elle permit que quelques uns d'entre eux se dédient à des activités non nécessaires à leur survie immédiate, dans une mesure telle qu'elle donna lieu à des activités qualitativement supérieures (quantité-qualité). Le patrimoine culturel, scientifique et artistique, et en général la richesse de la société, ont été durant des millénaires le résultat du surtravail et du surproduit établis par la division de la société en classes d'exploités et exploités, d'opprimés et d'opresseurs, et ont été patrimoines exclusifs des exploités et des opprimés.

7.

L'État

Au cours de l'histoire, dans chaque société se sont développées des activités, fonctions et organes, pour la défense des intérêts communs contre les attaques internes et extérieures. Avec le développement de la division de la société en classes, ceux-ci sont devenus un pouvoir indépendant de la société, entre les mains de la classe qui dominait la société entière. C'est l'État. L'État a accompli un processus historique de développement. Dans les grandes lignes les étapes fondamentales ont été : 1. l'État comme organe-fonction de la société (le peuple en armes, la violence comme fonction sociale), 2. l'État comme organe-fonction de la classe dominante (l'État corporatif), 3. l'État comme organe-fonction « au-dessus des classes »⁹, distinct aussi de la classe dominante, ne coïncidant pas directement avec elle, lui appartenant, mais

⁹ NdT - les camarades du (n)PCI entendent, par là, que le capitalisme est un ordre social instable caractérisé par l'anarchie de la production, de la spéculation, etc. : un mode de production où chaque capitaliste est mû, avant tout, par son propre intérêt (la valorisation de son capital) ; alors même que les conditions de la production et de la création de richesse sont collectives (la société, la masse des travailleurs). Il s'agit, en fait, tout simplement de la contradiction entre le caractère social de la production (sur laquelle repose ensuite tout l'aspect financier), et le caractère individuel-privé de la propriété des moyens de production et de l'appropriation de la richesse créée. Afin de préserver l'ordre social et le mode de production, et d'assurer la reproduction de la société et des forces productives, l'Etat de la bourgeoisie doit donc lutter y compris contre les excès des bourgeois pris individuellement... Son rôle est de protéger le capitalisme « y compris contre lui-même » ; y compris contre les capitalistes eux-mêmes.

Il ne faut donc pas comprendre, dans cette phrase, que le (n)PCI accorderait une valeur « neutre », sans contenu de classe, arbitral, à l'Etat moderne, qui reste l'Etat de la bourgeoisie et en particulier des monopoles.

ayant comme tâche suprême la défense de son système social. Tel est l'État capitaliste, l'État moderne. Sur l'argument voir aussi le chap. V - Objection 8 de ce MP.

8.

Productivité du travail humain

La quantité de biens ou de services produits par un travailleur dans l'unité de temps est la productivité de son travail. Lorsque le travail devient collectif, comme dans les usines et les entreprises modernes, il est généralement impossible de distinguer la contribution de chaque travailleur à la production. Le mot d'ordre « à chacun le fruit de son travail » perd sa signification. Dans ce cas la productivité du travail est donnée par la quantité de biens ou de services produits dans l'unité de temps, par une collectivité de travailleurs donnée.

9.

Caractère collectif des forces productives

Pour augmenter la productivité du travail de ses ouvriers, la bourgeoisie a dû rendre les forces productives toujours plus collectives, c'est-à-dire telles que la quantité et la qualité des richesses produites dépendent toujours moins des capacités, de la qualité et des caractéristiques du travailleur pris individuellement et de ses efforts personnels (son dévouement au travail, la durée de son travail, son intelligence, sa force, etc.). Elles dépendent par contre toujours plus de l'ensemble organisé des travailleurs (le collectif de production), du collectif dans le cadre duquel l'individu travaille, des moyens de production dont ce collectif dispose, des conditions dans lesquelles il travaille, de la combinaison des divers collectifs de travailleurs, du patrimoine scientifique et technique que la société emploie dans la production et d'autres éléments sociaux. Suite à cela, le travailleur isolé est réduit à l'impuissance : il ne peut produire que s'il est inséré dans un collectif de production (entreprise, unité productive). Mais, en même temps, se sont créées les conditions pour que croissent la productivité du travail, la conscience de la masse des travailleurs, leur capacité et aptitude à s'organiser, c'est-à-dire à se constituer en collectif et à se diriger, leur aptitude à développer des activités humaines intellectuellement et moralement supérieures, les activités spécifiquement humaines (voir la note 2).

10.

Les conditions objectives et subjectives du communisme

Les conditions objectives pour l'instauration du socialisme, phase inférieure du communisme, consistent dans un certain degré de développement économique. Donc un certain degré de concentration du capital (et donc aussi des travailleurs) et de prolétarianisation des travailleurs et, par conséquent, un certain niveau de productivité du travail et de production des moyens nécessaires à l'existence. Depuis toujours des hommes ont lutté contre la nature pour lui arracher le nécessaire pour vivre. Durant des

siècles, ce qu'une société réussissait à produire ne suffisait pas pour satisfaire tous les membres de la société selon les critères les plus avancés de la société même. Seules les classes exploiteuses et dominantes vivaient à ce niveau supérieur. Dans le capitalisme cet obstacle a été graduellement éliminé. Déjà au XIXe siècle, les crises périodiques de surproduction de marchandises ont montré que cet obstacle était désormais dépassé. C'était désormais le système social qui empêchait que tous les membres de la société disposent des conditions et des moyens nécessaires pour une vie conforme aux critères les plus avancés de la société même.

Les conditions subjectives du socialisme consistent en un degré d'organisation et un niveau de conscience de la masse du prolétariat, telle qu'il soit capable d'agir comme classe distincte du reste de la société et opposée à la classe dominante. Ces conditions ont été atteintes en Grande-Bretagne avec le mouvement chartiste (1838-1850). Dans le reste des actuels pays impérialistes (mis à part le Japon - voir la note 43) elles furent atteintes dans la seconde moitié du XIXe siècle.

11.

La dictature du prolétariat

Les États qui gouvernent actuellement les pays capitalistes sont des organes de la direction de la bourgeoisie impérialiste sur la société entière. Cette classe a le monopole du pouvoir (voir la note 7). Il est économiquement impossible (voir la note 26) que les pays impérialistes soient gouvernés par d'autres classes, quelle que soit la forme (démocratique ou autoritaire, monarchique ou républicaine) par laquelle la classe dominante règle les rapports entre les groupes qui la composent, et entre elle et les autres classes. En ce sens, et pour cela, tous les États des pays capitalistes sont des dictatures de la bourgeoisie. En définitive, dans ces pays un gouvernement ne peut fonctionner que s'il a le soutien de la partie décisive de la bourgeoisie et s'il perpétue et épaulé son système social.

Pareillement, dans les pays socialistes le pouvoir sera le monopole de la classe ouvrière. Donc l'État des pays socialistes sera l'État de la dictature de la classe ouvrière (dictature du prolétariat). Mais, par la nature propre du socialisme, l'immense majorité de la population acquerra et exercera graduellement une liberté et un pouvoir que les travailleurs n'ont jamais eu dans aucune autre société, pas même dans la plus démocratique des sociétés bourgeoises ayant existé. Leur conscience, leur organisation et leur rôle dans la vie politique et culturelle, et en général dans la vie sociale, augmenteront continuellement par la croissance du mouvement communiste conscient et organisé (voir la note 13), avec l'entrée graduelle de l'entière population dans celui-ci. Ainsi arrivera-t-on à l'extinction de l'État. Sur l'argument voir aussi le chap. 3.1. - point 2 de ce Manifeste.

Références :

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

V. I. Lénine, *L'État et la révolution* (1917),
Œuvres vol. 25,

M. Martinengo, *Les premiers pays socialistes* (2003),
Edizioni Rapporti Sociali.

12.

Les systèmes sociaux

Les idéalistes des différentes écoles soutiennent tous, bien qu'avec des arguments différents, que les systèmes sociaux ont d'abord été pensés et ensuite créés. Cela vaut pour les diverses légendes des temps anciens, qui appellent en cause des Dieux ou des personnages législateurs (Moïse, Solon, etc.). Cela vaut pour Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) et ses théories du « contrat social », que les individus auraient stipulé pour constituer la société (théorie qui eut cependant le mérite d'affirmer que le système social est créé par les hommes pour satisfaire leurs nécessités). Cela vaut pour les diverses « robinsonnades » (du roman Robinson Crusoe), théories selon lesquelles la société bourgeoise serait construite à son image par chaque individu sensé (parce que « naturelle »). Toutes ces théories se rattachent chacune à sa manière à la théorie religieuse de Dieu qui aurait créé l'homme, de l'esprit qui crée le monde, de la pensée qui précède l'action.

Dans l'histoire de l'humanité, le premier système social d'abord pensé et ensuite créé sera le communisme. Il sera le début d'une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité, dans laquelle le rapport entre la conscience et l'être social assumera un contenu différent de celui qu'il a eu jusqu'à présent dans l'histoire de l'humanité.

13.

Le communisme

« Le communisme pour nous n'est pas un état des choses qui doit être instauré, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état présent des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des fondements aujourd'hui existants ».

Nous définissons donc le mouvement communiste comme un processus objectif (la transformation des rapports sociaux) vers le communisme, que la société capitaliste accomplit et qui se complétera durant le socialisme, par le mouvement communiste conscient et organisé (*): l'ensemble des partis et des organisations qui se proposent la marche vers le communisme comme objectif, avec le patrimoine respectif de conceptions, d'analyses, de lignes et de méthodes pour réaliser cet objectif, avec un ensemble de relations et avec la division correspondante des tâches (organisations de masse et Parti communiste).

Références :

K. Marx - F. Engels, *L'idéologie allemande* (1845-1846),
chap. 1 (Feuerbach), partie 2, *Œuvres complètes* vol. 5.

Tonia N., *Les deux voies vers le communisme*,
dans *La Voce* n° 15 (2003).

14.

La valeur est un rapport social

Nous considérons ici, parmi les multiples significations qu'a le mot valeur dans la langue italienne, celle qu'il a lorsqu'il s'agit des activités économiques d'achat et de vente. Dans ce contexte, celle-ci indique une qualité bien déterminée des choses objet d'achat et de vente. Pour comprendre l'origine et la nature de cette qualité, des choses, considérons la plus simple, la plus élémentaire et primitive des opérations d'achat et de vente dans lesquelles elle entre en jeu.

Dans le troc (l'échange de produits contre des produits), les deux acteurs de l'échange parviennent à un accord sur la base du fait que chacun donne volontairement à l'autre quelque chose qui est le produit de son travail. Ainsi, chacun reconnaît que le travail de l'autre lui est nécessaire autant que le sien est nécessaire à l'autre, c'est-à-dire attribue une dignité sociale égale à son travail et à celui de l'autre. Telle est la base de leur rapport, et non le lien naturel (de sang, de parenté, de clan, de voisinage, etc.) ou le rapport social de vénération ou de soumission personnelle, par lequel un individu délivre le produit de son travail à un autre. Mais tout cela se produit implicitement et involontairement. Comme cela est arrivé et arrive encore dans beaucoup d'autres domaines de la vie, d'abord on agit et ensuite, peu à peu, les actions modifient ceux qui les accomplissent, leurs comportements, leurs goûts, leurs aspirations, leurs sentiments : en bref leur nature. Enfin, ils comprennent ce que depuis longtemps ils font. Tôt ou tard, aussi, la conscience de ce qu'ils font naît en eux.

Tout ce dont les protagonistes de l'échange raisonnent, dont ils sont conscient et expressément s'occupent, concerne la commune volonté d'échanger et l'accord sur la quantité des deux marchandises à échanger (sur la valeur d'échange de leurs produits). L'aspect constitutif essentiel de leur rapport est qu'il n'y a entre eux ni accord réciproque, préliminaire à la production, ni compréhension de la nature du rapport en cours. Donc, il ne peut y avoir de gouvernement conscient du rapport. Si pour un quelconque motif l'un ou l'autre n'a pas le nécessaire pour échanger au pair, le rapport ne se produit pas, au détriment de tous les deux. Chacun est propriétaire du produit de son travail, c'est-à-dire qu'il en dispose à sa volonté. En l'échangeant, il obtient un produit d'égale valeur. Le principe « à chacun selon son travail » apparaît comme un aspect implicite, évident, juste, dans la production mercantile, précisément parce que, bien qu'involontairement, la quantité (le temps) de travail employé pour sa production est la mesure de la valeur de la chose échangée.

Les socialistes utopistes (à la Proudhon) voulaient

ériger ce principe en règlement de la société bourgeoise : ils ne tenaient pas compte du fait qu'il naît et est l'expression de relations qui par leur nature excluent tout règlement *à priori* de l'échange. Ce principe ne sera érigé en critère conscient de la distribution (un des aspects des rapports de production : voir la note 20) qu'au début de la société socialiste et dans un sens spécifique à elle. Pour en arriver là, auront cependant été nécessaires des conditions sociales très différentes aussi bien de celles dans lesquelles naquit la production mercantile, que de celles dictées par son universalisation comme production mercantile capitaliste. Des conditions objectives (contexte social constitué par la production planifiée dirigée par la classe ouvrière, au lieu de la production esclavagiste, féodale, asiatique, etc. dont la production mercantile était auxiliaire à sa naissance) ; et des conditions subjective (un niveau relativement élevé de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat et de la population).

15.

Valeur et valeur d'échange

La valeur est à un produit du travail ce que le poids est à une masse. Celle-ci a un gravité, c'est-à-dire un poids, seulement si elle se trouve dans un champ gravitationnel. De même, la majesté est une qualité qu'un individu a parce que ses sujets la lui reconnaissent, vivent dans un régime monarchique ; la sacralité est une qualité qu'un prêtre a parce que ses fidèles la lui reconnaissent : ils sont religieux ; etc. Hors de leurs contextes, un roi, des prêtres, etc. ne se distinguent en rien des autres hommes. Nous considérons ici le travail qui est accompli parce qu'il est une activité nécessaire pour survivre (travail nécessaire). Chaque produit d'un tel travail sert donc à quelque chose : dit en d'autres mots, il sert pour un usage, il a une valeur d'usage. Mais il n'a une valeur (en entendant maintenant ce mot dans la signification qu'il a lorsqu'il se réfère à des opérations d'achat et de vente, d'échange) que dans le cadre d'opérations d'échange. En ce sens, le produit du travail est donc une valeur seulement dans le cadre d'une société qui pratique une économie mercantile.

Le travail socialement nécessaire pour produire une marchandise est le temps et le type de travail qui doit être employé pour la produire, sur la base de la productivité normale du travail dans la société considérée. Il est la valeur d'échange de cette marchandise. Il peut varier significativement d'un pays à un autre, à cause des conditions naturelles et de développement atteint par les forces productives. Ainsi, le même produit peut avoir dans un pays une valeur d'échange différente de celle qu'il a dans un autre. Tout comme la même masse a des poids différents selon la force des champs gravitationnels dans lesquels elle se trouve et la sacralité d'un prêtre, ou d'un roi, varie selon la force de la foi respectivement des fidèles et des sujets, de la stabilité de la religion et de la monarchie, etc.

16.

Valeur d'échange et prix

Les critiques stupides ou frauduleux de la théorie de la valeur-travail confondent la valeur d'échange avec le prix courant (le prix sur le marché, etc.). La coïncidence entre les deux, selon la conception marxiste, est un hasard et une exception. Dans la définition du prix courant concourent de nombreux facteurs, outre la valeur d'échange : le taux moyen du profit, la rente, la demande et l'offre, le monopole, les brevets, la publicité et d'autres encore.

Mais nier la valeur et la valeur d'échange, parce que celle-ci ne coïncide pas avec le prix, est aussi sensé que de nier la théorie atomique, les électrons, la force de la gravité, les champs électromagnétiques et mille autres choses qui sont à la base des phénomènes naturels et des sciences naturelles, uniquement parce qu'il s'agit de choses qui ne tombent pas, directement, sous aucun de nos sens.

17.

Force de travail

La force de travail est l'ensemble des qualités et des ressources physiques et intellectuelles qui appartiennent à la personnalité vivante d'un individu et que celui-ci met en œuvre pour produire des biens ou services : des produits de n'importe quel type.

18.

"En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave ?

L'esclave était autrefois vendu une fois pour toutes. L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure. L'esclave isolé est propriété de son maître et il a, du fait même de l'intérêt de son maître, une existence assurée, si misérable qu'elle puisse être. Le prolétaire isolé est propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise; on ne lui achète son travail que quand on en a besoin : il n'a donc pas d'existence assurée. Cette existence n'est assurée qu'à la classe ouvrière tout entière, en tant que classe. L'esclavage est en dehors de la concurrence. Le prolétaire est en plein dans la concurrence et en subit toutes les oscillations. L'esclave est considéré comme une chose, non pas comme un membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu en tant que personne, en tant que membre de la société civile. L'esclave peut donc avoir une existence meilleure que le prolétaire, mais ce dernier appartient à une étape supérieure du développement de la société, et il se trouve lui-même à un niveau plus élevé que l'esclave. Ce dernier se libère en supprimant, entre tous les rapports de la propriété privée, seulement le rapport d'esclavage, grâce à quoi il devient lui-même un prolétaire. Le prolétaire, lui, ne peut se libérer qu'en supprimant la propriété privée [des moyens de production] en général".

F. Engels, *Principes du communisme* (1847), *Œuvres complètes* vol. 6.

19.

Le Capital de Karl Marx

La nature et les lois du mode de production capitaliste ont été exposées par Karl Marx dans son œuvre principale *Le Capital*. Le premier volume fut publié en 1867, le second et le troisième furent publiés à titre posthumes par F. Engels respectivement en 1885 et en 1894, en développant pour la presse des écrits que Marx avait relativement avancés, bien que de façon sommaire, déjà avant l'élaboration définitive du premier volume. Dans cette œuvre, Marx décrit la naissance du mode de production capitaliste et le développement de la société bourgeoise jusqu'au milieu du XIXe siècle.

20.

Rapports de production

Pour produire, les hommes et les femmes entrent dans des rapports déterminés entre eux : les rapports de production. Pour comprendre les questions relatives au passage du capitalisme au communisme, il faut distinguer dans les rapports de production trois aspects :

- la propriété (ou même la simple possession, la liberté de disposer) des moyens et des conditions de la production, des forces productives y compris la force de travail (voir la note 5 et la note 17) ;
- les rapports entre les hommes dans le travail (dans le processus de travail) : la division entre travail manuel et travail intellectuel, hommes et femmes, adultes et jeunes, travail de direction et travail d'exécution, villes et campagne, pays, régions et secteurs avancés et pays, régions et secteurs arriérés, etc. ;
- la distribution de produit.

Références :

V. I. Lénine, *La grande initiative* (1919), *Œuvres* vol. 29.

Mao Zedong, *Notes de lecture du « Manuel d'économie politique »* (1960), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 18 (édition italienne).

21.

La première société ouvrière anglaise que nous connaissons fut fondée par le cordonnier Thomas Hardy (1752-1832). Celle-ci, en plus de faire de l'agitation politique, promut de nombreuses révoltes parmi la population industrielle de Londres et des Midlands. L'État la supprima en 1799, dans le cadre de mesures répressives générales. Mais les mouvements s'étendirent dans l'illégalité et par des luttes sanglantes jusqu'en 1824-1825. Finalement, l'État dut céder et atténua les dispositions qui interdisaient aux ouvriers de s'organiser.

En 1811, autour de Nottingham et dans les districts voisins, des groupes d'ouvriers commencèrent à détruire les nouvelles machines (luddisme). Le mouvement s'étendit après 1814 à tous les districts industriels anglais et fut réprimé par l'État avec des

mesures terroristes.

À partir des années autour de 1830, les ouvriers anglais participèrent activement, au côté de la bourgeoisie, aux luttes pour la réforme de Parlement, en avançant leurs propres revendications (chartisme) et en 1847, ils arrachèrent une loi qui limitait à 10 heures la durée légale de la journée de travail.

22.

Durant la période de son ascension, la bourgeoisie produisit une théorie des rapports économiques et en général des rapports sociaux, scientifique pour autant que l'horizon des intérêts bourgeois le permettait : l'économie politique classique. Les principaux représentants furent Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1778-1823) et Thomas Robert Malthus (1766-1834). Lorsque la bourgeoisie entra dans la phase de son déclin et dut lutter non plus contre les survivants des forces féodales, mais contre la classe ouvrière en ascension, sa production dans le domaine des sciences sociales se dessécha. Sa « science sociale » se réduisit à la description empirique, à la théorie de la gestion des entreprises et des marchés, à l'exaltation ou à la déploration de la société existante et au camouflage des véritables rapports sociaux : économie politique vulgaire, économie politique marginaliste, sociologie, etc. La bourgeoisie ne pouvait plus aller au fond de la recherche des origines et des causes de l'état des choses existant.

23.

La recherche scientifique

La recherche scientifique et technologique s'est constituée aujourd'hui comme un secteur d'activités spécifiques, conduit et destiné systématiquement à augmenter les connaissances et leurs applications. Elles constituent un secteur nouveau d'activité, dont l'expansion est potentiellement illimitée. La conservation du mode de production capitaliste impose cependant des restrictions économiques, culturelles et morales à leur développement. Elles constitueront une partie croissante de l'activité humaine de demain : elles font partie des « activités spécifiquement humaines » (voir la note 2) qui constitueront le gros de l'activité de l'humanité du futur.

Karl Marx, *Traits fondamentaux de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, cahier VII, *Œuvres complètes* vol. 30 (p. 716 et suivantes de l'édition Einaudi (1976)).

24.

La division sociale du travail et la production mercantile

La division du travail entre les groupes et entre les individus, la division sociale du travail, est de loin antérieure à la division en classes et à plus forte raison antérieure à l'échange (économie mercantile). Elle est une fondation de l'une et de l'autre. Mais elle ne se transforme que dans des conditions particulières en division en classes et en échange. Ceux-ci sont des

formes sociales plus développées. En particulier, l'échange appartient uniquement à l'économie mercantile. Les individus d'une même famille, d'une communauté ou d'un village qui consomment en commun, même s'ils sont en permanence adonnés à des travaux distincts, n'échangent pas entre eux les produits du travail respectif. Il n'existe pareillement pas d'échange entre les ateliers d'une même entreprise dont l'un passe son produit à un autre pour le travail suivant.

La disparition de la division en classes n'est absolument pas liée à la disparition de la division sociale du travail et encore moins à la disparition de la division technique du travail (la division des fonctions à l'intérieur d'une unité productive ou d'une équipe de travailleurs). Ce qui disparaîtra avec la division en classes est l'asservissement des individus à la division sociale ou technique du travail. Cet asservissement lie indissolublement et limite un individu à une fonction, et donc le déforme physiquement, intellectuellement et moralement en le conformant au métier qu'il accomplit. Ceci est un aspect de la contrainte générale à laquelle les limites des forces productives ont jusqu'à présent condamné les hommes et les femmes et à laquelle continue à les condamner la persistance du mode de production capitaliste.

25.

Monopole étatique de la violence

Réduire la violence à un monopole public, de la société, en soustrayant l'usage de la violence aux individus, constitua, dans les sociétés primitives, un énorme progrès matériel, intellectuel et moral. La violence cessa d'être un aspect arbitraire des rapports entre les individus, manifestation des états d'esprit et des nécessités individuelles. Son usage devint l'objet de réflexions, de morale, de lois certes primitives, mais qui constituèrent dans tous les cas une avancée et qui firent explicitement de la violence une fonction de la vie sociale.

26.

« Economiquement irréalisables » sont les revendications, les institutions et les conceptions qui sont incompatibles avec la nature du mode de production dominant.

V. I. Lénine, *A propos d'une caricature du marxisme et de l'économisme impérialiste* (1916), *Œuvres* vol. 23.

27.

L'origine de l'État et la division en classes

L'essence de l'État est le monopole de la violence que la classe exploiteuse évoque pour elle-même. L'État est fondamentalement constitué par l'ensemble des organes et des moyens dédiés à l'exercer (Forces Armées, polices, services secrets, systèmes de contrôle, magistrature, prisons, codes, lois et procès, appareils et services spéciaux, etc.). Toutefois, la classe exploiteuse ne se constitue pas comme telle grâce à la violence, mais grâce au rôle que ses membres jouent dans la vie

sociale. Comme l'explique bien F. Engels dans l'*Anti-Dühring*, (*Œuvres complètes* vol. 25), la classe dominante ne maintient pas sa domination uniquement grâce au monopole de la violence. La stabilité et la force de son pouvoir reposent sur le fait qu'elle résout les problèmes de la vie matérielle et spirituelle de la société, sur le fait que les classes exploitées n'ont pas et ne conçoivent pas d'autre moyen de les résoudre, sur le fait qu'elle personnifie la cohésion de la société entière, préside celle-ci et en assure la tutelle et sur sa suprématie idéologique. Le monopole de la violence est sa dernière et extrême ressource. Celle-ci devient d'autant plus décisive que le rôle de la classe dominante est devenu superflu ou même négatif, d'autant plus donc que s'est développé l'antagonisme des classes exploitées face à la classe dominante et que son droit à exploiter est contesté. La contre-révolution préventive (*) est l'axe central de l'activité politique de la bourgeoisie impérialiste : elle est aussi la démonstration et la confirmation que son système social est historiquement dépassé.

L'exposition la plus systématique de la théorie marxiste de l'État est dans l'opuscule de V. I. Lénine, *L'État et la révolution* (1917), *Œuvres* vol. 25. Les conceptions de l'État que les opportunistes et les révisionnistes ont avancé après Lénine, jusqu'à l'« État de tout le Peuple » proposé par Khrouchtchev en 1961 au 22^e congrès du PCUS, ne présentent pas de nouveautés théoriques par rapport à celles démasquées et réfutées par Lénine.

L'origine de l'État est décrite dans l'œuvre de F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884). Antonio Gramsci a mis en lumière dans ses différentes œuvres les sources non étatiques de la stabilité et de la force de la bourgeoisie en Italie.

28.

La non-violence

Qui attribue le succès de Gandhi (1869-1948) dans la lutte pour la fin de la domination britannique sur l'Inde (aboutissant dans l'indépendance en 1947) à la non-violence plutôt qu'au mouvement communiste, et à la première vague de la révolution prolétarienne, non seulement déforme la réalité, mais contribue à maintenir l'asservissement des masses populaires à la bourgeoisie impérialiste. La même chose vaut pour toute exaltation de la non-violence et toute condamnation de la violence qui ne soit pas une condamnation de la violence que les classes dominantes et leurs Autorités exercent sur les classes et sur les peuples opprimés et qu'elles font dominer dans les relations internes et internationales. L'emploi de la violence de la part des classes opprimées pour s'émanciper est le facteur décisif du développement de la civilisation : « *La violence est l'accoucheuse de l'histoire* » ont proclamé Marx et Engels.

29.

Prolétaires et ouvriers

Au cours des premiers siècles de la vie du mode de production capitaliste, le prolétariat était composé presque uniquement par les travailleurs manuels de certains secteurs de l'industrie, parce que seule la production de ces secteurs avait été absorbée (*subsumée*, voir la note 34) dans le mode de production capitaliste. De là l'habitude, qui traîne par inertie auprès de quelques auteurs (en particulier auprès des auteurs qui proclament la « *disparition de la classe ouvrière* »), de considérer comme ouvriers seulement les « travailleurs manuels de l'industrie ». En réalité, pas après pas, le mode de production capitaliste s'est étendu aussi aux autres secteurs de la production de biens et de services, il en a créé de nouveaux et a approfondi la division du travail à l'intérieur des entreprises et dans la société. Dans les sociétés capitalistes modernes, la production capitaliste de services a en général surpassé la production capitaliste de biens, pour le nombre de travailleurs salariés. Par conséquent, les travailleurs d'autres secteurs et les travailleurs non manuels sont également entrés à faire partie de la classe ouvrière : ce sont des travailleurs qui vendent leur force de travail aux capitalistes qui l'acquièrent pour valoriser leurs capital en produisant des marchandises. Le pourcentage d'ouvriers parmi les travailleurs est donc fortement augmenté. Les partisans de la « disparition de la classe ouvrière » sont soit dogmatiques (« *seuls les ouvriers des secteurs industriels traditionnels sont des vrais ouvriers* »), soit confondent l'état social d'ouvrier avec le niveau de conscience et le degré d'organisation que les ouvriers des secteurs traditionnels ont déjà atteint par l'expérience de la lutte de classe et que les ouvriers des nouveaux secteurs doivent encore atteindre, soit encore, sont tout simplement des bonimenteurs auprès des ouvriers pour le compte de la bourgeoisie.

Jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, la classe ouvrière et le prolétariat étaient toutefois encore grosso modo la même chose. « *Par prolétariat on entend la classe des ouvriers salariés modernes qui, ne possédant aucun moyen de production, sont forcés à vendre leur force de travail pour vivre* » (Engels). Dans la phase impérialiste de la société bourgeoise, la prolétarianisation de la société s'est étendue au-delà des ouvriers. Actuellement la classe ouvrière est seulement une composante du prolétariat. D'autres travailleurs ont été réduits à l'état de prolétaires (c'est-à-dire de travailleurs qui pour vivre doivent vendre leur force de travail), même en ne travaillant pas au service d'un capitaliste pour valoriser son capital. On obtient ainsi de nouvelles classes prolétariennes, différentes de la classe ouvrière : les salariés publics (de l'État, des collectivités locales, des services publics) et des organismes sans but lucratif, les salariés d'entreprises non capitalistes (artisanales, familiales, coopératives, etc.), les

salariés employés pour le service personnel des riches. Pour une meilleure compréhension que cet argument, nous renvoyons au chapitre 2.2 de ce Manifeste Programme.

30.

École de communisme

Chaque lutte concrète concerne un problème particulier, est un affrontement sur un aspect particulier du système social et a comme initiateurs et protagonistes les membres d'un groupe social déterminé. Chaque lutte concrète est donc unilatérale. Elle est cependant déjà en tant que telle une école de communisme pour qui y participe. Elle enseigne à s'organiser, à établir et renforcer des relations, à déterminer qui sont les ennemis, à lutter, à découvrir et enrichir les moyens et les formes de lutte. Elle alimente la conscience et la connaissance. Elle éduque en masse les travailleurs à mener une lutte commune, et, à cet effet, à s'organiser. Elle est d'autant plus efficace et en ce sens devient d'autant plus une école de communisme, qu'elle est menée par des méthodes et des critères qui ne sont pas unilatéraux, pas corporatifs ; d'autant plus qu'elle unit les protagonistes directs aux autres travailleurs et les amène à comprendre le soutien que leur exploiteur direct reçoit de sa classe, de l'État, du clergé et d'autres institutions sociales ; d'autant plus qu'elle amène les protagonistes directs à comprendre les raisons sociales de leur condition particulière et à s'unir aux autres travailleurs pour instaurer un nouveau et supérieur système social ; d'autant plus qu'elle éduque et sélectionne les individus les plus généreux et énergiques et commence à en faire des communistes. L'action des communistes augmente la puissance de ce caractère, elle fait et doit faire de chaque lutte une école de communisme de niveau et d'efficacité supérieurs.

École de communisme ne veut pas dire seulement et parfois, ne veut pas dire tout-à-fait recrutement dans le Parti, partage du programme et de la conception des communistes, sympathie pour les communistes. Ceux-ci sont des résultats qui mûrissent dans un temps et dans des modalités différentes selon les classes, les milieux et les individus. École de communisme veut dire d'abord apporter une orientation juste à la lutte en cours et à chaque aspect de la vie sociale et individuelle qui émerge de la lutte ; dans chaque affrontement mobiliser la gauche pour qu'elle rallie à elle le centre et isole la droite ; traiter, apprendre et enseigner à traiter les contradictions au sein du peuple de façon à unir les masses et les mobiliser contre la bourgeoisie impérialiste ; favoriser les liens de la lutte particulière en cours avec les autres luttes ; élargir et mobiliser la solidarité au-delà de l'enceinte des protagonistes directs de la lutte en cours ; exploiter chaque accroche et aspect que la lutte présente pour favoriser l'élévation de la conscience de classe ; mobiliser tous les facteurs favorables et neutraliser ceux défavorables à la victoire de la lutte en cours ; favoriser la participation maximale possible à chaque

niveau de production d'idées, de projets, de direction et de bilan ; identifier les éléments les plus avancés et les pousser en avant ; favoriser la croissance de chaque élément avancé au niveau le plus élevé que chacun peut atteindre ; faire émerger le lien entre les diverses luttes et les divers aspects de la lutte ; enseigner le matérialisme dialectique dans l'action ; enseigner à devenir communiste ; etc. etc. Dans chaque organisation de masse déjà existante, il s'agit d'améliorer son orientation, renforcer l'autonomie, vis-à-vis de la bourgeoisie, de son orientation et de ses objectifs, faire taire et amener à marginaliser les dirigeants corrompus et suppôts de la bourgeoisie, renforcer l'autonomie des autres dirigeants vis-à-vis de la bourgeoisie. Et, sur cette base, créer et renforcer les rapports du Parti communiste avec les éléments qui avancent le plus, jusqu'à recruter ceux capables de faire un travail de Parti.

31.

Le capitalisme monopoliste d'État

Le capitalisme monopoliste d'État est la combinaison des monopoles et du capital financier (donc pas de la classe bourgeoise entière en général - comme c'était déjà le cas, mais des monopolistes et des rois de la finance) avec l'État. Cette combinaison est apparue dans l'époque impérialiste, c'est une de ses caractéristiques et de ses facteurs constitutifs. Elle eut une croissance particulièrement rapide avec la Première Guerre Mondiale. Dans les sociétés à capitalisme monopoliste d'État, l'État et l'Administration Publique assument directement un rôle déterminant dans la vie économique pour imposer les intérêts de l'étroite oligarchie des capitalistes monopolistes et des rois de la finance à tout le reste de la société, y compris au reste de la bourgeoisie (prend donc fin la démocratie bourgeoise, même dans les rapports internes à la bourgeoisie). Le capitalisme monopoliste d'État est le résultat maximal des efforts de la bourgeoisie pour réguler le mouvement économique de la société tout en restant dans le domaine de la propriété privée et de la libre initiative individuelle des capitalistes (FAUS voir note 46).

32.

Lois socialement objectives

La transformation de la société est réglée par des lois objectives dans le sens que l'expérience pratique, commune à un vaste nombre d'individus, engendre chez chacun d'eux des sensations, sentiments et conceptions qui les poussent en masse à accomplir les actions nécessaires pour réaliser cette transformation dont la société veut accoucher.

De cette manière, les hommes et les femmes réalisent les lois objectives de développement de la société de leur propre initiative, par leur propre volonté, librement, même s'ils ne les connaissent pas.

En ce sens, une loi sociale est une loi objective. Non pas dans le sens caricatural que, parfois, quelques uns de nos adversaires et quelques uns de nos dangereux

amis (les dogmatiques, les déterministes, etc.) donnent à notre affirmation : c'est-à-dire pas dans le sens d'une loi qui se réaliserait sans l'activité des masses et des hommes en général (théorie de l'écroulement du capitalisme et autres théorie semblables). La libre activité de million d'individus et de leurs organisations donne lieu à un processus qui se déroule selon ses lois propres, tout comme la libre recherche de nombreux scientifiques donne lieu à une unique science qui se développe selon les critères propres de son objet.

La réalisation des lois objectives se présente comme réalisation des aspirations des hommes parce que leurs aspirations réfléchissent ces lois objectives, comme le dit bien F. Engels (*Anti-Dühring, Œuvres complètes* vol. 25). Donc, la conscience de la classe ouvrière et son orientation idéologique et politique constituent un facteur décisif pour la victoire de la révolution socialiste : pour changer la société il faut d'abord changer l'opinion publique de sa classe décisive, il faut faire se lever une orientation révolutionnaire dans la classe ouvrière et l'organiser en force politique révolutionnaire (accumulation des forces révolutionnaires), en vue de la conquête du pouvoir.

La transformation de la société capitaliste en société communiste est, comme toute transformation, un saut qualitatif. La société change de nature, à la société capitaliste succède une société avec des caractéristiques et des lois de développement substantiellement différentes. Comme chaque saut qualitatif, celui-ci aussi est le débouché de l'accumulation quantitative de transformations élémentaires. Graduellement, l'un après l'autre, dans chaque secteur les composantes élémentaires de la société se transforment. Par exemple, quelques ouvriers deviennent communistes, adhèrent au Parti communiste. Ces petites transformations élémentaires, des ouvriers qui deviennent communistes et mènent leur activité de communistes, n'altèrent d'abord pas dans une mesure perceptible la nature de la société capitaliste et ne troublent pas son fonctionnement. Mais tôt ou tard le nombre des ouvriers communistes atteint un certain niveau et, en concomitance avec d'autres circonstances, l'effet de leur activité sur les autres ouvriers et sur le reste des masses populaires devient tel que la société capitaliste ne réussit plus ou a toujours plus de difficulté à fonctionner comme auparavant. Est alors mûre une crise révolutionnaire : soit le mouvement communiste supprime la direction de la bourgeoisie et instaure le socialisme, soit la bourgeoisie brise temporairement le mouvement communiste.

Un processus analogue d'accumulation de transformations élémentaires se produit dans chaque secteur de la société : centralisation de l'activité économique dans une poignée de grandes entreprises, unification et standardisation des marchés, disponibilité universelle des services, instruction et culture générale, organisation des masses, etc.

Ces petites transformations, nous pouvons les observer et les étudier analytiquement secteur par secteur de la société, avec une précision semblable à celle avec

laquelle nous observons et étudions les processus naturels qui concernent le monde minéral, végétal ou animal. Dans chaque secteur, le nombre d'éléments modifiés augmente : s'accroît le niveau moyen de la concentration productive, de l'instruction, etc. Ces croissances quantitatives dans les divers secteurs confluent entre eux et s'influencent mutuellement. Ensemble, elles constituent l'avancée quantitative vers la transformation qualitative de la société. Une fois atteint un certain degré de développement, elles aboutissent dans la transformation qualitative de la société en déchirant la vieille enveloppe dans laquelle jusqu'alors elles ont crû.

Abstraction faite des détails et du concret, il s'agit du passage de la quantité à la qualité, de la combinaison entre causes internes et causes externes, de la relation qui lie chaque chose à toutes les autres, etc. : les lois qui s'observent dans toute transformation naturelle et sociale. L'étude des lois générales des transformations naturelles et sociales est l'objet du matérialisme dialectique. Le matérialisme dialectique offre aux communistes des moyens importants pour comprendre et mener consciemment la transformation de la société capitaliste en société communiste. Il a été et est alimenté par le bilan de l'expérience de cette transformation. Le matérialisme dialectique est la philosophie du Parti communiste.

33.

Les premières et immédiates mesures du prolétariat victorieux dans le domaine économique réarrangent rationnellement les forces productives existantes, de sorte qu'elles soient employées le plus efficacement possible pour satisfaire les besoins de la masse de la population, et régulent l'activité laborieuse de sorte qu'elle se déroule de la manière la plus efficace pour la satisfaction des besoins individuels et collectifs des travailleurs eux-mêmes et de la manière la plus digne pour eux.

Voir par exemple :

K. Marx, *La guerre civile en France* (1871), voir les mesures prises par la Commune de Paris ;

Dans les *Œuvres* de Lénine, les premiers décrets du gouvernement soviétique à cheval entre 1917 et 1918.

À propos de ce thème, voir aussi :

Marco Martinengo et Elvira Mensi, *Un futur possible* (2006), Edizioni Rapporti Sociali.

34.

Subsommation formelle et subsommation réelle dans le capital

La bourgeoisie s'empara tout d'abord des activités productives qui avaient été développées au sein la vieille société et développa ses relations sociales spécifiques dans les espaces où la vieille société le permettait. Les marxistes appellent ce processus « subsommation formelle dans le capital » : les rapports dans le cadre desquels l'activité laborieuse se déroule changent, mais l'activité et la société qui en est le contexte restent substantiellement égaux à

ceux que la bourgeoisie a trouvés. Dans un second temps, la bourgeoisie modifie le contenu de l'activité, de façon à la rendre plus productive, plus apte à l'extraction de la plus-value absolue (allongement de la journée ouvrable) et de la plus-value relative (réduction du travail nécessaire, mise au travail des femmes et des enfants). En même temps, elle modifie l'ensemble des rapports sociaux, pour les rendre plus favorables à la valorisation du capital. Les marxistes appellent ce processus « subsommation réelle de la société dans le capital ». Par l'expression « capitalisation de l'activité économique » on entend la subsommation (peu importe si formelle ou réelle) de l'activité économique dans le capital, le passage de l'activité économique dans les mains des capitalistes.

35.

Les limites de la révolution bourgeoise en Europe

Le bilan exhaustif des résultats des révolutions bourgeoises en Europe Occidentale a été accompli par Lénine en vue de la révolution bourgeoise dans l'Empire russe, dans les années 1905-1906. Il est exposé dans divers écrits du vol. 9 de ses *Œuvres*, comme *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique, À la remorque de la bourgeoisie monarchique*, etc.

36.

Référence :

K. Marx, F. Engels, *Adresse au Comité central de la Ligue des communistes* (Mars 1850), dans *Œuvres complètes* vol. 10.

K. Marx, *Discours de l'Haye* (1872).

F. Engels, Introduction (1895) à *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850*, dans *Œuvres complètes* vol. 10.

37.

Les lois selon le matérialisme dialectique

Comme les lois des sciences naturelles, les lois des sciences sociales doivent aussi être comprises dans le sens du matérialisme dialectique. Chaque loi, considérée isolément, est une abstraction, considère un aspect de la réalité d'une manière unilatérale, le sépare des autres auxquels au contraire, dans la réalité concrète, il est indissolublement lié.

Elle considère le phénomène tel qu'elle cherche à le reproduire dans les expériences de laboratoire, c'est-à-dire en excluant l'interférence des multiples facteurs qui dans la réalité conditionnent son déroulement. Considérée toute seule, à la manière dont la considèrent les métaphysiciens, chaque loi, même la loi de la gravitation universelle, est démentie par la réalité : beaucoup de corps de notre univers restent éloignés entre eux bien qu'ils s'attirent depuis un temps immémorial.

Il est impossible de connaître la réalité sans l'analyser, sans séparer l'un de l'autre ses différents aspects. Il est impossible de formuler et de considérer ses lois sans

faire abstraction du contexte. Chaque loi (prenons par exemple la loi de la paupérisation croissante des ouvriers dans le capitalisme) est donc une abstraction que nous devons faire pour connaître la réalité.

En réalité, aucune loi n'agit toute seule, sans opposition. Une loi qui dans la réalité pourrait agir sans opposition, aurait depuis longtemps épuisé son rôle. Chaque loi est en vigueur précisément parce que son action est contrée par d'autres lois, qui poussent la réalité dans un sens opposé, précisément parce qu'elle ne se réalise pas de manière absolue. Dans la réalité naturelle et sociale, toute loi agit combinée avec d'autres, qui en contrent l'action. Dans la recherche scientifique, pour démontrer une loi, on crée en laboratoire des conditions artificielles, dans lesquelles on élimine en tout ou en partie l'influence des lois qui, dans la réalité, s'opposent à l'action que l'on veut mettre en évidence.

Par sa nature, le capitalisme pousse à l'appauvrissement croissant des ouvriers. En effet, à égalité des autres conditions, le moins chaque capitaliste paye ses ouvriers, le plus de profits il empoche et le plus facilement il dame le pion aux capitalistes concurrents. Pour celui qui nie cette loi, beaucoup de phénomènes de l'histoire des trois derniers siècles restent mystérieux, et pour les expliquer il doit recourir à des forces occultes. Mais à cette loi s'oppose la lutte de la classe ouvrière et s'opposent même les luttes d'autres classes (ce n'est pas par hasard qu'ont existé - voir le *Manifeste du Parti communiste*, 1848 - un « socialisme féodal », un « socialisme conservateur bourgeois » et divers autres mouvements qui se sont opposés à l'action de la loi de paupérisation croissante de la classe ouvrière). Dans la première partie du XXe siècle, la classe ouvrière des pays impérialistes, par sa lutte et grâce à un développement plus général du mouvement communiste, a arraché à la bourgeoisie de nombreuses améliorations (réduction du temps de travail, législation du travail, sécurité sociale, assurances et assistance publique, améliorations salariales, services publics, etc.). La bourgeoisie cherche à limiter ou à liquider chacune de ces conquêtes, chaque fois que les rapports de force lui sont favorables, comme cela a été le cas du milieu des années 1970 à aujourd'hui. Cette loi-ci, comme toutes les autres lois du mode de production capitaliste mises en lumière par Marx, a été confirmée par l'histoire, à condition qu'on les considère et que'on considère l'histoire selon la conception du matérialisme dialectique.

Références :

V. I. Lénine, *Le socialisme et les paysans* (1905), *Œuvres* vol. 9.

Umberto C., *L'instauration du socialisme dans les pays impérialistes*, *La Voce* n°21 (2005).

38.

Références :

Tonia N., *Les deux voies vers le communisme*, dans *La Voce* n°15 (2003).

CP, *Que les communistes des pays impérialistes unissent leurs forces pour la renaissance du mouvement communiste !*, dans *La Voce* n°12 (2002).

39.

Révolution de nouvelle démocratie

Après que le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste, la bourgeoisie est devenue incapable de diriger la révolution démocratique-bourgeoise (dont le contenu est le dépassement des rapports de dépendance personnelle : patriarcaux, esclavagistes, féodaux, religieux, etc.) qui se déroulait ou devait encore se dérouler dans les pays arriérés. Cette révolution dut être dirigée par la classe ouvrière et par son Parti communiste. Elle s'est donc appelée révolution de nouvelle démocratie pour la distinguer de la vieille révolution démocratique-bourgeoise dirigée par la bourgeoisie. La théorie de la révolution de nouvelle démocratie est un des apports principaux du maoïsme à la pensée communiste.

Les pays où la révolution de nouvelle démocratie a vaincu, s'ils voulaient consolider ou même seulement préserver les conquêtes de la révolution démocratique et l'indépendance du système impérialiste mondial, durent par la force des choses nationaliser le commerce extérieur, planifier l'activité économique, collectiviser les principales forces productives, combattre sans hésitations ni réserves les forces internes alliées de l'impérialisme (les vieilles classes dominantes et la bourgeoisie compradore et bureaucratique) que l'impérialisme soutenait par tout moyen et dans tous les domaines. Dit en d'autres mots, ils durent prendre la voie du socialisme. La révolution de nouvelle démocratie se transforme en révolution socialiste. C'est ce qui se produisit non seulement en Russie, mais de manière encore plus d'exemple en Chine.

Références :

V. I. Lénine, *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905),

Œuvres vol. 9.

Mao Zedong, *Sur la nouvelle démocratie* (1940),

Œuvres de Mao Zedong vol. 7.

40.

Les apports principaux du léninisme à la pensée communiste concernent :

- la nature du Parti communiste et son rôle dans la préparation et la conduite de la révolution prolétarienne,
- les caractéristiques économiques et politiques de l'impérialisme et la révolution prolétarienne,
- la direction de la classe ouvrière sur le reste des masses populaires dans la révolution socialiste et l'alliance du prolétariat des pays impérialistes avec les peuples opprimés par l'impérialisme.

J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

41.

Chute tendancielle du taux de profit et surproduction absolue de capital

Pour valoriser toujours plus son capital, le capitaliste, entre autres mesures, augmente la productivité du travail de ses ouvriers. Dans ce but, il augmente la composition organique du capital. Dit en d'autres mots, au fur et à mesure que le capital croît, la valeur des moyens et des conditions de la production (dite capital constant) croît plus rapidement que la valeur de la force de travail employée dans la production (dite capital variable). De cette façon, s'exprime dans le « langage du capital » le fait que la quantité des moyens de production croît plus rapidement que le nombre de travailleurs employés dans la production, c'est-à-dire, pour faire fonctionner ces moyens. La quantité du surtravail auquel les capitalistes forcent les ouvriers, si grande et croissante soit-elle, augmente moins rapidement que la quantité de travail passé (« travail mort ») objectivée dans les moyens et dans les conditions (matérielles et spirituelles) de la production qu'ils utilisent, et que les capitalistes ont accumulé comme capital.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, la richesse de la société se présente comme capital : valeur qui doit être valorisée, c'est-à-dire qui doit être augmentée. Donc, plus la société bourgeoise devient riche, plus importante devient la quantité de capital qui doit être valorisé. Donc, plus importante devient la plus-value que les ouvriers devraient produire pour le valoriser. Donc, plus important est le surtravail que les capitalistes cherchent à faire accomplir aux ouvriers (allongement de la journée de travail, heures supplémentaires, élévation de l'âge de la retraite, réduction des fêtes et des congés, etc.). Mais la quantité de plus-value que les capitalistes extorquent à un ouvrier est limitée objectivement au surtravail qu'ils réussissent à le forcer à accomplir, par les luttes des ouvriers et par d'autres facteurs sociaux (culturels, politiques, etc.). Le nombre de travailleurs que les capitalistes emploient est limité par les conditions physiques et sociales de leur emploi (ressources naturelles, limites environnementales, législation, dimensions du marché, etc.), par les luttes des ouvriers et par d'autres facteurs sociaux.

La contradiction entre ces deux éléments (augmentation illimitée du capital, limites physiques et sociales du surtravail) crée la tendance du taux de profit (rapport entre la masse de plus-value extorquée et la masse de capital employé dans la production) à diminuer : la chute tendancielle du taux du profit.

Lorsque le capital accumulé a crû au-delà de certaines limites (déterminées par les conditions de valorisation), cette contradiction conduit même à la diminution de la masse de plus-value que les capitalistes extorqueraient, s'ils employaient comme capital productif ou comme capital financier (voir la note 42) tout le capital accumulé : dans ces conditions, on a surproduction absolue de

capital. Les capitalistes n'emploient pas dans la production ou à son service direct tout le capital accumulé. On crée alors une masse croissant de richesse qui ne peut exister ni comme capital productif ni comme capital financier. Elle assume la forme de capital spéculatif.

Références :

K. Marx, *Le Capital*, Livre III, chap. 13, 14, 15.

La crise actuelle : une crise par surproduction de capital, dans *Rapports Sociaux* n°0 (1985),

Crack de la bourse et capital financier, dans *Rapports Sociaux* n°1 (1987).

Encore une fois sur la crise par surproduction absolue de capital, dans *Rapports Sociaux* n°5/6 (1990).

Marx et la crise par surproduction de capital, dans *Rapports Sociaux* n°8 (1990).

Sur la situation révolutionnaire en développement, dans *Rapports Sociaux* n°9/10 (1991).

La seconde crise générale par surproduction absolue de capital, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

La situation actuelles et nos tâches, dans *Rapports Sociaux* n°16 (1994-1995).

Pour le débat sur la cause et la nature de la crise actuelle, dans *Rapports Sociaux* n°17/18 (1996).

42.

Capital productif, capital financier, capital spéculatif

Ces trois formes du capital constituent soit une succession historique des formes dominantes (dirigeantes) qu'a assumées, époque après époque, le capital, soit trois figures différentes de capitalistes opérants en même temps, soit trois âmes différentes du même capitaliste. Il faut donc considérer, soit chacune d'elles dans sa forme pure, soit la genèse historique d'une forme à partir de l'autre, soit la combinaison des diverses formes entre elles.

Le capital productif est le capital qui s'augmente en parcourant et en reparcourant le processus Argent - Marchandise (moyens de production, matières premières, force de travail des ouvriers) - Travail - Nouvelles Marchandises - Plus d'Argent (D - M - L - Me - De). Ce processus est la base du mode de production capitaliste, sur laquelle repose la société capitaliste. Les formes dominantes suivantes du capital naissent et se développent comme excroissance de cette base, elles sont soit un des soulagements salutaires, auxiliaires et nécessaires de celle-ci, soit une superstructure qui la suffoque. Cette base ré-émerge chaque fois que la superstructure s'effrite, comme argua en conclusion Lénine en 1919, au 8ème congrès du Parti communiste (bolchevik) russe, contre Boukharine et d'autres qui soutenaient que l'impérialisme constituait un nouveau mode de production, plutôt qu'une superstructure du capitalisme (voir note 73). Son environnement est la production, dite aussi économie réelle.

Le capitaliste engagé dans la production (l'entrepreneur) œuvre dans une économie mercantile. Il achète avec de l'argent les constructions, les

outillages et les installations de son entreprise, les ouvriers, les matières premières et les auxiliaires. Il immobilise donc de l'argent en « capital fixe » (des installations fixes et des outillages) et en « capital circulant » (matières premières et auxiliaires, marchandises en cours de vente et salaires). L'argent lui revient seulement un peu à la fois, par la vente des marchandises produites. En outre, il doit payer aux échéances convenues des rentes aux propriétaires de la terre et des autres conditions naturelles de la production (mines, forêts, etc.) et, périodiquement, verse des impôts à l'État et aux autres Autorités publiques. Il a donc besoin d'argent, soit comme moyen d'échange soit comme moyen de paiement.

En dehors de l'argent qu'il possède lui-même, l'entrepreneur capitaliste recourt au prêt (des banques, des riches, des épargnants individuels) et paye les intérêts de celui-ci, au-delà de rendre le montant du prêt à l'échéance. Dès les débuts du mode de production capitaliste, les entrepreneurs capitalistes ont pris, à titre de prêt, de l'argent des banques. Celles-ci prêtaient de l'argent et, en même temps, agissaient comme intermédiaires entre les propriétaires d'argent et les entrepreneurs. Ceux-ci, avec l'argent pris à titre de prêt, constituaient une partie ou la totalité de leur capital productif.

Avec la circulation de l'argent, naquit l'argent fiduciaire : argent constitué, non plus d'une marchandise ayant une valeur intrinsèque (or, argent, etc.), mais d'un engagement écrit (papier-monnaie, lettre de dépôt, lettre de change, lettre de crédit, etc.), assumé par la personne ou l'institution qui jouit de la confiance des capitalistes et des riches, à transformer sur demande le papier en une quantité définie d'argent à valeur intrinsèque (or, argent, etc.). Avec la naissance de l'argent fiduciaire, la masse de l'argent en circulation ne fut plus sujette aux limites propres de l'industrie minière et métallurgique et de l'institution de frappe des monnaies. Elle était régulée par les banques (par le système de crédit) dans les formes et dans la mesure dictées par leurs propres lois et par les lois de l'État.

L'argent fiduciaire multiplia les moyens à disposition des banques et leur rôle social. Son développement fut donc d'une grande aide au capital productif. Une autre manière par laquelle, dès le début du mode de production capitaliste, les entrepreneurs se procuraient de l'argent, était de céder à d'autres possesseurs d'argent une participation au profit que l'entreprise produirait, ou même une participation à la propriété (et éventuellement même à la gestion) de l'entreprise. Naquirent ainsi les titres financiers à revenu variable (titres de participation aux éventuels profits et titres de propriété des entreprises) et les sociétés par actions.

Dans ce contexte naquirent et se développèrent également les titres financiers à revenu fixe (obligations, lettres de change, autres titres de crédit), le marché des titres financiers, le cours des titres financiers (chaque titre financier est vendu et acheté à un prix différent de sa valeur nominale, un

prix qui varie selon le profit qu'on présume qu'il rendra), les bourses des titres financiers (organismes pour le commerce de titres financiers). Les bourses naquirent comme des institutions, dans lesquelles les capitalistes combinaient leur argent pour faire des affaires en commun. Au cours du temps, les bourses devinrent des institutions qui directement, ou indirectement par les banques et autres institutions financières, absorbaient les économies et la richesse en argent de toutes les classes, et les mettaient comme capital entre les mains des principaux entrepreneurs et des requins de la finance.

Le marché des titres financiers et les bourses, jusqu'au milieu du XIXe siècle, s'étaient développés comme auxiliaires du capital productif. Ils procuraient de l'argent aux capitalistes engagés dans la production et rendaient plus liquide (plus facilement et rapidement transformable en argent) leur même capital immobilisé en marchandises, moyens de production, entreprises. Ils géraient une masse de capital non employé directement dans la production, mais au service du capital productif.

Dans ce contexte apparurent et se développèrent aussi les bourses de marchandises (organismes pour le commerce de titres de propriété de parts de marchandises, déjà en stockage de réserve, ou encore à produire) et le marché spéculatif des marchandises, le marché des monnaies, les bourses des monnaies et la spéculation sur les monnaies. Dans ces marchés et dans le marché des titres financiers, les différents capitalistes et autres riches luttent entre eux, chacun pour augmenter sa richesse. Ces marchés ont des caractéristiques, et fonctionnent selon des lois, différentes de celles des marchés dans lesquels les producteurs échangent entre eux des marchandises (dans la production mercantile simple ou dans le marché entre capitalistes entrepreneurs).

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, la combinaison entre le capital bancaire, les bourses, les marchés indiqués plus haut et le capital productif devint si étroite qu'une nouvelle forme de capital prit un grand développement, le capital financier. A l'époque impérialiste, le capital financier prit le dessus sur le capital productif. La propriété d'une entreprise se divisa en deux : la propriété des actions qui représentent son capital, et la direction de l'entreprise. La propriété des entreprises se partagea dans les mains des acheteurs des actions qui représentent son capital. La direction de l'entreprise se sépara de la propriété des actions de l'entreprise. Le prix d'achat d'une entreprise vint à dépendre de la combinaison du profit et du taux d'intérêt que capitalise (actualise) le profit (si une entreprise rend 100 et que le taux d'intérêt du moment est de 5%, sa capitalisation est de $100/0,05 = 2.000$). Dans un second temps, à déterminer son prix d'achat fut la prévision du profit qu'il aurait rendu. Dans un troisième temps la prévision du cours (du prix de vente) de ses actions. L'objectif de l'acheteur d'actions et d'autres titres financiers n'était plus le profit qui aurait été distribué aux propriétaires des

titres, mais la plus-value du titre, c'est-à-dire l'accroissement du prix (du cours) de ce titre.

Arrivé à ce point, la production était devenue un appendice et un moyen du capital financier : une entreprise est gérée, vendue et achetée au service du cours de ses actions. Donc, le capital financier dictait sa loi à la production, bien qu'il n'existe que grâce à elle. Le capital productif avait joué le rôle de l'apprenti sorcier. Le démon qu'il avait invoqué n'obéissait plus à son commandement et, au contraire, le commandait, mais il n'avait en même temps pas de vie propre : il ne pouvait vivre que grâce à l'existence du sorcier.

Sur le capital financier, au cours du temps, ont grandi les édifices des sociétés par actions (les « poupées russes »), de la spéculation financière et du parasitisme impérialiste qui suffoquent la production et donnent lieu aux crises financières. La spéculation sur les titres financiers, sur les marchandises, sur les monnaies est devenue pour les capitalistes financiers un secteur autonome d'activités pour augmenter leur capital. La production était devenue un appendice du capital financier. Celui-ci, à son tour, est devenu un appendice du capital spéculatif.

La surproduction de capital a au fur et à mesure agrandi la masse d'argent errant, dans les mains des spéculateurs (c'est-à-dire des capitalistes qui cherchent à augmenter leur richesse en spéculant sur le futur prix des marchandises, sur le futur cours des titres financiers, etc.). Cette masse, avec ses mouvements arbitraires et démontés, bouleverse la production : les conditions du crédit, du commerce, etc. dont dépend, dans la société capitaliste, la production, appelée aussi « économie réelle ».

Sur ceci, le texte fondamental est de V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), *Œuvres* vol. 22. Voir aussi les références bibliographiques de la note 41.

43.

Le cas particulier du Japon

Par un ensemble de circonstances particulières, la société japonaise, plutôt que de se soumettre à un rapport colonial ou semi-colonial, réagit à la pression de la bourgeoisie européenne et américaine en assimilant et en développant, à sa manière, le mode de production capitaliste. Dans les dernières décennies du XIXe siècle, le Japon rattrapa son retard historique et fit son entrée dans le groupe restreint des puissances impérialistes mondiales.

44.

La Commune de Paris

Sur la Commune de Paris (1871), Karl Marx exposa son bilan dans l'Adresse à l'Internationale intitulée *La guerre civile en France* (1871).

Lénine a examiné à plusieurs reprises l'expérience de la Commune de Paris pour en tirer les enseignements (voir ses *Œuvres*).

45.

La IIe Internationale

Les partis de la IIe Internationale (1889-1914) s'appelèrent social-démocrates parce qu'ils s'assignaient pour tâche de mener à fond la transformation démocratique du système politique bourgeoise et sur ce terrain, d'amener la conscience et l'organisation de la classe ouvrière au niveau nécessaire pour instaurer le socialisme.

Pour le bilan de l'œuvre de la IIe Internationale, voir J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

46.

Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale (FAUS)

Les FAUS sont des institutions et des procédures avec lesquelles la bourgeoisie cherche à faire front au caractère collectif maintenant assumé par les forces productives, en restant cependant sur le terrain de la propriété et de l'initiative individuels des capitalistes. Pour y faire front elle crée des institutions et des procédures qui sont en contradiction avec les rapports de production capitalistes. Elles sont des médiations entre le caractère collectif des forces productives et les rapports de production qui survivent encore. Sont par exemple des FAUS : les banques centrales, l'argent fiduciaire, la négociation collective des relations de travail salarié, la politique économique de l'État, les systèmes de sécurité sociale, etc.

Une importance particulière a la création d'un système monétaire fiduciaire mondial (voir la note 42). Celle-ci fut complétée en 1971, lorsque le gouvernement fédéral US annonça qu'il ne procéderait plus à la conversion du dollar en or (au taux fixe d'une once (31,103 g) d'or pour 35\$) comme il s'était engagé à le faire par les Accords de Bretton Woods (pour plus de détails voir *Rapports Sociaux* n°1 (1987) et n°2 (1988)) lorsque les Banques Centrales des autres pays signataires de l'Accord le demandaient. Depuis lors, les échanges internationaux s'effectuent au moyen d'argent conventionnel sans couverture d'or, en somme, au moyen bons émis, à sa discrétion, par la Banque Fédérale US, qui sont couramment acceptés comme moyen de paiement et thésaurisés par les privés et par les Banques Centrales des pays les plus importants. Cela confère aux USA une position économiquement privilégiée et alimente la confiance d'une partie des capitalistes, et de leurs experts, de posséder le moyen d'empêcher une crise financière des dimensions de celle de 1929.

Références :

K. Marx, *Lignes fondamentales de critique de l'économie politique (Grundrisse)*. Le chapitre de l'argent, *Œuvres complètes* vol. 29.

Les formes antithétiques de l'unité sociale, dans *Rapports Sociaux* n°4 (1989).

47.

Plinio M., *L'avenir du Vatican*, dans *La Voce* n°23 (2006).

48.

La réforme Gentile de l'école italienne

Par sa réforme (1924), Giovanni Gentile (1875-1944) introduisit officiellement dans l'école publique l'enseignement de la religion sous la direction du clergé catholique. La religion catholique fut alors proclamée fondation et couronnement de l'éducation des jeunes des classes opprimées. La conception scientifique du monde fut réservée aux héritiers des classes dominantes, qui accédaient aux niveaux supérieurs de l'instruction.

49.

Les plans du capital

À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, divers théoriciens et des hommes politiques, bourgeois et marxistes-révisionnistes, ont soutenu que désormais la bourgeoisie avait acquis la capacité de gouverner le mouvement économique de la société selon un plan à elle. Certains soutenaient que l'auraient gouverné les banques, d'autres que l'auraient gouverné les États. Toutes ces prétentions se sont révélées soit des illusions soit des duperies.

A ce propos, voir *Don Quichotte et les moulins à vent - À propos du mot d'ordre « lutte contre le plan de la bourgeoisie pour sortir de la crise »*, dans *Rapports Sociaux* n°0 (1985).

50.

V. I. Lénine, *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale* (1916), *Œuvres* vol. 22.

51.

La victoire sur le révisionnisme

Vers la fin du XIXe siècle éclata la première « crise du marxisme ». La société capitaliste était entrée dans l'époque impérialiste. Le mouvement communiste s'était fortement développé et il devenait toujours plus pressant faire face aux tâches de la révolution socialiste, pour lesquelles cependant les conceptions et les méthodes d'action élaborées jusqu'alors par Marx et Engels n'étaient pas suffisantes. À travers cette faille s'insinua et se diffusa l'influence idéologique de la bourgeoisie, qui pollua le mouvement communiste sous le couvert de la révision du marxisme, dont Eduard Bernstein (1850-1932) fut le principal partisan. À rien ne servit la défense dogmatique du marxisme faite par K. Kautsky (1854-1938). De même, fut inutile la tentative de Rosa Luxemburg (1870-1919) de contrer les conséquences réformistes du révisionnisme de Bernstein, dans le domaine politique, sur la base de sa propre révision du marxisme.

La « crise du marxisme » ne fut résolue que grâce à l'œuvre de V. I. Lénine (1870-1924), qui développa le marxisme dans le domaine théorique et sur cette base, donna des solutions révolutionnaires aux tâches

politiques nouvelles de l'époque : avec la théorie de l'impérialisme, la théorie de l'hégémonie de la classe ouvrière sur les masses populaires des pays impérialistes et sur les peuples et les nations des pays opprimés, la théorie de la nature et du rôle du Parti communiste de l'époque de la révolution prolétarienne.

Références :

V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), *Œuvres* vol. 22.

V. I. Lénine, *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), *Œuvres* vol. 9.

V. I. Lénine, *Que faire ?* (1902), *Œuvres* vol. 5.

J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

52.

Relations sociales d'argent

Dans la société actuelle, lorsque la civilisation bourgeoise a déjà accompli son cours historique et qu'elle est maintenant dans la phase de son déclin, l'argent remplit des rôles multiples et contradictoires : moyen d'échange (dans les transactions d'achat et vente), matière des prix (qui sont fixés en argent), moyen de paiement (pour honorer à des échéances fixées des obligations envers des tiers : salaires, retraites, impôts, rentes, intérêts, locations, etc.), moyen d'épargne (pour faire face à des frais futurs), moyen de thésaurisation (pour accumuler de la richesse), capital fructifiant en intérêts (prêts, obligations, assurances, etc.), capital productif (investissements directs, actions, etc.), titres financiers (objet de spéculation), monnaie pour les échanges internationaux.

À chacun de ces rôles correspondent des relations sociales spécifiques, des acteurs spécifiques avec leurs comportements respectifs, des lois spécifiques socialement objectives. Ces rôles interfèrent entre eux : l'argent employé pour un rôle subit les effets des événements déterminés par les autres rôles.

De ces différents rôles, celui qui prédomine de loin à l'époque actuelle est celui de titre financier. La conséquence, qui en résulte, est que l'argent se transforme à répétition, un jour ici un jour là, de moyen pour les relations sociales en entrave et blocage à celles-ci. La masse de la population, qui est constituée du prolétariat, reçoit de l'argent par le paiement à des échéances fixes des salaires, des retraites, par des subsides de diverses sortes, par des emprunts, par des emprunts hypothécaires. Il le dépense pour l'achat des biens de consommation courants, pour des achats extraordinaires et pour le paiement périodique d'impôts, de loyers, de remboursements de prêts, de primes d'assurances, etc. Dans chacune de ces transactions, il subit les effets produits par les multiples rôles de l'argent (inflation, oscillation des changes, spéculation, etc.), auquel il est complètement étranger et face auxquels il est impuissant, à moins qu'il se donne à la lutte politique révolutionnaire.

Parmi les mesures de rationalisation de l'existant que le prolétariat devra imposer une fois pris le

pouvoir (voir la note 33 et le texte à laquelle la note se réfère), une de plus importantes est l'abolition de la multiplicité des rôles de l'argent et sa réduction à moyen de régulation de la consommation individuelle. Une semblable mesure va évidemment de pair avec l'abolition de la propriété privée des principales forces productives, avec la planification des principales activités économiques et avec la fixation administrative des prix.

A ce propos, voir Marco Martinengo et Elvira Mensi, *Un futur possible* (2006), aux Edizioni Rapporti Sociali.

53.

La situation révolutionnaire en développement

La théorie de la situation révolutionnaire en développement ou de longue durée, est un des apports principaux du maoïsme à la pensée communiste et est étroitement liée à la stratégie de la guerre populaire révolutionnaire de longue durée. Il y a une situation révolutionnaire lorsque les actions des diverses classes, des forces organisées et des individus pour des raisons objectives sont telles que, si elles sont secondées par l'action du Parti communiste, elles conduisent les classes vers la guerre civile et conduisent les masses populaires à développer l'estime d'elles-mêmes, l'héroïsme et la force morale qui sont les armes les plus importantes pour leur victoire contre les oppresseurs et les exploités.

Dans une situation révolutionnaire, il appartient au Parti communiste de trouver et d'accomplir les opérations systématiques, coordonnées et pratiques, réalisables par le Parti quelle que soit la vitesse à laquelle mûrit la crise révolutionnaire, qui secondent le cours de la révolution.

Références :

V. I. Lénine, *La faillite de la IIe Internationale* (1915), *Œuvres* vol. 21.

V. I. Lénine, *À propos de la brochure de Junius* (1916), *Œuvres* vol. 22.

Mao Zedong, *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine*, *Œuvres de Mao Zedong* vol. 2.

Sur la situation révolutionnaire en développement, dans *Rapports Sociaux* n°9/10 (1991).

54.

Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

55.

Références :

V. I. Lénine, *Temps nouveaux, erreurs anciennes dans des formes nouvelles* (1921), *Œuvres* vol. 33.

Anna M., *Le 90^e anniversaire de la Révolution d'Octobre*, dans *La Voce* n°25 (2007).

56.

Umberto C., *Un livre et quelques leçons*, dans *La Voce* n°24 (2006).

57.

« Le progrès révolutionnaire ne s'imposera pas par ses tragi-comiques conquêtes immédiates, mais, au contraire, en faisant se lever une contre-révolution serrée, puissante, en faisant se lever un adversaire, que seulement en combattant lequel, le parti de l'insurrection atteindra la maturité d'un vrai parti révolutionnaire ».

K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850* (1850), *Œuvres complètes* vol. 10.

« Il est nécessaire de démolir et de jeter à mer la putride théorie selon laquelle à chaque pas en avant que nous faisons, la lutte de classe chez nous devrait s'affaiblir toujours plus ; selon laquelle, dans la mesure où nous obtenons des succès, l'ennemi de classe ferait preuve de plus de mansuétude [...] Au contraire, le plus nous irons en avant, le plus de succès nous rencontrerons, le plus les résidus des vieilles classes exploiteuses détruites deviendront féroces, le plus rapidement ils recourront à des formes de lutte plus aiguës, le plus elles chercheront à frapper l'État soviétique, le plus elles recourront aux moyens de lutte les plus désespérés comme derniers moyens de celui qui est condamné à mourir. Il faut tenir compte du fait que les résidus des classes détruites en URSS ne sont pas isolés. Ils ont l'appui direct de nos ennemis au-delà des frontières de l'URSS. Il serait erroné de penser que la sphère de la lutte de classe soit renfermée dans les frontières de l'URSS. Si la lutte de classe se déroule pour une partie dans le cadre de l'URSS, elle s'étend pour une autre partie dans les frontières des États bourgeois qui nous entourent ».

J. V. Staline, *Sur les insuffisances du travail* (1937).

Sur les limites de l'Internationale Communiste :

Umberto C., *L'activité de la première Internationale Communiste en Europe et le maoïsme*, dans *La Voce* n°10 (2002).

Ernesto V., *Le rôle historique de l'Internationale Communiste. Les conquêtes et les limites*, dans *La Voce* n°2 (1999).

58.

Bourgeoisie bureaucratique et bourgeoisie compradore

Pour leur pénétration dans les pays opprimés et l'exploitation de ceux-ci, les groupes impérialistes ont utilisé soit les Autorités auxquelles ils ont concédé des prêts « pour le développement du pays » (bourgeoisie bureaucratique), soit des intermédiaire entre les vieilles formes d'exploitation propres du pays et les groupes impérialistes eux-mêmes (bourgeoisie compradore).

59.

Nicola P., *Le huitième discriminant*, dans *La Voce* n°10 (2002).

L'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est exposée dans les volumes 23, 24, 25 des *Œuvres de Mao Zedong*, Edizioni Rapporti Sociali.

60.

Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

61.

« Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le héraut glorieux d'une nouvelle société. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer ».

K. Marx, *La Guerre civile en France* (1871).

62.

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

63.

V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), *Œuvres* vol. 22.

64.

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

65.

Sur la lutte de classe dans les pays socialistes :

Œuvres de Mao Zedong, vol. 23, 24, 25, Edizioni Rapporti Sociali.

Sur l'expérience des pays socialistes :

L'effondrement du révisionnisme moderne et Pour le bilan de l'expérience des pays socialistes, dans *Rapports Sociaux* n°5/6 (1990).

Encore une fois sur l'expérience des pays socialistes, dans *Rapports Sociaux* n°7 (1990).

La restauration du mode de production capitaliste en Union soviétique, dans *Rapports Sociaux* n°8 (1990).

Sur l'expérience historique des pays socialistes, dans *Rapports Sociaux* n°11 (1991).

66.

Nouvelle Politique Economique (NEP)

Politique économique mise en œuvre par l'État soviétique entre 1921 et 1929 et consistant à laisser se développer l'économie mercantile et l'économie capitaliste dans des limites fixées par l'État soviétique, laisser agir librement les travailleurs autonomes (en pratique les paysans) et les capitalistes dans des marges fixées par l'État prolétarien.

Références :

V. I. Lénine, *Sur l'impôt en nature* (1921), *Œuvres* vol. 32.

J. V. Staline, *Une année de grandes avancées* (1929), *Œuvres de Staline* vol. 12.

67.

F. Engels, *Lettre à Conrad Schmidt du 5 août 1890*, *Œuvres complètes* vol. 48.

68.

V. I. Lénine, *L'État et la Révolution* (1917), *Œuvres* vol. 25.

69.

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux 'De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !' ».

K. Marx, *Critique du programme de Gotha* (1875).

70.

Chang Chun-Chiao, *La dictature complète sur la bourgeoisie* dans les *Œuvres de Mao Zedong* vol. 25, Edizioni Rapporti Sociali.

71.

Léninisme ou social-impérialisme (1970), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 24, Edizioni Rapporti Sociali.

72.

« On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie : qu'il n'y a plus de travail salarié du moment qu'il n'y a plus de capital ».

K. Marx - F. Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848), *Œuvres complètes* vol. 6.

Voir aussi le chap. V - Objection 6 de ce Manifeste Programme.

73.

L'impérialisme est une superstructure du capitalisme

« L'impérialisme pur, sans la fondation du capitalisme, n'a pas jamais existé, il n'existe dans aucun lieu et il ne pourra jamais exister. On a généralisé de manière erronée tout ce qui a été dit sur les consortiums, les cartels, les trusts, le capitalisme financier, lorsqu'on a voulu présenter ce dernier comme s'il ne reposait pas tout à fait sur les bases du vieux capitalisme. ... Si Marx disait de la manufacture qu'elle est une superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financiers sont une superstructure du vieux capitalisme. Soutenir qu'il existe un impérialisme intégral sans le vieux capitalisme, signifie prendre ses désirs pour la réalité. ... L'impérialisme est une superstructure du capitalisme. Lorsqu'il s'écroule, on se trouve face au sommet détruit et à la base mise à nu ».

V. I. Lénine, *Rapport sur le programme du Parti* (1919), *Œuvres* vol. 29.

74.

Operaïstes

Courant culturel et politique apparu en Italie au début des années 60, qui a fait sien, propagé et cherché à réaliser dans le champ politique la conception de l'École de Francfort. Ses représentants mettaient au centre de leur enquête le contenu du travail, la technique productive et les formes d'organisation du travail, plutôt que les rapports de production dans leur ensemble. Un trait typique des operaïstes, fut la thèse que les conquêtes que les masses populaires ont arraché à la bourgeoisie impérialiste, grâce au mouvement communiste, seraient en réalité de vieilles réformes conçues et mises en œuvre par la bourgeoisie impérialiste pour « intégrer » la classe ouvrière dans le système capitaliste et créer un nouvel espace à l'expansion du mode de production capitaliste. En somme, les operaïstes niaient la thèse marxiste que le capital tend à augmenter la misère, l'oppression, l'asservissement, l'abrutissement et l'exploitation des masses populaires, tendance qui se traduit en réalité, d'autant plus lorsqu'est moins forte la lutte de classe du prolétariat contre elle.

Les conceptions des operaïstes ont eu une grande influence sur les groupes dirigeants de Potere Operaio, Lotta continua et Autonomie Ouvrière. Les principaux représentants de l'operaïsme furent Renato Panzieri (avec la revue *Quaderni rossi* - Cahiers rouges), Mario Tronti, Asor Rosa, Toni Negri.

75.

École de Francfort

Conception du monde élaborée par des intellectuels organisés de l'Institut pour les Sciences Sociales de Francfort, institution fondée dans les années 1920 grâce aux fonds mis à disposition par quelques groupes impérialistes allemands pour contrer l'influence idéologique de l'Internationale Communiste.

Les thèses principales de l'École de Francfort sont

les suivantes.

- Les rapports de production capitalistes sont incorporés dans les forces productives : dans l'outillage, dans l'organisation du travail, dans les structures productives. Donc, il n'existe pas de contradiction entre les forces productives collectives engendrées du capitalisme et les rapports de production capitalistes, contradiction qui selon le marxisme est la contradiction fondamentale du capitalisme, qui en déterminera inévitablement la fin.

- La bourgeoisie impérialiste est en mesure de gouverner les contradictions de la société bourgeoise et d'intégrer dans celle-ci la classe ouvrière. Donc, le capital élabore son plan (le plan du capital) sur la base duquel il dirige la société entière.

- Le capitalisme est un mode de production destructif et perversifiant ; sa substitution par le communisme est souhaitable et moralement nécessaire, mais n'est pas un processus historique objectif et inévitable, qui fait inévitablement se lever dans la société les forces qui le réalisent.

- Les promoteurs de la lutte pour substituer le communisme au capitalisme sont les intellectuels critiques et en général tous ceux qui sont en mesure de comprendre le caractère négatif du capitalisme (les critiques du capitalisme).

Les plus remarquables représentants de l'École de Francfort ont été T. W. Adorno (1903-1969), M. Horkheimer (1895-1973), H. Marcuse (1898-1979), F. Pollock (1894-1970). Elle a trouvé une grande influence dans le monde universitaire européen et américain, dans la période du « capitalisme à visage humain » (1945-1975) et, avec le révisionnisme moderne, elle a contribué à rendre difficile la vie du mouvement communiste dans la période suivant la Seconde guerre mondiale. Comme le révisionnisme moderne, l'École de Francfort nie que le capitalisme produit inévitablement crise et guerres, elle nie le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, elle nie que le bilan du mouvement communiste est principalement positif. L'École de Francfort a toujours prétendu être marxiste et ses représentants être des continuateurs critiques du marxisme.

76.

Par l'expression « inégalités ayant un caractère de classe », on indique ces inégalités et contradictions (toute inégalité dans des conditions déterminées donne lieu à une contradiction) qui, tout en n'étant pas directement des inégalités entre des classes distinctes, sont liées à la division de la société en classes : soit parce qu'elles dérivent des contradictions de classe existant dans la société et du système social classiste de celle-ci, soit parce que leur élimination est empêchée ou entravée par le caractère classiste de la société, soit parce que leur traitement est fortement influencé ou même déterminé par le caractère classiste de la société. Telles sont par exemple, dans la société bourgeoise, les inégalités entre les hommes et les femmes, entre les adultes et

les jeunes, entre adultes et personnes âgées, entre les races, entre les nations et les pays de différents degrés de développement économique, intellectuel ou moral, entre ville et campagne. Ont aussi un caractère de classe, dans le même sens, des phénomènes comme l'abandon des campagnes, le pillage des ressources naturelles, la dévastation de la planète, etc. Dans ces derniers cas il s'agit de phénomènes qui sont des effets collatéraux du système social bourgeois de la société. Les premiers sont par contre des héritages d'un passé dans lequel ils eurent leur raison d'être, et qui survivent à la disparition de celui-ci parce que la

bourgeoisie n'est maintenant plus en situation d'y mettre fin. Chacun d'eux pourra être éliminé par une intervention spécifique, mais seulement à partir du changement de système social.

A ce propos voir aussi le chap. V - Objection 7 de ce Manifeste Programme.

77.

Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste, Rapports Sociaux n°12/13 (1992).

Sommaire

Manifeste Programme du (nouveau) Parti communiste italien

Avant-propos

Chapitre I

La lutte de classe pendant les 160 premières années du mouvement communiste et les conditions actuelles Introduction

Introduction

1.1. Le mode de production capitaliste

1.1.1. La production mercantile

1.1.2. La naissance, la nature et le développement du mode de production capitaliste

1.2. Les classes et la lutte de classe

1.2.1. La naissance de la division de l'humanité en classes

1.2.2. La lutte de classe et l'État

1.2.3. Les deux classes fondamentales de la société bourgeoise

1.2.4. La lutte de la classe ouvrière devient lutte pour le communisme

1.2.5. L'accroissement du rôle de l'État dans la société bourgeoise

1.2.6. La classe ouvrière est par sa nature la classe qui dirige les autres classes exploitées et opprimées par la bourgeoisie

1.2.7. La lutte de la classe ouvrière pour son émancipation et l'extinction de la division en classes

1.3. L'impérialisme, ultime phase du capitalisme

1.3.1. Les origines de l'impérialisme

1.3.2. Comment en était-on arrivé à ce tournant ? Comment se manifestait-il ?

1.3.3. La contre-révolution préventive

1.3.4. Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale

1.3.5. Le mouvement communiste au début de l'époque impérialiste

1.4. La première crise générale du capitalisme, la première vague de la révolution prolétarienne, le léninisme seconde supérieure étape de la pensée communiste

1.5. La reprise du capitalisme, le révisionnisme moderne, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, le maoïsme troisième supérieure étape de la pensée communiste

1.6. La seconde crise générale du capitalisme et la nouvelle vague de la révolution prolétarienne

1.7. L'expérience historique des premiers pays socialistes

1.7.1. En quoi consiste le socialisme ?

1.7.2. Le socialisme triomphe dans un ou quelques pays à la fois, pas en même temps dans le monde entier

1.7.3. Les phases traversées par les premiers pays socialistes

1.7.4. Les pas accomplis par les premiers pays socialistes vers le communisme dans la première phase de leur existence

1.7.5. Les pas en arrière accomplis par les révisionnistes modernes

dans la seconde phase de l'existence des premiers pays socialistes

1.7.6. Comment a-t-il pu se produire que les révisionnistes modernes prennent le pouvoir ?

1.7.7. Les enseignements des pays premiers socialistes

1.8. Conclusions

Notes pour l'étude du Manifeste Programme

Antonio Gramsci (1891 – 1937)

Avec la prison Mussolini eut l'illusion d'empêcher Gramsci de penser. Togliatti a son tour a essayé d'étouffer la pensée de Gramsci sous une chape de révisionnisme.

Libérons, valorisons, utilisons la pensée que Gramsci a héroïquement élaboré malgré les prisons fascistes !

Edizioni del vento – Via Ca' Selvatica 125 – 40123 Bologna